

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/02 : Débat et rapport d'Orientations Budgétaires 2025 – CCAS.

L'article 107 de la loi NOTRe (loi n°2015-991 du 7 Août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République) est venu étoffer les dispositions relatives au débat d'orientations budgétaires des communes en accentuant l'information aux conseillers municipaux.

L'article L.2312-1 du CGCT modifié par la loi précise également que « les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus ».

Ainsi, dans les CCAS des communes de plus de 3 500 habitants, le débat d'orientations budgétaires (DOB) doit s'appuyer sur un rapport d'orientations budgétaires (ROB) qui sera porté à la connaissance des administrateurs.

De ce fait, la commission administrative tient un débat en cette séance, appuyé par un document joint à la délibération, des éléments constituant le rapport d'orientations budgétaires portant sur les aspects suivants :

- Le contexte économique et monétaire d'élaboration du BP 2025 ;
- L'activité du CCAS ;
- Le budget de fonctionnement et d'investissement 2025.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'instruction comptables M57,
Vu le budget primitif 2024,
Vu l'exposé de Monsieur le Président,

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **PRENDRE ACTE** du débat sur ce Rapport d'Orientations Budgétaires.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME

Président du C.C.A.S.

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE LOMME

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

Conseil d'Administration du 07 mars 2025

Préambule

Le CCAS de Lomme continue en 2025 à répondre aux besoins croissants de solidarité et de proximité, tout en s'adaptant à un environnement socio-économique en pleine mutation. Le vieillissement de la population, la réforme des Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD), l'augmentation des bénéficiaires de l'action sociale et les tensions sur les métiers du médico-social représentent des enjeux majeurs pour l'année à venir.

L'année 2024 a vu l'application du référentiel budgétaire et comptable M57, l'adoption du règlement budgétaire et financier, et les modifications des modalités d'amortissement des immobilisations pour une rationalisation de la gestion budgétaire.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire, première étape pour définir le Budget Primitif 2025 qui sera présenté au prochain Conseil d'administration, sera l'occasion de débattre sur les priorités de la politique sociale menée par le CCAS de Lomme.

Après un rapide retour sur le contexte national et local, une présentation des services et de leurs enjeux sera conclue par des éléments sur les ressources humaines et les aspects financiers.

A / Contexte national et local

- Contexte national

La France fait face à une conjoncture marquée par une précarité croissante des ménages, exacerbée par l'inflation et les tensions sur le marché de l'emploi. En 2024, le taux de pauvreté a atteint 14,6 % au niveau national, avec une augmentation notable des situations de précarité chez les plus jeunes et les plus âgés. Le vieillissement de la population reste un enjeu crucial, avec 21,5 % des Français âgés de plus de 65 ans en 2024.

Les réformes du secteur médico-social continuent à remodeler les modes de prise en charge, notamment avec la loi de financement de la Sécurité Sociale 2024, qui impacte les SSIAD et les EHPAD publics, des structures où la rationalisation des coûts et la mutualisation des services deviennent des priorités.

- Contexte local - Métropole Européenne de Lille (MEL)

La précarité à l'échelle de la MEL est particulièrement préoccupante. Avec 26 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté, la MEL affiche des inégalités sociales plus marquées que la moyenne nationale. À Lomme, les défis sont amplifiés par une augmentation constante de la demande d'aide sociale et des situations de précarité alimentaire, en lien avec l'inflation et la crise du logement.

- Répercussions locales

Les enjeux spécifiques à Lomme incluent :

Le vieillissement de la population avec un besoin accru de maintien à domicile.

L'intégration des Maisons des Solidarités de Marais et de Mitterrie dans l'organigramme du CCAS

Le déménagement des services de l'action sociale et du SSIAD dans les nouveaux locaux à partir de février 2025.

Le Plan de Justice Sociale, qui ajoute une dimension nouvelle aux actions du CCAS, avec un chargé de mission dédié.

Une pression croissante sur les dispositifs d'aide alimentaire, notamment l'épicerie solidaire, avec une augmentation de plus de 12 % des bénéficiaires en 2024.

B / Le contexte financier 2024 du CCAS de Lomme

Le budget principal du CCAS s'équilibre autour d'une subvention de la Ville d'un montant de base d'environ 1,4M€. Celle-ci avait été augmentée en 2024 pour prendre en compte le budget de l'Espace de Vie Sociale, ainsi que la demande croissante d'aides sociales. Des compléments avaient été accordés pour la compensation du remboursement de masse salariale des agents mis à disposition par la Ville (220k€), et permettre d'absorber les dernières conséquences de la gestion des budgets cédés à l'Afeji : reprise des résultats, admissions en non-valeurs des impayés (110k€), et constitution d'une provision pour risques, à hauteur de 1M€, permettant d'anticiper les éventuelles demandes de réintégration du personnel actuellement en situation de disponibilité.

Les dépenses réelles de fonctionnement, hors charges exceptionnelles, sont en augmentation d'environ 3.3% par rapport au compte administratif 2023 ; les plus fortes hausses résident sur les dépenses courantes pour les repas à domicile et les activités à destination des jeunes. Les dépenses de masse salariale s'élèvent à environ 1,7M€, en augmentation de 1,5% par rapport à 2023.

L'exercice 2024 a également été marqué par l'inscription de dépenses sur la section d'investissement pour les travaux d'aménagements des nouveaux locaux, à hauteur de 250k€ en remboursement à la Ville des frais engagés dans le cadre de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage approuvée en juin 2024. Ces dépenses sont subventionnées par la Ville à hauteur de 210k€ sur l'exercice.

Le résultat d'investissement devrait donc s'établir à un excédent de 385k€, dont 92k€ de résultats cumulés sur les exercices précédents ; ce chiffre doit être corrigé du besoin de financement des restes à réaliser, pour 133k.

Sur le budget principal, le résultat de l'exercice 2024 est estimé à un déficit d'environ 1M d'€, que les résultats cumulés des exercices précédents devraient ramener à un excédent d'1M€.

L'affectation de ces résultats sera effectuée lors du vote du budget supplémentaire et permettra d'ajuster comme chaque année le niveau de dépenses au besoin réel sur le budget principal.

Les deux budgets annexes, porteurs de la gestion des établissements médico-sociaux du SSIAD et de l'Accueil de jour, font toujours état d'un déficit sur la section de fonctionnement, révélateur des difficultés de couverture des besoins dotation de soins accordée de l'Agence régionale de Santé.

C / Les axes stratégiques 2025

- Réforme des Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD)

La réforme des SSIAD est un chantier important pour l'année 2025. Le service sera modernisé pour s'adapter aux nouvelles réglementations ainsi qu'aux contraintes budgétaires et démographiques. Un déménagement stratégique en février permettra de regrouper les équipes du SSIAD avec celles de l'action sociale, favorisant une meilleure coordination des interventions et une optimisation des coûts.

Le SSIAD devra également répondre à l'obligation de demande d'autorisation avant décembre 2025, dans le cadre des nouvelles réglementations.

Quelques éléments clefs sur cette réforme qui aura pour conséquence un regroupement de tous les SSIAD avec un service d'aides à domicile pour être un interlocuteur unique de l'ARS.

Pour 2025 il s'agira de répondre à l'appel à projet de l'ARS avant le 31 décembre 2025 conjointement avec un service d'aides à domicile pour avoir une autorisation pour le SSIAD. Le cabinet Stratelys accompagne le SSIAD dans la démarche.

Ce nouvel agrément permettra à l'usager patient d'avoir un interlocuteur unique pour le soin et l'aide à domicile avec des sources de financement plus favorable qu'actuellement en prévision.

A cela s'ajoute la prise en charge des dépenses liées à la nouvelle structure.

Le budget du SSIAD est équilibré par la dotation de soins déterminée par l'ARS, et notifiée pour 2025 à titre transitoire à hauteur de 936 176.01€. Ce montant est cependant inférieur aux besoins recensés lors du vote du budget primitif le 14 octobre 2024, dont le total s'élevait à 1 037 600€.

- **Intégration des Maisons de Solidarités (Marais et Mitterie)**

2025 verra la pleine intégration des Maisons des Solidarités dans le CCAS. Ces structures, qui proposent des actions de proximité, comme des ateliers citoyens ou des temps intergénérationnels, sont désormais des piliers de l'accompagnement des populations les plus vulnérables. Cette année permettra de structurer et de mutualiser ces dispositifs pour améliorer l'efficacité des actions sociales. Le budget de l'espace de Vie social, constitué par l'activité de ces deux Maisons de solidarités, est pris en charge sur le budget du CCAS pour un montant d'environ 375k€ de dépenses, mais en partie financé par la CAF, le Département pour certaines actions, ainsi que par quelques participations d'usagers.

- **Le Plan de Justice Sociale**

L'arrivée du chargé de mission Plan de Justice Sociale permettra au CCAS d'adopter une approche participative et transversale dans l'accompagnement des Lommois. Ce plan favorisera l'accès aux droits fondamentaux et une meilleure cohésion sociale.

Les aides en faveur de la jeunesse notamment sont désormais portées intégralement par le CCAS, pour un budget d'environ 70k€, visant à soutenir l'initiative et l'engagement des jeunes Lommois, dans le cadre de la délibération adoptée le 16 décembre 2024.

- **Augmentation des bénéficiaires de l'épicerie solidaire**

Avec une hausse de plus de 12 % des bénéficiaires en 2024, l'épicerie solidaire fait face à une forte demande. Le CCAS prévoit une réorganisation et une augmentation des approvisionnements pour soutenir davantage de foyers, notamment avec des partenariats renforcés avec les entreprises locales.

La mutualisation avec la ville de Lambersart permet néanmoins le financement partiel de cette hausse, ainsi en 2024, 312 familles accueillies pour une indemnité annuelle de **30 120.48€**.

- **Action Sociale**

La situation sociale mobilise davantage les aides facultatives en plus des dispositifs sur le logement d'urgence et la convention avec l'auberge de jeunesse de Lille et aussi le site d'hébergement de l'AFPA de Lomme.

Les CAP et particulièrement ceux d'énergie vont contribuer à soulager les administrés lommois qui rencontrent des difficultés.

Le déménagement dans les nouveaux locaux aura un impact sur les charges nouvelles jusque-là intégrées dans le fonctionnement de l'Hôtel de Ville, le loyer évalué pour 2025 à **40 000€ TTC hors charges**, est réparti sur le budget principal et le budget du SSAID, à hauteur de 44% pour ce dernier, pour un financement au titre de la dotation de soins de l'ARS.

- **Maison des seniors**

Le coût des activités de la restauration va subir une augmentation, ainsi que ceux des différentes prestations en direction des seniors. En conséquence de la révision des conditions du marché

- **Accueil de jour**

Une négociation d'une CPOM (Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens) est prévue pour 2025.

Les objectifs visés sont de créer les conditions favorables au financement juste de l'ADJ auprès de l'ARS tout en ayant un plan d'économie pour réduire le déficit

Le budget 2025 adopté le 14 octobre dernier, s'équilibre en fonctionnement à 356 800€ autour d'une dotation de soins demandée de 212 300€, et en investissement à 4000€.

Il faut noter que le public accueilli provient aussi de villes avoisinantes comme Lambersart. A cet effet il est important de préconiser une participation de ces villes. D'autant plus que la dotation de l'ARS ne couvre pas la totalité du fonctionnement de l'ADJ.

D/ Ressources Humaines

- Situation des Effectifs

Le CCAS de Lomme emploie, en 2025, un total de 56 agents au 31/12/2024 répartis comme suit :

- 56 agents employés par le CCAS au 31 décembre 2024
- 49 fonctionnaires, 7 contractuels non permanents
- 41% des agents sont de catégorie B ,41 % de catégorie C et 19% de catégorie A
- Avec une surreprésentation de la filière sociale et médico-sociale : 60% des agents
- 62,39 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2024
- En 2024, 2 arrivées d'agents permanents et 4 départs (1 contractuel permanent et 3 retraites)
- 61.2 % des agents permanents ont été absents au moins un jour et ont eu au moins un jour de carence prélevée
- 27.5 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2024

Pour 2025 il faut ajouter 7 agents : 5 agents EVS + 1 responsable EVS + 1 chargé de mission plan de Justice Sociale.
Ainsi le CCAS aura 67 agents à son actif.

- Attractivité des Métiers Sociaux et Médico-sociaux

Le CCAS est confronté à une tension sur les recrutements dans les métiers du social et du médico-social. En 2024, plusieurs postes ont été vacants durant plusieurs mois, entraînant une pression accrue sur les équipes existantes. En 2025, des efforts seront faits pour renforcer l'attractivité des métiers via :

La qualité de vie au travail

La formation continue pour les personnels en contact avec les publics vulnérables.

L'amélioration des conditions de travail, notamment avec le déménagement des services en février 2025

E/ Perspectives et objectifs 2025

Le ROB 2025 du CCAS de Lomme s'inscrit dans un contexte local particulier, marqué par plusieurs enjeux majeurs qui influenceront les choix budgétaires à venir en ce qui concerne les tarifs de participations des usagers, la gestion de la masse salariale : stabilisation ou ajustement ?

En ce qui concerne **les tarifs des services sociaux** une des questions récurrentes concerne l'ajustement des tarifs pour les prestations proposées par le CCAS, notamment dans un contexte inflationniste et de tensions sur le pouvoir d'achat des familles lommoises. Le débat porte sur la nécessité de maintenir une accessibilité financière pour les publics les plus fragiles, tout en préservant un équilibre budgétaire. Les élus devront se positionner sur une éventuelle revalorisation des tarifs de l'épicerie solidaire, des services à domicile, ou encore des actions liées à l'accueil social. Une telle revalorisation pourrait permettre d'absorber une partie des coûts croissants, mais elle entraînerait l'exclusion d'une partie du public cible. Une réflexion sur des tarifs adaptés aux revenus selon le quotient familial par exemple peut se mener à cet effet.

Pour une augmentation de l'ensemble des tarifs à 1% les recettes augmenteront en prévision à hauteur de 5000€

Il est aussi important de poursuivre la réflexion sur les conditions à travailler avec les villes concernées sur leur participation à l'équilibre budgétaire de l'accueil de Jour, en particulier celle de Lambersart.

Quant à la masse salariale, il faut noter qu'en parallèle, la question demeure centrale, représentant une part importante du budget du CCAS. Avec la prise en charge des nouvelles activités sociales, telles que les Maisons de Solidarité et les Espaces de Vie Sociale (EVS), la gestion des effectifs et le financement des personnels posent un véritable enjeu de soutenabilité financière. Sans compter la hausse de cotisation à la CNRACL à budgétiser à hauteur de plus de **40 000 euros**.

La question de la stabilité budgétaire passe par une bonne maîtrise de l'évolution de la masse salariale et sa performance tout en préservant le développement des actions du CCAS pour répondre aux attentes des usagers

Le budget aura vocation à tenir compte du cadre légal de la fonction publique territoriale ainsi que des contraintes budgétaires locales.

Les priorités d'activités pour 2025

Enfin, un autre axe de débat sera celui des priorités en matière d'activités et de projets pour l'année 2025.

Le renforcement des dispositifs d'accompagnement des personnes âgées, via les SSIAD et l'ADJ, la Coordination du maintien à domicile, devra rester une priorité bien qu'il soit nécessaire d'allouer davantage de moyens aux dispositifs d'urgence sociale, en raison de la précarité grandissante. Ces choix d'orientation devront être faits en cohérence avec le Plan de Justice Sociale et des Solidarités, tout en veillant à répondre aux attentes des habitants, des associations et des partenaires locaux.

L'année 2025 sera aussi une année de transition majeure pour le CCAS de Lomme. Parmi les priorités déjà identifiées :

- Finaliser la convention entre la Ville et le CCAS : Cette convention permettra de clarifier les modalités de financement et les responsabilités partagées entre les deux entités.
- Renforcer le soutien aux personnes âgées et en situation de handicap : Avec une hausse des demandes liées au maintien à domicile, des investissements seront faits pour développer des services plus personnalisés.
- Mettre en place les recommandations issues de l'évaluation externe de l'accueil de jour et négociation d'un CPOM pour assurer la stabilité financière de cette activité essentielle
- Mener un travail de fond pour accompagner les services du CCAS à identifier les sources de financements complémentaires à leurs actions, s'appuyer pleinement sur l'expertise de la responsable des recherches de financement.

Conclusion

Le CCAS de Lomme se prépare à relever des défis importants en 2025, avec des contraintes budgétaires mais aussi de nombreuses opportunités pour améliorer l'accompagnement des Lommois les plus fragiles. La synergie entre la Ville et le CCAS sera déterminante pour le succès des actions engagées, avec un objectif commun de solidarité et de proximité.

Le ROB 2025 du CCAS pose donc un débat sur la gestion entre l'équilibre budgétaire et celle de la solidarité à Lomme. Que ce soit sur la question des tarifs, de la masse salariale ou des activités à prioriser, les décisions budgétaires devront être prises en tenant compte de l'évolution des besoins sociaux et des contraintes financières. L'enjeu est de maintenir un haut niveau de service public tout en assurant une gestion rigoureuse et anticipatrice pour les années à venir.

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/03 : Restauration – portage de repas à domicile – révision tarif Aide Sociale Départementale.

La délibération DGSOL/2015/976 du Conseil Départemental du Nord, en date du 17 décembre 2015, a déterminé le principe de ces conditions de participation forfaitaire personnes âgées et handicapées aux prestations d'aide sociale relatives aux repas.

Cette participation est revalorisée annuellement selon l'indexation annuelle de l'indice INSEE d'évolution des prix à la consommation (hors tabac) et fait état d'une augmentation des prix (+1,2% sur l'année 2024).

En 2025, la participation départementale indexée sur cet indice évolue en conséquence.

Ainsi, la participation des usagers bénéficiant de la prestation de repas à domicile au titre de l'aide sociale départementale est fixée à 2.20 € à compter du 1er janvier 2025.

Cela amène à modifier la grille tarifaire du service de portage de repas à domicile géré par le CCAS de Lomme de la manière suivante :

	Tarif repas
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental Après accord de prise en charge	2.20 € *
Tarif semaine	7.90 €
Tarif dimanche et jour férié	8.80 €

*montant déterminé par délibération du Département

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **ADOPTER** la grille tarifaire ci-dessus.
- ♦ **ACTUALISER** le recueil tarifaire, ci annexé.
- ♦ **AUTORISER** l'application de ces nouveaux tarifs à compter du 1^{er} janvier 2025.
- ♦ **ADMETTRE** la recette au chapitre 70.

Ces participations seront perçues par la Régies de Recettes Repas à Domicile.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérékurs citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME

Président du C.C.A.S.

Conseiller Départemental du Nord

17 MARS 2025

Publié le

Réception en Préfecture le

Recueil tarifaire 2025 : Section Lommoise du Centre Communal d'Action Sociale

1. Montant des participations demandées aux bénéficiaires de l'épicerie solidaire

Nombre de personnes constituant le foyer		Reste à vivre		
		7€ à 9€	> 9€ à 11€	> 11€ à 13€
1	Valeur du panier	100€	90€	80€
	Participation	20€	18€	16€
	Economie générée	80€	72€	64€
2	Valeur du panier	140€	130€	120€
	Participation	28€	26€	24€
	Economie générée	112€	104€	96€
3	Valeur du panier	160€	150€	140€
	Participation	32€	30€	28€
	Economie générée	128€	120€	112€
4	Valeur du panier	170€	160€	150€
	Participation	34€	32€	30€
	Economie générée	136€	128€	120€
5	Valeur du panier	180€	170€	160€
	Participation	36€	34€	32€
	Economie générée	144€	136€	128€
6	Valeur du panier	190€	180€	170€
	Participation	38€	36€	34€
	Economie générée	152€	144€	136€
7	Valeur du panier	210€	200€	190€
	Participation	42€	40€	38€
	Economie générée	168€	160€	152€
8	Valeur du panier	210€	200€	190€
	Participation	42€	40€	38€
	Economie générée	168€	160€	152€

Sur décision de la commission de l'Épicerie Sociale et Solidaire qui se déroule deux fois par mois et pour raisons exceptionnelles, la participation peut être limitée à 1€.

2. Repas à domicile.

Vu la délibération 2025/04 du 7 mars 2025.

Vu l'arrêté du département du Nord du 15 janvier 2025,

Tarifs repas	Participation usager par repas
Tarif semaine	7.90 €
Tarif dimanche et férié	8.80 €
Tarif invités semaine	7.90 €
Tarif invités dimanche	8.80 €
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental	2.20 €*

*Le Conseil Départemental finance le CCAS du montant de la différence entre le coût de revient du repas et la participation usager.

Pour l'année 2025, le coût de revient d'un repas livré à domicile s'élève à 11,76€.

3. Restauration – portage de repas à domicile – révision tarif Aide Sociale Départementale.

Vu la délibération 2025/03 du 7 mars 2025.

Vu l'arrêté du Département du Nord du 15 janvier 2025.

	Tarif repas
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental Après accord de prise en charge	2.20 € *
Tarif semaine	7.90
Tarif dimanche et jour férié	8.80

*montant déterminé par délibération du Département

4. Animations seniors

Vu la délibération 2023 / 43 du 16 octobre 2023.

Grille de participation financière aux activités seniors 2024

	Séniors titulaires du PASS SENIOR ou du PASS Lille&Moi	Séniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi
Après-midi récréative	1€	10€
Repas dansant	22€	30€
Banquet du 1 ^{er} Mai	0€	40€
Transport intra Lomme animation, spectacle	2 €	5€
Cours d'anglais	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel activité physique adaptée	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel activité bien être	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel sophrologie	15€ / cycle	30€/cycle
Atelier découverte	2€	5€
Ateliers bien être	3€	10€
Visite découverte	3€	5€
Cycle ateliers numériques (initiation)	2€	5€
Ateliers numériques thématiques	1€	2€
Balades pédestres	2€	5€
Rendez-vous Conso	2€	5€
Mini Conférence, temps d'information	1€	5€
Activités créatives	1€	2€
Activités ludiques	1€	10€
Spectacle accompagné	8€	15€
Sortie culturelle (ex. musée, opéra, théâtre) à la demi-journée	10€	15€

Tarifs boissons - repas seniors

TARIFS BOISSONS	
APERTIF (Porto, Whisky, Suze, Ricard, Martini, Muscat)	2 €
BOUTEILLE DE MOUSSEUX	10 €
BOUTEILLE E VIN	5 €
BEAUJOLAIS (Novembre)	8 €
VIN AU PICHET	3 €
VIN AU VERRE	2 €
BOUTEILLE D'EAU	1 €
BOUTEILLE D'EAU GAZEUSE	1 €
SODA CANETTE	2 €
JUS DE FRUITS AU VERRE	1 €
BIERE	2 €
BIERE SANS ALCOOL	2 €

Tarifs pour la participation au séjour seniors en vacances ANCV – 2025

Vu la délibération n°2024-72 du 16 décembre 2024.

Sera organisé un séjour de vacances. Celui-ci aura lieu du 31 mai au 07 juin 2025 à LA PALMYRE en Charente-Maritime.

Le tarif 2025 a été fixé par l'ANCV à 484 € TTC par personne pour un séjour de 8 jours/7 nuits, soit une augmentation de 4.98 % par rapport à 2024.

Ce tarif s'entend sans la prise en compte de l'aide financière de l'ANCV, le cas échéant et hors coût de transport.

La déduction ANCV serait de 212 €, soit un tarif « éligible » s'élevant à 272 €.

Aussi, le séjour avec le transport compris s'élèverait à :

- 342 € pour les participants éligibles à l'aide
- 554 € pour les participants non éligibles à l'aide

La participation financière demandée aux participants ne peut excéder le coût total du séjour (prestations, taxes de séjour, assurance annulation et transport compris).

Il est rappelé que les seniors détenteurs de la carte Lille&Moi incluant l'abonnement « seniors » pourront y prendre part moyennant le versement d'une participation financière calculée selon un barème de ressources.

Le Conseil d'Administration propose les tarifs suivants pour 2025. (le tarif s'entend par personne).

Personne seule avec 1 part			Personne seule avec 1,5 part			Personne seule avec 2 parts			Personne seule avec 2,5 parts		
De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €
0	11 170	215	0	14 933	215	0	18 696	215	0	22 459	215
11 171	13 763	335	14 934	18 399	335	18 697	23 036	335	22 460	27 672	335
13 764	16 763	364	18 400	22 410	364	23 037	28 057	364	27 673	33 704	364
16 764	et plus	576	22 411	et plus	576	28 058	et plus	576	33 705	et plus	576
couple avec 2 parts			couple avec 2,5 parts			couple avec 3 parts			couple avec 3,5 parts		
De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €
0	21 076	215	0	24 839	215	0	28 602	215	0	32 365	215
21 077	25 968	335	24 840	30 605	335	28 603	35 241	335	32 366	39 878	335
25 969	31 629	364	30 606	37 276	364	35 242	42 923	364	39 879	48 570	364
31 630	et plus	576	37 277	et plus	576	42 924	et plus	576	48 571	et plus	576

Tarifs sorties été 2025

Vu la délibération 2025 / XX du 7 mars 2025.

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Sortie de juin	38 €	45 €
Sortie d'août	35 €	40 €
Sortie de septembre	18 €	22 €

Nouvelles activités 2025 :

En effet, des activités et/ou ateliers artistiques vont être proposés et une participation financière sera demandée.

Il est proposé de fixer cette participation par personne à :

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Activités et ateliers artistiques	5 €	10 €

Tarif Semaine Bleue

	Seniors détenteurs de la carte Lille&Moi	Seniors accompagnants non- détenteurs de la carte Lille&Moi
Sortie bowling ou similaire	3 €	5 €
Initiation activités sportives et/ou ludiques	3 €	5 €
Activités loisirs Accrobranche	5 €	10 €

Dans le cadre de ses animations seniors, la Maison des Seniors participe activement à la semaine bleue en proposant des activités et animations en lien avec la thématique proposée.

De ce fait, des initiations d'activités physiques, des ateliers culturels ou encore des pratiques de loisirs seront des invitations à jouer leurs propres jeux olympiques.

Dans ce cadre, certaines activités sont offertes aux participants ; d'autres nécessitent une participation financière.

5. Frais de séjours accueil de jour

Vu la délibération 2021 / 65 du 26 octobre 2021.

	Tarif extérieur	Tarif lommois
Prix de la journée	40€	36€
Prix du transport	3€	2€
Prix du repas	7€	7€

6. Tarifs Jeunesse

Les activités

Lommois – quotient CAF	1 ^{er} enfant/activité	2 ^{ème} enfant/activité	A partir du 3 ^{ème} enfant/activité
<404	3€	2€	1€
405 à 570	4€	3€	2€
571 à 710	5€	4€	3€
711 à 809	6€	5€	4€
>810	7€	6€	5€
Extérieurs	15€	15€	15€
Lomme – tarif unique déplacement en grand bus	10 €		
Non Lommois – tarif unique déplacement en grand bus	30 €		

Les stages

Lommois – tarif unique	30€
Non lommois – tarif unique	80€

Les séjours

Quotient CAF- Lommois	1 ^{er} enfant/semaine	2 ^{ème} enfant/semaine	A partir du 3 ^{ème} enfant/semaine
<404	40 €	30€	20€
405 à 570	50€	40€	30€
571 à 710	60€	50€	40€
711 à 809	70€	60€	50€
>810	80€	70€	60€
Non lommois	200€	200€	200€

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 7 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/04 : Restauration – prix de revient repas à domicile 2025.

Conformément à la législation en vigueur, notamment :

Le code de l'Action Sociale et des Familles et ses textes d'application ;

L'arrêté départemental par lequel l'établissement a été habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale,

La participation financière des usagers bénéficiant de la prestation de repas à domicile au titre de l'aide sociale départementale est fixée par le Département du Nord ; cette participation s'élève à 2.20 € pour l'année 2025.

Le CCAS se voit rembourser, pour les bénéficiaires de l'aide sociale départementale, la différence entre le coût de revient du repas et ces 2.20 € restant à la charge de l'utilisateur.

Ainsi, sur la base du budget prévisionnel de l'activité restauration à domicile, le CCAS doit déterminer et transmettre au Département le prix de revient 2025 pour la production et le portage à domicile des repas.

Pour l'année 2025, le coût de revient d'un repas livré à domicile s'élève à 11.76 €.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **APPROUVER** le montant du prix de revient du repas livré du CCAS de Lomme pour l'année 2025, comme indiqué ci-dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

**Maire de LOMME
Président du C.C.A.S.**

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

Lille, le 15 janvier 2025

Arrêté fixant la participation des personnes âgées et personnes en situation de handicap bénéficiaires des frais de repas ou de l'aide-ménagère au titre de l'aide sociale

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles L.231-1 et suivants, L.241-1, L.113-1
- Vu le Règlement Départemental d'Aide Sociale voté le 9 octobre 2017
- Vu la délibération du Conseil Départemental du 17 décembre 2015
- Sur proposition de Madame la Directrice Générale des Services

ARRETE

Article 1 : La participation des bénéficiaires de l'aide-ménagère et des frais de repas au titre de l'aide sociale est indexée sur l'indice INSEE d'évolution des prix à la consommation (hors tabac).

Article 2 : Sur l'année 2024, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) a augmenté de 1,2%. Ce taux est appliqué au montant de la participation aux frais de repas et aide-ménagère fixé à 2,17€ en 2024, soit $2,17 + (1,2\% \text{ de } 2,17) = 2,20\text{€}$.

Article 3 : A compter du 1^{er} janvier 2025, la participation des bénéficiaires est fixée à 2,20€ par repas et par heure d'aide-ménagère.

**Pour le Président du Département
et par délégation,
Le Directeur de l'Autonomie**

Pierre LOYER

Recueil tarifaire 2025 : Section Lommoise du Centre Communal d'Action Sociale

1. Montant des participations demandées aux bénéficiaires de l'épicerie solidaire

Nombre de personnes constituant le foyer		Reste à vivre		
		7€ à 9€	> 9€ à 11€	> 11€ à 13€
1	Valeur du panier	100€	90€	80€
	Participation	20€	18€	16€
	Economie générée	80€	72€	64€
2	Valeur du panier	140€	130€	120€
	Participation	28€	26€	24€
	Economie générée	112€	104€	96€
3	Valeur du panier	160€	150€	140€
	Participation	32€	30€	28€
	Economie générée	128€	120€	112€
4	Valeur du panier	170€	160€	150€
	Participation	34€	32€	30€
	Economie générée	136€	128€	120€
5	Valeur du panier	180€	170€	160€
	Participation	36€	34€	32€
	Economie générée	144€	136€	128€
6	Valeur du panier	190€	180€	170€
	Participation	38€	36€	34€
	Economie générée	152€	144€	136€
7	Valeur du panier	210€	200€	190€
	Participation	42€	40€	38€
	Economie générée	168€	160€	152€
8	Valeur du panier	210€	200€	190€
	Participation	42€	40€	38€
	Economie générée	168€	160€	152€

Sur décision de la commission de l'Épicerie Sociale et Solidaire qui se déroule deux fois par mois et pour raisons exceptionnelles, la participation peut être limitée à 1€.

2. Repas à domicile.

Vu la délibération 2025/04 du 7 mars 2025.

Vu l'arrêté du département du Nord du 15 janvier 2025,

Tarifs repas	Participation usager par repas
Tarif semaine	7.90 €
Tarif dimanche et férié	8.80 €
Tarif invités semaine	7.90 €
Tarif invités dimanche	8.80 €
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental	2.20 €*

*Le Conseil Départemental finance le CCAS du montant de la différence entre le coût de revient du repas et la participation usager.

Pour l'année 2025, le coût de revient d'un repas livré à domicile s'élève à 11,76€.

3. Restauration – portage de repas à domicile – révision tarif Aide Sociale Départementale.

Vu la délibération 2025/03 du 7 mars 2025.

Vu l'arrêté du Département du Nord du 15 janvier 2025.

	Tarif repas
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental Après accord de prise en charge	2.20 € *
Tarif semaine	7.90
Tarif dimanche et jour férié	8.80

*montant déterminé par délibération du Département

4. Animations séniors

Vu la délibération 2023 / 43 du 16 octobre 2023.

Grille de participation financière aux activités séniors 2024

	Séniors titulaires du PASS SENIOR ou du PASS Lille&Moi	Séniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi
Après-midi récréative	1€	10€
Repas dansant	22€	30€
Banquet du 1 ^{er} Mai	0€	40€
Transport intra Lomme animation, spectacle	2 €	5€
Cours d'anglais	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel activité physique adaptée	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel activité bien être	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel sophrologie	15€ / cycle	30€/cycle
Atelier découverte	2€	5€
Ateliers bien être	3€	10€
Visite découverte	3€	5€
Cycle ateliers numériques (initiation)	2€	5€
Ateliers numériques thématiques	1€	2€
Balades pédestres	2€	5€
Rendez-vous Conso	2€	5€
Mini Conférence, temps d'information	1€	5€
Activités créatives	1€	2€
Activités ludiques	1€	10€
Spectacle accompagné	8€	15€
Sortie culturelle (ex. musée, opéra, théâtre) à la demi-journée	10€	15€

Tarifs boissons - repas seniors

TARIFS BOISSONS	
APERTIF (Porto, Whisky, Suze, Ricard, Martini, Muscat)	2 €
BOUTEILLE DE MOUSSEUX	10 €
BOUTEILLE E VIN	5 €
BEAUJOLAIS (Novembre)	8 €
VIN AU PICHET	3 €
VIN AU VERRE	2 €
BOUTEILLE D'EAU	1 €
BOUTEILLE D'EAU GAZEUSE	1 €
SODA CANETTE	2 €
JUS DE FRUITS AU VERRE	1 €
BIERE	2 €
BIERE SANS ALCOOL	2 €

Tarifs pour la participation au séjour seniors en vacances ANCV – 2025

Vu la délibération n°2024-72 du 16 décembre 2024.

Sera organisé un séjour de vacances. Celui-ci aura lieu du 31 mai au 07 juin 2025 à LA PALMYRE en Charente-Maritime.

Le tarif 2025 a été fixé par l'ANCV à 484 € TTC par personne pour un séjour de 8 jours/7 nuits, soit une augmentation de 4.98 % par rapport à 2024.

Ce tarif s'entend sans la prise en compte de l'aide financière de l'ANCV, le cas échéant et hors coût de transport.

La déduction ANCV serait de 212 €, soit un tarif « éligible » s'élevant à 272 €.

Aussi, le séjour avec le transport compris s'élèverait à :

- 342 € pour les participants éligibles à l'aide
- 554 € pour les participants non éligibles à l'aide

La participation financière demandée aux participants ne peut excéder le coût total du séjour (prestations, taxes de séjour, assurance annulation et transport compris).

Il est rappelé que les seniors détenteurs de la carte Lille&Moi incluant l'abonnement « seniors » pourront y prendre part moyennant le versement d'une participation financière calculée selon un barème de ressources.

Le Conseil d'Administration propose les tarifs suivants pour 2025. (le tarif s'entend par personne).

Personne seule avec 1 part			Personne seule avec 1,5 part			Personne seule avec 2 parts			Personne seule avec 2,5 parts		
De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €tarifs
0	11 170	215	0	14 933	215	0	18 696	215	0	22 459	215
11 171	13 763	335	14 934	18 399	335	18 697	23 036	335	22 460	27 672	335
13 764	16 763	364	18 400	22 410	364	23 037	28 057	364	27 673	33 704	364
16 764	et plus	576	22 411	et plus	576	28 058	et plus	576	33 705	et plus	576
couple avec 2 parts			couple avec 2,5 parts			couple avec 3 parts			couple avec 3,5 parts		
De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €tarifs	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €tarifs
0	21 076	215	0	24 839	215	0	28 602	215	0	32 365	215
21 077	25 968	335	24 840	30 605	335	28 603	35 241	335	32 366	39 878	335
25 969	31 629	364	30 606	37 276	364	35 242	42 923	364	39 879	48 570	364
31 630	et plus	576	37 277	et plus	576	42 924	et plus	576	48 571	et plus	576

Tarifs sorties été 2025

Vu la délibération 2025 / XX du 7 mars 2025.

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Sortie de juin	38 €	45 €
Sortie d'août	35 €	40 €
Sortie de septembre	18 €	22 €

Nouvelles activités 2025 :

En effet, des activités et/ou ateliers artistiques vont être proposés et une participation financière sera demandée.

Il est proposé de fixer cette participation par personne à :

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Activités et ateliers artistiques	5 €	10 €

Tarif Semaine Bleue

	Seniors détenteurs de la carte Lille&Moi	Seniors accompagnants non- détenteurs de la carte Lille&Moi
Sortie bowling ou similaire	3 €	5 €
Initiation activités sportives et/ou ludiques	3 €	5 €
Activités loisirs Accrobranche	5 €	10 €

Dans le cadre de ses animations seniors, la Maison des Seniors participe activement à la semaine bleue en proposant des activités et animations en lien avec la thématique proposée.

De ce fait, des initiations d'activités physiques, des ateliers culturels ou encore des pratiques de loisirs seront des invitations à jouer leurs propres jeux olympiques.

Dans ce cadre, certaines activités sont offertes aux participants ; d'autres nécessitent une participation financière.

5. Frais de séjours accueil de jour

Vu la délibération 2021 / 65 du 26 octobre 2021.

	Tarif extérieur	Tarif lommois
Prix de la journée	40€	36€
Prix du transport	3€	2€
Prix du repas	7€	7€

6. Tarifs Jeunesse

Les activités

Lommois – quotient CAF	1 ^{er} enfant/activité	2 ^{ème} enfant/activité	A partir du 3 ^{ème} enfant/activité
<404	3€	2€	1€
405 à 570	4€	3€	2€
571 à 710	5€	4€	3€
711 à 809	6€	5€	4€
>810	7€	6€	5€
Extérieurs	15€	15€	15€
Lomme – tarif unique déplacement en grand bus	10 €		
Non Lommois – tarif unique déplacement en grand bus	30 €		

Les stages

Lommois – tarif unique	30€
Non lommois – tarif unique	80€

Les séjours

Quotient CAF- Lommois	1 ^{er} enfant/semaine	2 ^{ème} enfant/semaine	A partir du 3 ^{ème} enfant/semaine
<404	40 €	30€	20€
405 à 570	50€	40€	30€
571 à 710	60€	50€	40€
711 à 809	70€	60€	50€
>810	80€	70€	60€
Non lommois	200€	200€	200€

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/05 : Participation financière aux activités seniors - été 2025.

Les choix et destinations des sorties d'été changent chaque année afin de faire découvrir des nouveaux sites, d'élargir les expériences des seniors.

Cet été seront proposées des sorties culturelles, conviviales, de plein air.

Il est proposé de fixer cette participation par personne à :

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Sortie de juin	38 €	45 €
Sortie d'août	35 €	40 €
Sortie de septembre	18 €	22 €

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **FIXER** les tarifs de ces activités.
- ♦ **ACTUALISER** le recueil tarifaire, ci-annexé.
- ♦ **ADMETTRE** la recette au chapitre 70.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME

Président du C.C.A.S.

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

Recueil tarifaire 2025 : Section Lommoise du Centre Communal d'Action Sociale

1. Montant des participations demandées aux bénéficiaires de l'épicerie solidaire

Nombre de personnes constituant le foyer		Reste à vivre		
		7€ à 9€	> 9€ à 11€	> 11€ à 13€
1	Valeur du panier	100€	90€	80€
	Participation	20€	18€	16€
	Economie générée	80€	72€	64€
2	Valeur du panier	140€	130€	120€
	Participation	28€	26€	24€
	Economie générée	112€	104€	96€
3	Valeur du panier	160€	150€	140€
	Participation	32€	30€	28€
	Economie générée	128€	120€	112€
4	Valeur du panier	170€	160€	150€
	Participation	34€	32€	30€
	Economie générée	136€	128€	120€
5	Valeur du panier	180€	170€	160€
	Participation	36€	34€	32€
	Economie générée	144€	136€	128€
6	Valeur du panier	190€	180€	170€
	Participation	38€	36€	34€
	Economie générée	152€	144€	136€
7	Valeur du panier	210€	200€	190€
	Participation	42€	40€	38€
	Economie générée	168€	160€	152€
8	Valeur du panier	210€	200€	190€
	Participation	42€	40€	38€
	Economie générée	168€	160€	152€

Sur décision de la commission de l'Epicerie Sociale et Solidaire qui se déroule deux fois par mois et pour raisons exceptionnelles, la participation peut être limitée à 1€.

2. Repas à domicile.

Vu la délibération 2025/04 du 7 mars 2025.

Vu l'arrêté du département du Nord du 15 janvier 2025,

Tarifs repas	Participation usager par repas
Tarif semaine	7.90 €
Tarif dimanche et férié	8.80 €
Tarif invités semaine	7.90 €
Tarif invités dimanche	8.80 €
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental	2.20 €*

*Le Conseil Départemental finance le CCAS du montant de la différence entre le coût de revient du repas et la participation usager.

Pour l'année 2025, le coût de revient d'un repas livré à domicile s'élève à 11,76€.

3. Restauration – portage de repas à domicile – révision tarif Aide Sociale Départementale.

Vu la délibération 2025/03 du 7 mars 2025.

Vu l'arrêté du Département du Nord du 15 janvier 2025.

	Tarif repas
Tarif réservé aux bénéficiaires de l'aide sociale départementale et fixé par le Conseil Départemental Après accord de prise en charge	2.20 € *
Tarif semaine	7.90
Tarif dimanche et jour férié	8.80

*montant déterminé par délibération du Département

4. Animations seniors

Vu la délibération 2023 / 43 du 16 octobre 2023.

Grille de participation financière aux activités seniors 2024

	Séniors titulaires du PASS SENIOR ou du PASS Lille&Moi	Séniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi
Après-midi récréative	1€	10€
Repas dansant	22€	30€
Banquet du 1 ^{er} Mai	0€	40€
Transport intra Lomme animation, spectacle	2 €	5€
Cours d'anglais	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel activité physique adaptée	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel activité bien être	10€ / cycle trimestriel	30€/cycle
Cycle trimestriel sophrologie	15€ / cycle	30€/cycle
Atelier découverte	2€	5€
Ateliers bien être	3€	10€
Visite découverte	3€	5€
Cycle ateliers numériques (initiation)	2€	5€
Ateliers numériques thématiques	1€	2€
Balades pédestres	2€	5€
Rendez-vous Conso	2€	5€
Mini Conférence, temps d'information	1€	5€
Activités créatives	1€	2€
Activités ludiques	1€	10€
Spectacle accompagné	8€	15€
Sortie culturelle (ex. musée, opéra, théâtre) à la demi-journée	10€	15€

Tarifs boissons - repas seniors

TARIFS BOISSONS	
APERTIF (Porto, Whisky, Suze, Ricard, Martini, Muscat)	2 €
BOUTEILLE DE MOUSSEUX	10 €
BOUTEILLE E VIN	5 €
BEAUJOLAIS (Novembre)	8 €
VIN AU PICHET	3 €
VIN AU VERRE	2 €
BOUTEILLE D'EAU	1 €
BOUTEILLE D'EAU GAZEUSE	1 €
SODA CANETTE	2 €
JUS DE FRUITS AU VERRE	1 €
BIERE	2 €
BIERE SANS ALCOOL	2 €

Tarifs pour la participation au séjour seniors en vacances ANCV – 2025

Vu la délibération n°2024-72 du 16 décembre 2024.

Sera organisé un séjour de vacances. Celui-ci aura lieu du 31 mai au 07 juin 2025 à LA PALMYRE en Charente-Maritime.

Le tarif 2025 a été fixé par l'ANCV à 484 € TTC par personne pour un séjour de 8 jours/7 nuits, soit une augmentation de 4.98 % par rapport à 2024.

Ce tarif s'entend sans la prise en compte de l'aide financière de l'ANCV, le cas échéant et hors coût de transport.

La déduction ANCV serait de 212 €, soit un tarif « éligible » s'élevant à 272 €.

Aussi, le séjour avec le transport compris s'élèverait à :

- 342 € pour les participants éligibles à l'aide
- 554 € pour les participants non éligibles à l'aide

La participation financière demandée aux participants ne peut excéder le coût total du séjour (prestations, taxes de séjour, assurance annulation et transport compris).

Il est rappelé que les seniors détenteurs de la carte Lille&Moi incluant l'abonnement « seniors » pourront y prendre part moyennant le versement d'une participation financière calculée selon un barème de ressources.

Le Conseil d'Administration propose les tarifs suivants pour 2025. (le tarif s'entend par personne).

Personne seule avec 1 part			Personne seule avec 1,5 part			Personne seule avec 2 parts			Personne seule avec 2,5 parts		
De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €tarifs
0	11 170	215	0	14 933	215	0	18 696	215	0	22 459	215
11 171	13 763	335	14 934	18 399	335	18 697	23 036	335	22 460	27 672	335
13 764	16 763	364	18 400	22 410	364	23 037	28 057	364	27 673	33 704	364
16 764	et plus	576	22 411	et plus	576	28 058	et plus	576	33 705	et plus	576
couple avec 2 parts			couple avec 2,5 parts			couple avec 3 parts			couple avec 3,5 parts		
De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €tarifs	De (en €)	A (en €)	Tarifs en €tarifs
0	21 076	215	0	24 839	215	0	28 602	215	0	32 365	215
21 077	25 968	335	24 840	30 605	335	28 603	35 241	335	32 366	39 878	335
25 969	31 629	364	30 606	37 276	364	35 242	42 923	364	39 879	48 570	364
31 630	et plus	576	37 277	et plus	576	42 924	et plus	576	48 571	et plus	576

Tarifs sorties été 2025

Vu la délibération 2025 / XX du 7 mars 2025.

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Sortie de juin	38 €	45 €
Sortie d'août	35 €	40 €
Sortie de septembre	18 €	22 €

Nouvelles activités 2025 :

En effet, des activités et/ou ateliers artistiques vont être proposés et une participation financière sera demandée.

Il est proposé de fixer cette participation par personne à :

	Seniors titulaires de la carte Lille&Moi – abonnement seniors	Seniors accompagnants non titulaires de la carte Lille&Moi - abonnement seniors
Activités et ateliers artistiques	5 €	10 €

Tarif Semaine Bleue

	Seniors détenteurs de la carte Lille&Moi	Seniors accompagnants non- détenteurs de la carte Lille&Moi
Sortie bowling ou similaire	3 €	5 €
Initiation activités sportives et/ou ludiques	3 €	5 €
Activités loisirs Accrobranche	5 €	10 €

Dans le cadre de ses animations seniors, la Maison des Seniors participe activement à la semaine bleue en proposant des activités et animations en lien avec la thématique proposée.

De ce fait, des initiations d'activités physiques, des ateliers culturels ou encore des pratiques de loisirs seront des invitations à jouer leurs propres jeux olympiques.

Dans ce cadre, certaines activités sont offertes aux participants ; d'autres nécessitent une participation financière.

5. Frais de séjours accueil de jour

Vu la délibération 2021 / 65 du 26 octobre 2021.

	Tarif extérieur	Tarif lommois
Prix de la journée	40€	36€
Prix du transport	3€	2€
Prix du repas	7€	7€

6. Tarifs Jeunesse

Les activités

Lommois – quotient CAF	1 ^{er} enfant/activité	2 ^{ème} enfant/activité	A partir du 3 ^{ème} enfant/activité
<404	3€	2€	1€
405 à 570	4€	3€	2€
571 à 710	5€	4€	3€
711 à 809	6€	5€	4€
>810	7€	6€	5€
Extérieurs	15€	15€	15€
Lomme – tarif unique déplacement en grand bus	10 €		
Non Lommois – tarif unique déplacement en grand bus	30 €		

Les stages

Lommois – tarif unique	30€
Non lommois – tarif unique	80€

Les séjours

Quotient CAF- Lommois	1 ^{er} enfant/semaine	2 ^{ème} enfant/semaine	A partir du 3 ^{ème} enfant/semaine
<404	40 €	30€	20€
405 à 570	50€	40€	30€
571 à 710	60€	50€	40€
711 à 809	70€	60€	50€
>810	80€	70€	60€
Non lommois	200€	200€	200€

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/06 : Convention dans le cadre de l'action « Bien vivre son avancée en âge ».

A Lomme, le nombre de seniors représente près de 22% de la population.

Face au vieillissement de sa population, la municipalité et le CCAS de Lomme mènent depuis de nombreuses années une politique en faveur des personnes âgées avec la volonté de préserver voire renforcer l'autonomie des seniors.

Les actions proposées s'inscrivent dans cette politique de prévention avec le souhait de permettre de rester en forme, de maintenir voire développer la vie sociale, de stimuler les fonctions cognitives, de mieux vivre et bien vivre chez soi et dans la cité.

Ces actions et activités mises en place participent non seulement au maintien voire à l'amélioration du niveau d'autonomie des seniors mais visent aussi l'entrée dans la dépendance le plus tard possible.

Pour ce faire, le CCAS reconduit, pour l'année 2025, plusieurs actions intitulées « Bien vivre son avancée en âge » en direction des seniors, visant à :

- Acquérir les clés permettant de préserver voire améliorer leur capital santé (physique, moral, émotionnel), leur mobilité, leur autonomie.
- Adopter des comportements, des attitudes, des habitudes pour mieux vivre voire bien vivre dans la cité.
- Maintenir voire améliorer leur qualité de vie.

Ces actions se développent autour de différents thèmes :

- L'alimentation.
- La mémoire.
- Le bien-être.
- La sophrologie.
- L'autonomie.
- L'information.

Ces actions sont financées en partie dans le cadre de l'Appel à Projet « *PHOSPHOR'AGE 2025-2026 : Bien vivre son avancée en âge* » du Département du Nord dont le budget global prévisionnel des actions pour l'année 2025 a été estimé à hauteur de 20 624 €.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ◆ **AUTORISER** Monsieur le Président du CCAS de Lomme à signer la convention ci annexée et tout document établi dans le cadre de l'action « Bien vivre son avancée en âge ».
- ◆ **APPROUVER** le tarif horaire de la prestation de la diététicienne d'un montant de 51 € brut ainsi que le forfait de 50 € pour l'achat de denrées dans le cadre des ateliers pratique cuisine.
- ◆ **APPROUVER** le montant de 2 040 € pour la prestation de deux cycles d'ateliers mémoire (16 séances) sur l'année 2025.
- ◆ **APPROUVER** le montant de 6 300 € pour la réalisation de six cycles de 10 séances par cycle de sophrologie (soit 60 séances) sur l'année 2025.
- ◆ **INSCRIRE** la recette liée à la subvention du Département sur les crédits inscrits au budget principal du CCAS, chapitre 74.
- ◆ **IMPUTER** les dépenses liées aux prestations sur les crédits inscrits au budget principal du CCAS, chapitre 011.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME
Président du C.C.A.S.
Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le



Le Président
La Vice-Présidente

Monsieur Olivier CAREMELLE
President
CCAS de Lomme
72 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
59160 LOMME

Lille, le 15 JAN. 2025

Monsieur Le President,

Nous avons le plaisir de vous informer que les élus, réunis lors du Conseil Départemental du 16 décembre 2024, ont décidé de vous attribuer une subvention d'un montant total de **15 687 €** (quinze mille six cent quatre vingt sept euros) pour le projet « **Bien Vivre Son Bien-Être Senior À Lomme** » porté par la structure **CCAS de Lomme**, dans le cadre de l'appel à projets Phosphor'Age 2025/26 « Bien vivre son avancée en âge ».

A travers la délibération DirAPU/2024/423, il s'agit de conforter la stratégie de prévention de la perte d'autonomie en faveur des seniors nordistes en s'appuyant sur une pluralité d'acteurs locaux.

A ce titre, la subvention sera versée pour les années 2025 et 2026, pour la mise en œuvre des actions retenues et précisées dans l'article 3 de la convention.

La subvention sera versée sur 2 années à partir de 2025, après réception des conventions en deux exemplaires, ci-jointes, à nous retourner au plus vite **dûment signées et non datées** à l'adresse suivante :

Direction Générale de l'Autonomie
Direction des Equipes de Territoire Autonomie
Service Animation Territoriale
Hôtel du Département
51 rue Gustave Delory – 59047 LILLE cedex

Nous vous prions de croire, Monsieur Le President, en l'expression de notre considération distinguée.

Frédérique SEELS
Vice-Présidente en charge de
L'Autonomie des Séniors

Christian POIRET

Dossier : 18105257 Direction des Equipes en Territoire Autonomie, Service Animation Territoriale, Sabrina OUSALEM,
sabrina.ousalem@lenord.fr, téléphone : 03 59 73 08 89

lenord.fr



CONVENTION ENTRE LE CONSEIL DEPARTEMENTAL **ET** **CCAS DE LOMME**

**Dans le cadre du soutien financier aux partenaires ayant apporté une
réponse à l'appel à projets Phosphor'Age 2025-2026**

« Bien vivre son avancée en âge »

(Numéro de dossier : 18105257)

Direction Déléguée de Rattachement : Direction Déléguée Lille)

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L.233-1 et suivants et R.233-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, notamment son article 10 ;

Vu la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le décret n° 2016-209 du 26 février 2016 relatif à la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées ;

Vu la délibération DirAPU/2024/91 en date du 27 mars 2024 validant le lancement de l'Appel à projets Phosphor'Age 2025-2026 « Bien vivre son avancée en âge » sur le volet Prévention de la perte d'autonomie des seniors de plus de 60 ans et de leurs aidants sur le département du Nord ;

Vu l'avis favorable de l'Assemblée plénière du 14 octobre 2024 de la Conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie ;

Vu la délibération n°DirAPU/2024/423 de la Commission Permanente en date du 16 décembre 2024 ;

Vu les statuts de la structure Ccas De Lomme ;

Entre le Département du Nord, représenté par le Président du Conseil Départemental,
situé au :

51 rue Gustave Delory,
59047 Lille Cedex,
ci-après dénommé « le Département du Nord », d'une part,

Et, **Section Du Centre Communal D'Action Sociale De Lomme** représentée par Monsieur Olivier CAREMELLE, Président, situé au :
72 AVENUE DE LA REPUBLIQUE
59160 LOMME
SIREN : 265903559
ci-après dénommée « **Ccas De Lomme** », d'autre part,

Il a été préalablement exposé ce qui suit :

L'avancée en âge d'une part croissante de la population ainsi que l'amélioration de l'état de santé des personnes vivant avec des handicaps ou des maladies évolutives modifient structurellement la société, tant sur un plan démographique et social qu'économique.

Au regard de ces enjeux, la prévention de la perte d'autonomie et l'accompagnement du vieillissement dans le Nord doivent mobiliser de fait l'ensemble des politiques publiques, au-delà du champ médico-social. La loi d'adaptation de la société au vieillissement (loi dite « ASV ») du 28 décembre 2015 et la délibération-cadre départementale du 17 décembre 2015 « *Autonomie des personnes âgées et des personnes en situation de handicap* » traduisent cette responsabilité et cet engagement nouveau du Département, qui doit s'appuyer sur l'ensemble de ses compétences au service des solidarités humaines et territoriales : vie sociale, mobilité, habitat adapté, santé, préparation de la retraite...

La loi « ASV », en instaurant dans chaque département, la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des personnes âgées, confie aux Départements l'animation de cette nouvelle politique de prévention de la perte d'autonomie.

Installée le 12 octobre 2016, sous la présidence du Département du Nord, et la vice-présidence de l'Agence Régionale de Santé Hauts-de-France, la Commission des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie du Nord définit ses priorités via son programme coordonné.

L'appel à projets Phosphor'Age 2025-2026 « Bien vivre son avancée en âge » s'inscrit dans ce cadre et dans les axes de la Commission des financeurs qui bénéficient de concours de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA).

Le porteur **Ccas De Lomme** a déposé son projet dans la volonté de s'inscrire comme partenaire de la politique départementale de prévention de la perte d'autonomie ainsi décrite et portée par le Département du Nord.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir :

- Les modalités du soutien départemental et d'en préciser les limites,
- Les engagements de chaque partie,
- Les moyens de contrôle du respect de ces engagements par chaque partie.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée maximale de 24 mois. Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2025 jusqu'au 31 décembre 2026 au plus tard. En cas de modification (report éventuel ou évolution du cadre initial des actions...), les parties ne pourront faire évoluer les termes de la présente convention que par un avenant.

Article 3 : Engagements de l'organisme

Le porteur s'engage à mener le projet suivant : « **Bien Vivre Son Bien-Être Senior À L'homme** », en direction des publics ciblés par le Département conformément au cahier des charges de l'appel à projets Phosphor'âge « Bien vivre son avancée en âge » au titre de la mise en œuvre de la stratégie départementale de prévention de la perte d'autonomie.

Il s'engage également à :

- assurer la gratuité des actions menées,
- conforter ou renforcer les actions « d'aller vers » le public isolé,
- renouveler le public.

Les actions retenues dans le cadre de cet appel à projets sont :

- **Prendre Soin De Soi Par La Sophrologie.**
- **Memoire**
- **Nutrition**

Avec les préconisations suivantes :

Le porteur s'engage également à poursuivre les activités qui contribuent à la réalisation de son projet et à respecter les prescriptions de ses statuts pour son organisation et pour le fonctionnement de ses instances décisionnelles.

Le porteur s'engage à respecter les termes de la convention.

Le porteur s'assure par tout moyen :

- de la tenue exacte et sincère d'une comptabilité respectant la nomenclature propre de son plan comptable ;
- du respect de ses obligations vis-à-vis de la réglementation sur l'utilisation des subventions publiques.

Le porteur s'engage à tenir et à transmettre au Département les éléments ci-après :

- trois bilans intermédiaires quantitatifs et qualitatifs, à communiquer au plus tard pour :
 - le 15 septembre 2025 (pour les 6 premiers mois de l'année 2025) ;
 - le 10 février 2026 (pour l'ensemble de l'année 2025) ;
 - et, le 15 septembre 2026 (pour les 6 premiers mois de l'année 2026).
- Un bilan final quantitatif et qualitatif, à communiquer au plus tard pour :
 - le 10 février 2027 (pour l'ensemble de l'année 2026).

Comme indiqué dans le Cahier des Charges, les bilans d'activités devront prendre la forme de :

- une évaluation quantitative de l'action comprenant la répartition des bénéficiaires par âge, par genre, par niveau de dépendance (Groupe Iso-Ressources) et type d'activités ; Les données liées au public en situation de handicap de plus de 55 ans, seront à préciser en complément de ce tableau.
- un rapport annuel financier de l'action comportant les documents suivants : bilan, compte de résultat, documents annexes jugés nécessaires par l'une ou l'autre des parties ;
- une évaluation qualitative permettant l'appréciation de l'impact de l'action en terme de prévention de la perte d'autonomie sur le public ciblé par les actions.
 Cette évaluation, tiendra compte au-delà la satisfaction des usagers, des moyens nécessaires mis en œuvre, des réussites et difficultés rencontrées ainsi que des évolutions souhaitées. L'utilisation de 3 grilles d'entretien proposées comme outil de base à l'évaluation de la mesure d'impact de l'action sera à privilégier. Il constituera une base pour mesurer l'évolution de l'impact tenant compte des changements observés entre le diagnostic (Temps 0), la fin de l'action (Temps 1) et à temps différé (3 à 6 mois) après la fin de l'action.

Un document-type reprenant les éléments d'évaluation à fournir sera transmis par les services du Département au porteur à cet effet.

Le porteur s'engage à mettre en place cinq comités de pilotage (copil) sur les deux années répartis de la façon suivante :

- le premier en amont ou au plus tard au lancement du projet ;
- un deuxième à l'issue des 6 premiers mois ;
- un troisième à la fin de la première année ;
- les 2 autres répartis sur la deuxième année du projet.

Il s'engage à inviter les services du Département (chargé de mission autonomie, responsable de pôle autonomie, responsable de la Maison Nord Solidarité), ainsi que les partenaires, bénévoles du projet et des bénéficiaires pour la participation à ces instances.

Ces comités de pilotage ont pour objectif de suivre le bon déroulement du projet, de poser les différentes échéances et d'évaluer les impacts. Des supports de présentations reprenant les éléments précités sont attendus.

Entre ces instances de pilotage, des instances techniques pourront s'avérer utiles à envisager si des ajustements paraissaient nécessaires.

Enfin, le porteur s'engage à transmettre au chargé de mission autonomie, responsable de pôle autonomie, responsable de la Maison Nord Solidarité à la fois un calendrier de la tenue des copils ainsi que le planning des ateliers.

Article 4 : Engagements du Département

Le Département du Nord accorde au porteur, pour la réalisation de l'action visée à l'article 3, une subvention d'un montant global de **15687 €** (quinze mille six cent quatre vingt sept euros) pour les années 2025 et 2026.

Ce montant global est réparti entre les axes de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie comme suit :

Détail de la subvention accordée	Année 2025	Année 2026
Axe 5 : Actions Collectives de prévention	7844 €	7843 €

Montants par actions	
Action 1 : Prendre Soins De Soi Par La Sophrologie	7440 €
Action 2 : Memoire	2932 €
Actions 3 : Nutrition	5315 €

Les subventions seront versées au porteur en deux temps chaque année :

- pour 2025 : 80% à la date de la signature de la convention et 20% à la réception du bilan intermédiaire 2025 (bilan à transmettre au plus tard le 15 septembre 2025) ;
- pour 2026 : 80% à réception du bilan final 2025 (bilan à transmettre au plus tard au 10 février 2026) et 20% à la réception du bilan intermédiaire 2026 (bilan à transmettre au plus tard le 15 septembre 2026).

Ces versements seront effectués sous réserve de la reconduction des crédits de la part de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA), des crédits ouverts au budget départemental et du respect des engagements précisés à l'Article 3.

Article 5 : Contrôles – Assurances - Responsabilité

Le Département se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler, à tout moment sur pièce et sur place et sans préavis, par toute personne désignée à cet effet, le déroulement ou l'effectivité des activités financées et organisées par le porteur ainsi que tous documents, notamment budgétaires et comptables, dont la production serait jugée utile.

Les documents comptables devront être certifiés (Commissaire aux Comptes, Trésor Public, représentant légal...). La présentation retenue devra nécessairement isoler les financements de la Commission des financeurs et de la prévention de la perte d'autonomie et leur affectation.

Le porteur conserve l'entière responsabilité de ses activités et de ses personnels et de toute autre personne qui y concourent. Il s'engage à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir en particulier sa responsabilité civile.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée, en ce qui concerne les actions, objet de la présente convention.

Article 6 : Restitution des financements liés à la convention

S'il apparaît, y compris après expiration ou dénonciation de la présente convention, qu'une partie du financement de la Commission des financeurs et de la prévention de la perte d'autonomie n'a pas été ou ne sera pas utilisée, ou bien qu'elle n'a pas été utilisée conformément aux obligations contractuelles ou réglementaires, le trop-perçu est reversé au Département.

Article 7 : Communication liée à l'action

Le porteur s'engage à communiquer sur les actions menées auprès du public concerné sur les différents territoires en utilisant les moyens de communications les plus appropriés (flyers, communication internet, réseaux sociaux...) et devra rendre visible son planning d'activités au Département et aux membres de la Commission des financeurs par l'envoi régulier de ceux-ci et par l'alimentation de tout outil mis en place par le Département (site internet, plateforme...).

Le porteur s'engage à faire apparaître le soutien de la commission des financeurs à l'action visée à l'article 3, par un dispositif d'information du public.

Les logos de la Commission des financeurs et du Département devront apparaître sur l'ensemble des supports de communication édités pour promouvoir l'opération. Le partenaire devra positionner les logos conformément à la charte graphique (disponible sur le site lenord.fr dans la rubrique « utiliser le logo du Département dans une communication ») sur l'ensemble de sa communication : dossier et/ou communiqué de presse, invitations, communication print (dépliants, flyers, affiches...), communication digitale (réseaux sociaux, site internet...) et communication événementielle (fabrication de bâches, panneaux, films promotionnels...). Les autres types de supports fournis par la Commission des financeurs et le Département devront être exposés le cas échéant au sein de la structure et lors des ateliers.

D'autre part, en cas d'achats d'espaces publicitaires, le partenaire s'engage à citer la Commission des financeurs et le Département sur tous les articles se référant à l'objet de la subvention.

La participation de la CNSA devra également être mentionnée sur tout support de communication, libellée comme suit et avec le logo : « Avec le soutien de la CNSA dans le cadre de la Commission des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie ».

Les membres de la Commission des financeurs dont le Département se réservent la possibilité de faire connaître, par tout moyen, les actions engagées par la présente convention.

Ces éléments seront fournis sur demande par les services du Département au porteur.

Article 8 : Report

Un report de la date de démarrage et/ou de clôture du projet peut être accordé sur demande dûment motivée par le porteur et signature d'un avenant à cette présente convention avec le Département.

La demande de report doit être adressée, par écrit (courrier mail ou lettre recommandée) avec accusé de réception et doit faire l'objet d'un accord écrit et exprès du Département.

Ce report de délai exceptionnel ne pourra excéder douze mois supplémentaires jusqu'à la date limite du 31 décembre 2027, sauf accord exprès du Département.

Article 9 : Dénonciation de la convention

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois civils francs.

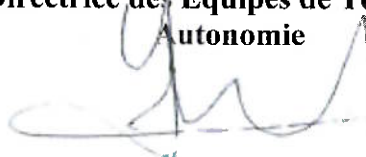
Article 10 : Litiges

Le tribunal administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le

Pour le porteur
**Section Du Centre Communal D'Action
Sociale De Lomme**
(Nom, Prénom, signature, cachet)

Pour le DEPARTEMENT DU NORD
Gwenaëlle CARBAJAL
**Directrice des Equipes de Territoire
Autonomie**



**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/07 : Adhésion U.D.C.C.A.S au titre de l'année 2025.

Vu l'appel à cotisation dressé par l'UDCCAS au titre de l'année 2025, pour un montant de 851,43€ ;

Compte tenu de l'intérêt pour le CCAS d'adhérer à cette union qui apporte soutien, conseil et formation et assure la représentation du CCAS aux niveaux national et départemental,

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

- ♦ **ADHERER** à l'UDCCAS au titre de l'année 2025 pour un montant de 851,43 € ;
- ♦ **AUTORISER** le prélèvement de ce montant sur les crédits prévus à cet effet au budget principal du CCAS au chapitre 011.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME

Président du C.C.A.S.

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/08 : Validation des documents relatifs au fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) pour la période 2025-2030.

Vu la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale,
Vu les articles L. 312-1 et suivants du Code de l'Action Sociale et des Familles,
Vu l'ensemble des dispositions réglementaires régissant les Services de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD),

Considérant la nécessité d'assurer un cadre juridique, fonctionnel et opérationnel clair pour le fonctionnement du SSIAD de Lomme,

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

♦ APPROUVER :

- 1. Les documents suivants pour la période 2025-2030 :**
 - Le document individuel de prise en charge (DIPC), conformément à l'article L. 311-4 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
 - Le règlement de fonctionnement du SSIAD, définissant les droits et obligations des usagers et les modalités de fonctionnement du service,
 - Le livret d'accueil du SSIAD, informant les usagers sur le service, ses prestations, ses modalités d'accès et les droits des usagers,
 - Le projet de service en cours du SSIAD, qui définit les objectifs, les modalités d'intervention et l'évolution du service pour la période 2025-2030.
- 2. De mettre en œuvre une diffusion effective de ces documents** auprès des usagers et de leurs familles, conformément aux obligations légales, notamment en assurant leur accessibilité et leur compréhension.
- 3. De transmettre une copie de ces documents** aux autorités de contrôle compétentes, conformément à la réglementation en vigueur.

- ♦ **CHARGER** la direction du CCAS et la Responsable SSIAD de veiller à l'application stricte de ces documents, et d'en assurer l'évaluation régulière dans le cadre du suivi de la qualité des prestations

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus




Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME

Président du C.C.A.S.

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

Projet de service SSIAD de Lomme


Validé par le Conseil d'Administration le :

Durée de validité : 2025-2030

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	---------------------------------	--

SOMMAIRE


SOMMAIRE	2
INTRODUCTION	5
I. HISTOIRE ET PROJET DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE	6
1) Historique Organisme gestionnaire	6
2) Fonctionnement Organisme gestionnaire	6
3) Organigramme Organisme gestionnaire	7
II. LES MISSIONS DU SSIAD	8
A. Les missions confiées au service	8
B. Les repères juridiques	8
1) Lois et décrets	8
□ La Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale	8
□ LOI n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement	9
□ LOI n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie	9
□ La Circulaire DGAS/2C/n°2005/111 du 28 février 2005	9
□ Le Décret 2004-613 du 25 juin 2004	10
2) La programmation régionale et départementale	10
3) L'arrêté d'autorisation délivré le XXXX pour 15 ans	11
III. LE PUBLIC ET SON ENTOURAGE	12
A. Le territoire et sa population (diagnostic Stratélys et rapport d'activité)	12
B. Critères d'admission	12
C. Les patients du SSIAD (diagnostic Stratélys et rapport d'activité)	12
IV. LES PRESTATIONS DU SERVICE	14
Les prestations de soins	14

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

1)	Prestations de soins à domicile dans les conditions prévues à l'article D. 312-3	14
2)	Accompagnement de fin de vie	14
3)	Modalités de soutien aux aidants	14
V.	L'ORGANISATION DES PRESTATIONS	15
A.	Plages et horaires de prestations	15
1)	Horaires de prestations	15
2)	Accueil physique et téléphonique	15
B.	Modalités d'évaluation de la demande et des besoins	15
C.	Modalités de coordination des prestations	16
1)	Fonction de coordination	16
2)	Organisation des interventions	16
3)	Outils de coordination	17
VI.	LES RESSOURCES MOBILISEES	18
A.	Ressources humaines	18
1)	Organisation des ressources humaines	18
2)	Besoins en compétences et orientations de formation	20
3)	Promotion QVT et prévention risques professionnels	20
B.	Equipements et infrastructures	21
1)	Locaux	21
2)	Equipements	21
C.	Partenariats et modalités de coopération coordination	22
	Coordination avec les intervenants dans une logique de parcours	22
VII.	Les principes d'intervention du SSIAD et l'amélioration continue	23
A.	Démarche de promotion de la bientraitance et de prévention de la maltraitance	23
B.	L'expression et la participation des personnes accompagnées	23
C.	La place de l'entourage des personnes accompagnées	24
D.	Evaluation et démarche qualité	24
VIII.	LES OBJECTIFS D'EVOLUTION ET DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE	25

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--------------------------	---

A. Optimiser le parcours des patients du SSIAD	25
B. Accompagnement de la fin de vie à domicile	26
C. Inscrire le SSIAD dans les évolutions du territoire et de la société française	26
ANNEXES	28

	<p align="center">PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
INTRODUCTION		

Le projet de service est établi pour une durée de 5 ans et permet de fixer des objectifs d'amélioration et définir des actions à conduire.

Il décrit le fonctionnement et l'organisation du SSIAD à ce jour et permet de déterminer les objectifs d'évolution et de progression en réponse aux attentes ainsi qu'aux besoins répertoriés des usagers bénéficiaires.

Les objectifs principaux de ce projet sont de :


- ✓ Garantir le respect des droits des personnes accompagnées
- ✓ Poursuivre la dynamique d'amélioration de l'offre de soins et de la qualité de service afin de prendre soin au mieux des personnes âgées
- ✓ Aider les personnes à préserver leur autonomie le plus longtemps possible à domicile

Il s'agit également de rendre lisible par toutes les modalités d'accompagnement proposées aux personnes accompagnées par le service, ses spécificités, ses perspectives d'évolution.

La démarche de construction du projet a été mise en œuvre selon les dispositions prévues par le CASF et en s'inspirant des recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la Haute Autorité de Santé (HAS).

Ce projet a été construit selon la méthodologie suivante :

1. Diagnostic du service (activité, ressources, organisation), du public accompagné et des besoins du territoire, afin d'avoir une vision précise des forces du service et de ses perspectives d'évolution
2. Partage des conclusions du diagnostic avec les représentants de l'organisme gestionnaire afin de conforter les orientations stratégiques
3. Partage des conclusions du diagnostic avec les professionnels et implication dans la formalisation du projet
4. Validation du projet avec les professionnels puis par l'organisme gestionnaire

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

I. HISTOIRE ET PROJET DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE DU CCAS DE LOMME

1/ HISTORIQUE DU CCAS

Les bureaux de bienfaisance sont remplacés par les Centres Communaux d'Action Sociale, institués par la loi du 6 janvier 1986, et deviennent des établissements publics administratifs. Ils restent un maillon essentiel dans la mise en œuvre des politiques sociales locales, avec une capacité à adapter leurs actions en fonction des besoins des territoires. Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Lomme est un service municipal qui a pour mission d'aider les habitants de la ville à faire face aux difficultés de la vie quotidienne. Que vous soyez jeune, senior, famille monoparentale ou que vous rencontriez des problèmes de santé, de logement ou d'emploi, le CCAS est là pour écouter, conseiller et accompagner.

Le CCAS de Lomme est situé dans les locaux de la mairie. Cependant, à partir de février 2025, il aura ses propres locaux en dehors de l'Hôtel de Ville. Le CCAS est un service gratuit et confidentiel. Les travailleurs sociaux, les agents d'accueil, les agents médico-sociaux et les animateurs socioculturels sont à l'écoute et accueillent sans jugement. Ils apportent un soutien personnalisé et aident les usagers lommeois à retrouver leur autonomie. En résumé, le CCAS de Lomme est un acteur clé de la solidarité sur le territoire. Il est là pour accompagner dans toutes les étapes de la vie du point de vue Social ; Médico-Social et Socioculturel.

2/FONCTIONNEMENT DU CCAS ET DES DIFFÉRENTS SERVICES

Le CCAS propose une gamme de services très variés pour répondre aux besoins des usagers :

Une Direction avec une administration générale en lien avec le Conseil d'Administration présidé par le Maire et une Vice-Présidente.

Le service d'Action Sociale qui gère :

- Aide financière : pour payer vos factures, votre loyer ou acheter des produits de première nécessité
- Aide alimentaire : des colis alimentaires peuvent être distribués aux personnes en difficulté avec une épicerie solidaire
- Aide au logement : le CCAS peut vous aider à trouver un logement adapté ou à maintenir votre logement actuel
- Accompagnement social
- Écoute et soutien : des travailleurs sociaux sont à disposition pour écouter et apporter un soutien psychologique
- Accompagnement administratif : le CCAS peut vous aider à remplir des dossiers administratifs (demandes de logement social, de RSA...).
- Orientation : le CCAS peut vous orienter vers d'autres services ou associations spécialisées

La Maison des Séniors

- Le CCAS propose des services d'aide à domicile, des activités de loisirs et des solutions d'hébergement aux personnes âgées

- Aide aux personnes handicapées : Le CCAS peut vous aider à aménager votre logement, à accéder aux transports et aux soins.
- Une coordination au maintien à domicile

L'Espace de Vie Social

- Un équipement de proximité qui regroupe deux maisons des solidarités
- Des projets portés par les habitants et pour les habitants
- Des ateliers intergénérationnels
- Des permanences associatives au cœur des quartiers

L'Accueil de Jour

- Dispositif d'accueil pour les maladies cognitives
- Animation et vie sociale de proximité
- Répit pour les familles

Le SSIAD

Il a pour vocation :

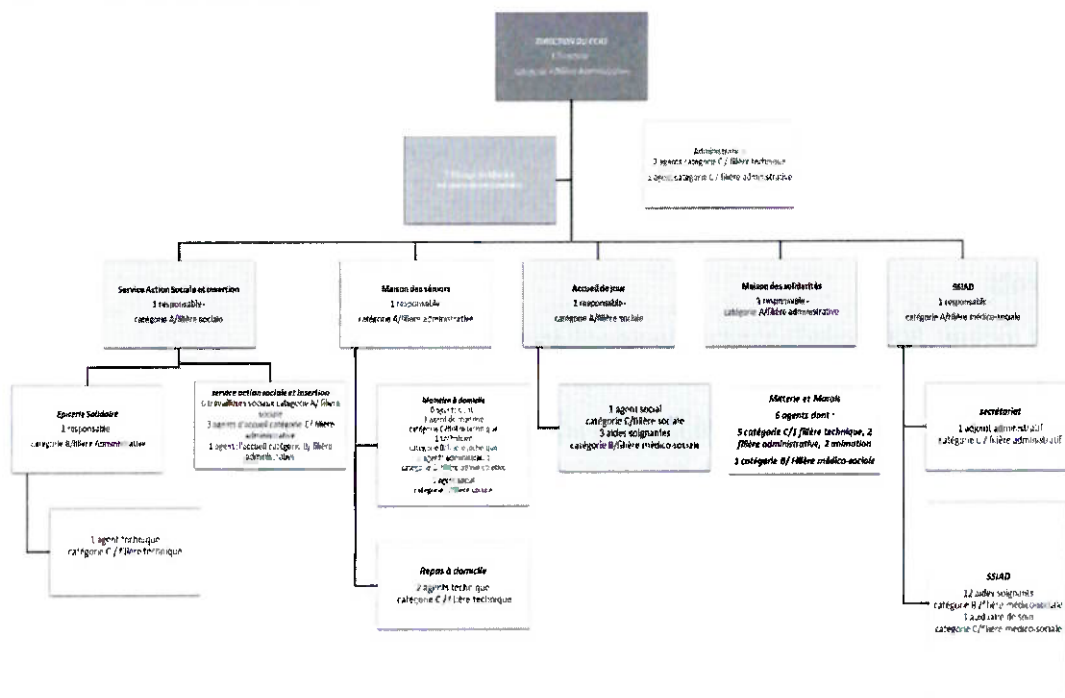
De contribuer au maintien à domicile.

D'éviter l'hospitalisation lors de la phase aiguë d'une affection pouvant être traitée à domicile.

De faciliter le retour au domicile à la suite d'une hospitalisation.

De prévenir ou retarder l'aggravation de l'état des personnes et leur admission dans les services de long séjour ou dans les établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes

3/ ORGANIGRAMME DU CCAS



	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
II. LES MISSIONS DU SSIAD		

A. Les missions confiées au service

Le Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) de Lomme est géré par le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Lomme, dont le président est Monsieur Olivier Caremelle.

Le SSIAD prend en soins des personnes âgées de 60 ans et plus sur la commune de Lomme, présentant une ou plusieurs pathologies et/ou en perte d'autonomie.

Pour ce faire, il les accompagne et les prend en soins pour les soins de nursing et de confort. Le SSIAD s'engage auprès des usagers, mais aussi de leurs proches. Ainsi, il a vocation de lutter contre l'isolement des personnes à domicile et de soulager les aidants familiaux.

Concernant les proches, il s'agit essentiellement de les soulager dans l'accompagnement à la vie quotidienne, de limiter l'épuisement et les risques associés.

L'implication des proches dans la prise en soins reste néanmoins recherchée pour des questions de continuité, en essayant de trouver le juste équilibre.

Enfin, il s'agit de soutenir les proches et de leur apporter les conseils les plus appropriés à la situation de la personne prise en soins par le SSIAD.

Le SSIAD organise son fonctionnement en respectant le cadre budgétaire défini par l'ARS Hauts-de-France et spécifié dans la convention signée avec cette dernière.

Pour son fonctionnement au quotidien, le SSIAD développe des partenariats avec les autres professionnels de santé et structures de son territoire d'intervention qui accompagnent les personnes âgées.

B. Les repères juridiques


1) Lois et décrets

La Loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale

La loi du 2 Janvier 2002 a profondément rénové l'action sociale et le secteur médicosocial, par la publication de décrets et d'arrêtés précisant les droits et la participation des usagers, les devoirs et obligations des établissements sociaux et médico-sociaux.

Partant de certains constats, la loi 2002-2 a 4 objectifs principaux :

1. L'affirmation et la promotion des droits des bénéficiaires et de leur entourage.
2. L'élargissement des missions de l'action sociale et médico-sociale et la diversification des interventions, des établissements et services concernés.

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

3. L'amélioration des procédures techniques du pilotage du dispositif (financement, gestion administrative)
4. La coordination des décideurs et des acteurs et l'organisation de façon plus transparente de leur relation (mise en place de schémas départementaux)

L'usager est donc placé au cœur du dispositif, il devient acteur et plus seulement bénéficiaire d'un service.

✓ **LOI n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement**

La loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement entrée en vigueur le 1er janvier 2016 prévoit le renforcement et l'amélioration de l'accompagnement à domicile, la prévention de la perte d'autonomie, la transparence et la lisibilité des tarifs pratiqués en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou encore l'adaptation des politiques publiques.

Elle intègre notamment des mesures sur différents champs visant à promouvoir l'autonomie des personnes et le maintien à domicile :

- ✓ Réforme de l'APA (revalorisation et modalités d'accès)
- ✓ La reconnaissance et le soutien des proches aidants (statut, répit, ...)
- ✓ Promotion des actions et dispositifs de prévention de perte d'autonomie
- ✓ **LOI n° 2024-317 du 8 avril 2024 portant mesures pour bâtir la société du bien vieillir et de l'autonomie**

La loi comprend différentes mesures pour prévenir la perte d'autonomie, la maltraitance et lutter contre l'isolement des personnes âgées ou handicapées, qui peuvent être synthétisées autour de 3 axes :

- ✓ Prévention de la perte d'autonomie et lutte contre l'isolement (expérimentation SPDA, amélioration de l'accès aux aides techniques, ...)
- ✓ Maltraitements et droits des personnes en établissement
- ✓ Reconnaissance des métiers de l'aide à domicile (carte professionnelle, financement des déplacements, promotion des temps d'échanges collectifs)

Des dispositions complémentaires portent sur le fonctionnement et la régulation des EHPAD et habitats inclusifs.

✓ **La Circulaire DGAS/2C/n°2005/111 du 28 février 2005**

La circulaire définit les conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile :

1. L'accès aux SSIAD, et son ouverture aux personnes de moins de 60 ans
2. La procédure d'autorisation
3. Le budget
4. Les intervenants (professionnels salariés et infirmiers libéraux)
5. Les interventions dans les établissements
6. La continuité des soins
7. Le rapport d'activité
8. L'expérimentation SPASAD (Services polyvalents d'aide et de soins à domicile)

 <p>CCAS. Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
---	--------------------------	---

Les SSIAD sont des établissements médico-sociaux dont la vocation est de dispenser des soins infirmiers, des soins d'hygiène générale ou des soins relevant d'autres auxiliaires médicaux au domicile des personnes malades ou atteintes par une diminution de leurs capacités physiques. Inscrit dans le cadre de la réforme de la solidarité pour les personnes dépendantes (plan « Vieillesse et solidarités » en novembre 2003, puis « Solidarité-Grand âge » en juin 2006), le développement des places offertes par les SSIAD est considéré comme un élément indispensable du dispositif mis à la disposition des personnes âgées pour favoriser leur maintien à domicile.

✓ **Le Décret 2004-613 du 25 juin 2004**

Le décret prévoit, dans son article premier, que les services de soins infirmiers à domicile peuvent assurer, sur prescription médicale, des soins techniques ou des soins de base et relationnels auprès des personnes de soixante ans et plus malades ou dépendantes.

2) La programmation régionale et départementale


Le Projet régional de Santé des Hauts-de-France 2018-2028

Le PRS Hauts-de-France a été révisé à mi-parcours pour la période 2023-2028 par arrêté du 27 octobre 2023. Il s'organise autour de 6 orientations stratégiques et 24 objectifs qui visent à améliorer l'état de santé de la population et à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

- Orientation stratégique 1 : Renforcer la prévention pour réduire les inégalités de santé
- Orientation stratégique 2 : Assurer la veille et la gestion des risques sanitaires
- Orientation stratégique 3 : Favoriser la santé tout au long de la vie
- Orientation stratégique 4 : Assurer l'accès à la santé dans les territoires
- Orientation stratégique 5 : Mettre les territoires au cœur de la stratégie régionale de santé
- Orientation stratégique 6 : Mobiliser les usagers et les citoyens comme acteurs de la politique de santé et faire vivre la démocratie en santé

Certains des objectifs définis peuvent être identifiés comme particulièrement en phase avec les activités et enjeux du service qui est au croisement des acteurs de soins du territoire :

- Optimiser le parcours des personnes atteintes de maladies cardio-neurovasculaires ou respiratoires sévères
- Améliorer la prévention et les soins des personnes les plus démunies - PRAPS
- Accompagner le vieillissement et soutenir les aidants
- Promouvoir des parcours de vie sans rupture et l'inclusion des PH
- Garantir l'accès aux professionnels de santé dans les territoires
- Améliorer l'accès à l'imagerie médicale, aux soins critiques et aux soins palliatifs

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

- Accompagner les professionnels de santé pour garantir la qualité et la sécurité des soins dans les territoires
- Poursuivre le développement du numérique au service de l'accès aux soins dans les territoires
- Faire alliance avec les partenaires pour la prévention et l'attractivité des métiers

Le Schéma unique des solidarités humaines du Nord 2018-2022

Le Département du Nord a adopté le Schéma unique des solidarités 2018-2022 lors de l'Assemblée départementale du 12 février 2018. Il s'inscrit dans une volonté forte : repositionner la personne et son parcours de vie au centre des dispositifs et des actions de solidarité du Département en privilégiant l'approche globale et décroisée des situations. Il définit la stratégie opérationnelle, avec une approche pluriannuelle, mobilisant non seulement les acteurs sociaux mais aussi tous les leviers des politiques départementales pour les atteindre (habitat, mobilité, sports, culture, territoires...).


Le Schéma est décliné en 5 axes :

1. Agir autrement avec les personnes en prenant appui sur les compétences et responsabilités de chacun. Il s'agit de mieux prendre en compte la parole de la personne accompagnée et de soutenir les professionnels aidants dans leur démarche de bientraitance.
2. Mobiliser les ressources des territoires dans leur diversité, réduire les inégalités de ressources territoriales dans une perspective inclusive. Le diagnostic de l'offre de services doit servir à mobiliser les ressources des territoires pour les adapter aux besoins des personnes accompagnées et faciliter les droits d'accès.
3. Privilégier la vie à domicile ou au sein de son environnement familial et social. Privilégier la vie à domicile nécessite d'agir sur l'environnement des personnes : l'habitat, les solidarités de proximité et familiales, ainsi que les interventions des professionnels à domicile
4. Personnaliser l'intervention et faciliter les logiques de parcours. La politique de prévention doit être développée à tous les âges de la vie et de manière continue, afin d'éviter les ruptures de parcours.
5. Transformer l'offre de services et renforcer l'accessibilité. Le Département poursuit la transformation de l'offre de services en établissement et à domicile.
Celle-ci sera plus territorialisée, inclusive et adaptée pour répondre à des besoins spécifiques ou qui s'accroissent.

3) L'arrêté d'autorisation délivré en octobre 2009 pour 15 ans

Le Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) de Lomme est géré par le Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Lomme, dont le président est Mr Olivier Caremelle.

Le service a été créé le 29 août 1991, pour délivrer, sur prescription médicale, des soins d'hygiène et de confort au domicile des personnes de plus de 60 ans, malades ou en perte d'autonomie ; sa capacité était alors de 40 places. En octobre 2009, le service a obtenu l'autorisation d'extension pour passer à 60 places.

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
<p>III. LE PUBLIC ET SON ENTOURAGE</p>		

A. Le territoire et sa population

Etat des lieux du territoire

- 1 commune : Lomme (commune associée à la ville de Lille)
- 28 012 habitants
- 3 009 habitants/km²
- Superficie : 9,31 km²
- Commune associée à la ville de Lille et intégrée à la MEL

Une population âgée sur la commune de Lomme : plus grande part des + 60 ans et des + de 75 ans par rapport à la ville de Lille et aux villes alentours.

B. Critères d'admission du SSIAD

Le SSIAD a pour mission d'assurer à domicile ou dans les établissements non médicalisés, sur prescription médicale, des soins infirmiers sous la forme de soins techniques ou de soins de base et relationnels.

Il favorise le maintien ou le retour à domicile, en préservant ou en améliorant l'autonomie de la personne.

La demande de prise en soins peut être effectuée par le patient lui-même, la famille, le médecin, un centre hospitalier...

Plusieurs conditions sont requises pour être admis dans le service :

- Résider sur la commune de Lomme
- Avoir une prescription médicale de demande de soins relevant de la compétence d'un SSIAD, les soins techniques étant assurés par un infirmier libéral conventionné avec le SSIAD
- Être âgé de plus de 60 ans, malade ou dépendant

Les personnes prises en soins par le SSIAD peuvent bénéficier, en complément des interventions du SSIAD, d'un plan d'aide financé par leurs soins, l'aide personnalisée à l'autonomie (APA) ou la prestation compensatoire handicap (PCH), afin de proposer un accompagnement à domicile dans les actes de la vie quotidienne.

Conformément au décret n°2018-430 du 1er juin 2018, relatif à l'intervention commune d'un SSIAD et d'un HAD, les personnes prises en soins peuvent également relever d'une hospitalisation à domicile (HAD).

C. Les patients du SSIAD

Le SSIAD a une capacité de 60 lits par jour.


Sur toute l'année 2024 : **80 patients** ont été pris en soins au moins une journée :

28 Hommes et 52 Femmes.

Nombre d'entrées sur 2023 : 27

Nombre de sorties sur 2021 : 23

Nombre de demandes non satisfaites : 10

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

Les demandes non satisfaites sont justifiées soit par le manque de place dans le service au moment de la demande, soit par des demandes de personnes d'autres communes.

Les personnes sont alors orientées vers des associations d'aide à domicile ou vers des infirmiers libéraux assurant les toilettes. Nous mettons les personnes en liste d'attente et dès qu'une place se libère nous recontactons la personne.

Sur les 80 patients pris en soins sur l'année 2024, **38 patients** sont atteints de troubles neurodégénératifs plus ou moins important : **soit 47.5 % des patients du SSIAD**, ce qui nécessite pour l'équipe du SSIAD une prise en soins adaptée à ce public.

Sur toute l'année 2024 : le SSIAD a effectué 20552 actes à domicile.

Le taux d'occupation du SSIAD pour 2023 est de : 94 %

Ci-dessous le détail des GIR des personnes accueillies sur l'année 2024 :

Gir 1 : 1
Gir 2 : 30
Gir 3 : 35
Gir 4 : 14
Gir 5 : 0
Gir 6 : 0

Le GMP pour l'année 2024 est de : 690


Répartition par Age :

Age	Hommes : 28	Femmes : 52
60 à 74 ans	6	3
75 à 84 ans	8	8
85 à 95 ans	12	27
Plus de 95 ans	2	6

La moyenne d'âge est de 85 ans pour l'année 2024

Répartition par cohabitation :

Nombre de personnes vivant seules	Nombre de personnes vivant avec une personne de la génération suivante	Nombre de personnes vivant en couple ou avec une personne de la même génération	Total
42	13	25	80

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

IV. LES PRESTATIONS DU SERVICE

Les prestations

1) Prestations de soins à domicile dans les conditions prévues à l'article D. 312-3

Le SSIAD est autorisé à réaliser des soins techniques correspondant aux actes infirmiers cotés en AMI (actes médico-infirmiers) et des soins de base et relationnels cotés en AIS (actes infirmiers de soins).

Les premiers ne peuvent être effectués que par des infirmiers diplômés d'état (IDE) libéraux ayant passé convention avec le service.

Les soins de base sont définis, dans la terminologie des actes infirmiers, comme les soins d'entretien et de continuité de la vie, c'est-à-dire l'ensemble des « interventions qui visent à compenser partiellement ou totalement un état de dépendance d'une personne, afin de maintenir ses fonctions vitales et de lui permettre de recouvrer son autonomie ».

Ces soins tiennent compte des habitudes de vie, des coutumes et valeurs de la personne soignée. Ils sont le plus souvent désignés par le terme de « nursing ». Les soins de base comprennent en particulier les soins d'hygiène et de confort, c'est-à-dire les « interventions qui consistent à assurer à la personne soignée la propreté corporelle et à lui procurer un environnement sain et agréable ».

2) Accompagnement de fin de vie et soins palliatifs à domicile en collaboration avec une équipe spécialisée

- Travail en collaboration avec les HAD (soins palliatifs)
- Travail en collaboration avec les IDE conventionnés avec le SSIAD
- Formation de certains aides-soignants aux soins palliatifs
- Soins de confort / nursing
- Transmissions orales et écrites
- Echange en équipe / réflexion

3) Modalités de soutien aux aidants

Communication/informations aux aidants

Accompagnement dans certaines démarches (ex : aide)

Implication dans l'accompagnement de leurs proches et soutien/conseil

Repérage des besoins ou facteurs de risques de l'aidant

Orientation vers des professionnels ou structures ressources...

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
<p>V. L'ORGANISATION DES PRESTATIONS</p>		

A. Plages et horaires de prestations

1) Horaires de prestation :

Les horaires d'intervention :

Le service fonctionne 7 jours sur 7.

Du lundi au vendredi de 7h00 à 12h00 et de 13h à 17h30.

Les samedis, dimanches et jours fériés : de 7h00 à 12h00 et de 14h à 17h30.

Le matin :

7 ou 8 tournées du lundi au vendredi de 7h à 12h

6 tournées les samedis

3 tournées les dimanches et jours fériés de 7h à 12h. Concernant les prises en soins du dimanche le service priorise les GIR 1 et 2

L'après-midi :

3 tournées du lundi au vendredi de 13h à 17h30

3 tournées les samedis, dimanches et jours fériés de 14h à 17h30 (priorité aux GIR 1et2)

2) Accueil physique et téléphonique :

Les bureaux du SSIAD sont ouverts au public du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h15 à 17h15.

Un agent administratif est présent pour assurer l'accueil téléphonique et physique du service.

En dehors des heures d'ouverture du bureau du SSIAD, l'infirmière d'astreinte est joignable de 6h30 à 21h, 7 jours sur 7.

Le SSIAD est joignable à tout moment par téléphone au 03 20 22 10 69 ainsi que par mail (ssiad.lomme@orange.fr).


Une astreinte de week end est assurée du vendredi de 17h30 au lundi matin 8 h permettant de répondre aux urgences des aides-soignants et patients en dehors des heures de bureau.

B. Modalités d'évaluation de la demande et des besoins

Le service assure une **évaluation** globale de la demande et des besoins **par l'infirmière coordinatrice**. Cette **évaluation est assurée systématiquement dans le cadre d'une visite à domicile lors de la visite de préadmission**.

Les champs de recueil d'informations s'organisent notamment autour des axes suivants :

- Evaluation des **besoins de soins**
- Repérage des signes de **fragilité**, de **perte d'autonomie** et d'**isolement** de la personne, ainsi que les situations d'**isolement et les difficultés** éventuelles **des aidants**
- Repérage des **autres intervenants** auprès de la personne dès l'évaluation initiale et mise en place des dynamiques de partage d'informations nécessaires
- Evaluation des **risques liés à l'intervention au domicile** pour la personne et les intervenants (nécessité de matériel, aménagement du domicile, présence d'éléments ou produits dangereux)

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

C.

Modalités de coordination des prestations

Les modalités de coordination déployées par le service répondent aux principes suivants :

- Mise en place d'un **dispositif de suivi individualisé des interventions** en accord avec la personne accompagnée
- **Co-construction du projet personnalisé** avec **réévaluation à minima annuelle** ou lors d'un changement dans la vie de la personne pouvant le faire évoluer
- **Continuité des interventions** assurée, y compris, lorsque les besoins de la personne le nécessitent, les samedis, dimanches et jours fériés (en interne ou avec partenariats le cas échéant)
- **Tenue d'un dossier pour chaque bénéficiaire** avec traçabilité complète des soins (dossier unique informatisé)

1) Fonction de coordination :

La **fonction de coordination** permet :

- L'évaluation globale des **besoins** d'aide et de soins, prise en compte des **attentes** de la personne accompagnée, repérage des **risques** de perte d'autonomie et d'évolution
- **Une réponse rapide, cohérente et globale** aux besoins en aide et en soins de la personne
- La désignation d'un **interlocuteur privilégié pour les prestations** d'aide et de soins
- **Complémentarité** des interventions et **suivi pluridisciplinaire** tout au long de l'accompagnement
- Le développement d'une **culture commune entre les professionnels** de l'aide et du soin
- **La continuité et la fluidité** des parcours.

Focus fonction complémentaire d'**interlocuteur privilégié** pour les prestations (notion de « référent ») :

Elle peut être le responsable de la coordination ou un intervenant placé sous sa responsabilité et supervision


- Elle assure l'**interface** entre la personne et les intervenants
- Elle est le **garant** de la mise en œuvre du **projet d'accompagnement**

2) Organisation des interventions

Les tournées sont autant que possible sectorisées. Le SSIAD recherche l'organisation la plus rationnelle possible, permettant aux soignants de limiter les temps de trajets et les distances à parcourir.

Les usagers sont également répartis sur différentes tournées en fonction de la charge en soins qu'ils requièrent et la durée de l'intervention.

Aucun horaire ne peut être déterminé à l'avance mais le SSIAD essaie de donner un créneau horaire d'intervention aux personnes accompagnées.

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	---------------------------------	--

2) Outils de coordination

Dossier unique de la personne accompagnée

Le circuit du dossier de l'utilisateur bénéficiaire est en conformité avec la réglementation dans le respect des obligations médico-légales, du secret professionnel et de la confidentialité.

Chaque patient à son entrée a un numéro de dossier unique ou toutes les informations sont enregistrées via le logiciel micosoins.net.

Le SSIAD a également mis en place un dossier de liaison au domicile, accessible aux différents intervenants ainsi qu'aux proches aidants. L'ensemble des éléments figurant dans ce dossier a été réfléchi en équipe.

Temps de transmission

Des temps de transmissions orales et écrites sont effectués tous les jours dans le service de 11h30 à 12h00. L'infirmière coordinatrice est présente du lundi au vendredi et participe aux transmissions avec les soignants à 11h30

Elle est ainsi informée le jour même des difficultés ou des dysfonctionnements rencontrés au domicile par les aides-soignants et peut ainsi réajuster rapidement auprès des professionnels de santé ou des familles. Les aides-soignants réalisent des transmissions systématiques durant leur tournée via l'application Microsoins sur leur téléphone professionnel.

Des temps de coordinations sont mis en place tous les 15 jours. Ils permettent d'échanger sur des prises en charge complexes et d'harmoniser les pratiques des soignants.

Elaboration des projets personnalisés

S'inscrivant dans les principes de la loi du 2 janvier 2002 concernant la rénovation et la modernisation de l'action sociale, la construction du projet d'accompagnement personnalisé répond à plusieurs objectifs : Favoriser le respect des droits et la participation de l'utilisateur, en le positionnant comme un acteur essentiel à sa prise en charge ;

Adapter les modalités d'accompagnement aux spécificités de la personne, à ses habitudes de vie, et à ses souhaits ;

Faciliter la cohérence des actions et la coordination entre les différents professionnels intervenant dans la prise en soin.

Sous réserve de l'accord des personnes accueillies, chacune d'entre elles doit disposer d'un projet d'accompagnement personnalisé :

Coconstruit et validé avec le patient, et si celui-ci le souhaite avec son entourage ;

Élaboré à partir des informations collectées lors du recueil des informations ;

Formalisé selon une trame définie ;

Complété par les différents intervenants du SSIAD et actualisé en fonction de l'évolution de l'état de santé et des souhaits de la personne concernée.

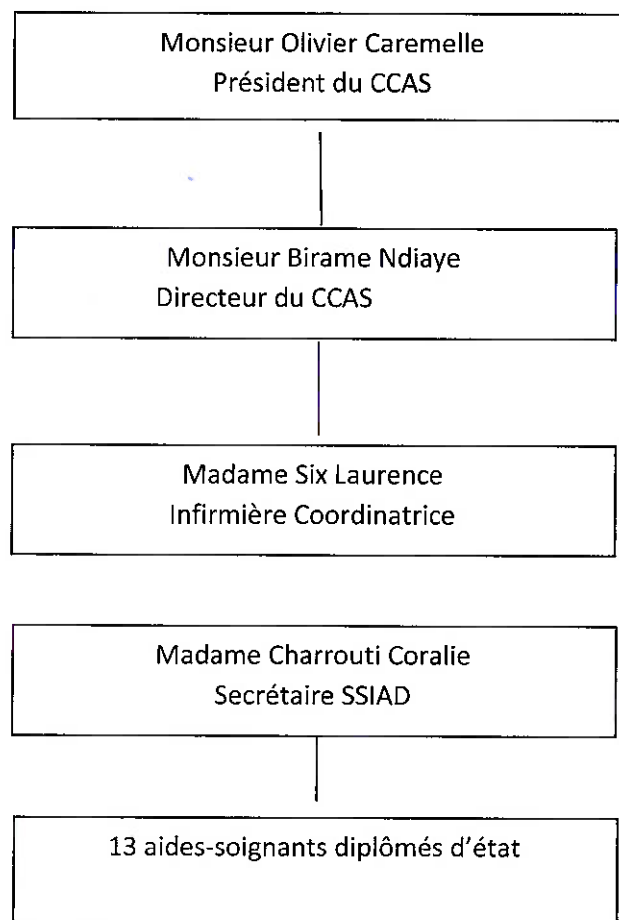
Des temps sont dédiés sur le planning pour que le personnel du SSIAD élabore le projet personnalisé C'est un instrument privilégié des réponses aux besoins et attentes de chaque personne accompagnée.

VI. LES RESSOURCES MOBILISEES

A. Ressources humaines :


1) Organisation des ressources humaines

Organigramme



Le responsable du service

L'infirmière coordinatrice exerce ses fonctions sous l'autorité du directeur du CCAS. Elle prévoit et organise l'activité de soins, afin d'atteindre les objectifs du projet. Pour cela, elle adapte et met à disposition les ressources humaines nécessaires. Elle assure le suivi des effectifs (plannings, recrutement et encadrement) et coordonne la gestion des ressources naturelles et des équipements. Elle travaille en collaboration avec le directeur du CCAS sur le suivi budgétaire du SSIAD et sur l'élaboration du rapport annuel d'activité.

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

Elle est responsable de :

- L'organisation du service
- La continuité, la sécurité, la qualité des soins
- L'organisation et l'évaluation des soins
- La mise en œuvre du projet de service
- L'encadrement des aides-soignants, des étudiants
- La gestion administrative du service

✓ ***L'encadrement du service***

Les prestations sont coordonnées par l'infirmière coordinatrice, Madame Laurence Six.

Elle assure les fonctions suivantes :

- Évaluer les besoins au domicile
- Proposer un projet de soins individualisé
- Collaborer avec les intervenants extérieurs
- Encadrer l'équipe aide-soignante
- Apporter de la formation continue aux aides-soignants
- Proposer des actions de prévention et de maintien de l'autonomie

✓ ***Les intervenants***

L'équipe d'intervenants est composée d'aides-soignants diplômés.

Les aides-soignants peuvent réaliser, en collaboration avec l'infirmière coordinatrice et sous sa responsabilité, des soins de prévention, de maintien, d'éducation à la santé et relationnels pour préserver ou restaurer la continuité de la vie, le bien-être et l'autonomie de l'usager.

Ils ont également un rôle de prévention, d'éducation et d'accompagnement des usagers et/ou de leur famille.

Au regard de la spécificité de la prise en charge au domicile, les aides-soignants sont en capacité de faire face aux imprévus, de gérer des situations complexes et de prendre des initiatives.


Chaque jour, ils assurent les transmissions orales et écrites utiles au bon suivi de la prise en charge des patients.

L'assistante administrative

Elle assure, en collaboration et sous la responsabilité de l'infirmière coordinatrice, la gestion administrative du service.

Elle assure :

- L'accueil physique et téléphonique
- Le suivi administratif des dossiers des patients
- La rédaction des courriers divers
- Le suivi des tableaux de bord avec l'IDEC
- Le suivi des fiches de congés

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
--	---------------------------------	---

✓ *Les IDE libéraux*

Le service n'assure pas les soins infirmiers non déléguables aux aides-soignants, mais a signé une convention avec les Infirmiers Libéraux. Ainsi, toute personne bénéficiant de soins plus techniques au sein du SSIAD pourra choisir un Infirmier Libéral conventionné. Le service assure le paiement intégral des soins infirmiers sur présentation par l'Infirmier Libéral des factures et de la prescription médicale via le site CHORUS.

2) Besoins en compétences et orientations de formation

✓ *Qualifications, compétences au regard des besoins du public accompagné*

Les professionnels du SSIAD sont recrutés en prenant en compte leur diplôme d'état ainsi que les exigences relatives aux qualifications concernant les pratiques de soins auprès des personnes âgées.

Compétences et formations spécifiques :

Leurs compétences, issues de leur formation initiale ont été complétée par le service avec :

- Formation psycho-gériatrique
- Formation bientraitance
- Formation fin de vie
- Formation Humanitude
- Formation gestes et postures
- Sophrologie
- Formation/sensibilisation : repérage et prévention des risques et fragilités, connaissance et adaptation aux troubles liés aux particularités du public accompagné, prévention de la maltraitance, fin de vie et soins palliatifs.

✓ *Modalités d'identification et de réponse aux besoins en compétences*

La responsable du service assure un entretien annuel d'évaluation pour chaque professionnel.

Celui-ci permet de faire le point sur l'année antérieure et les événements marquants. Il permet ensuite de réaliser un bilan des objectifs fixés pour l'année écoulée et d'évaluer le professionnel selon différents critères ; une grille est à disposition des deux parties à cette fin. L'EAE permet enfin de définir les objectifs de la nouvelle année et de faire le point sur les formations demandées par le professionnel. C'est également l'occasion pour ce dernier d'exprimer sa volonté de mobilité et/ou d'évolution de carrière.

3) Promotion QVT et prévention risques professionnels

Evaluation des risques liés aux interventions à domicile dès l'évaluation de la demande avec au besoin intervention de l'ergothérapeute.


Focus sur la mise à disposition du matériel et des aides techniques nécessaires à domicile avec l'aide de l'ergothérapeute.

Formation sur les troubles musculosquelettiques.

Approche de la Sophrologie.

Formation gestion du stress.

Formation d'ambassadeurs santé.

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

B.

Equipements et infrastructures

1) Locaux

Les locaux :

Salle de transmissions

Bureau IDEC

Bureau secrétaire

Vestiaires homme

Vestiaires femmes

Douche

Salle de stockage

Salle de repos

2) Equipements

Le parc automobile :

Le SSIAD dispose de 7 véhicules de service pour les aides-soignants.

Tous les matins, chaque agent vérifie le véhicule utilisé. Le nettoyage des véhicules est géré par le personnel soignant du SSIAD.

L'entretien des véhicules est assuré par le garage des ateliers municipaux.

Les téléphones :

Chaque agent possède un téléphone portable ou tous les renseignements des patients sont enregistrés via Microsoins.net.

Ces téléphones permettent aux agents d'appeler ou d'être appelé à tout moment sur leur tournée.

Petit matériel :

Gants

Blouses

SHA

Masques...

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

C.

Partenariats et modalités de coopération coordination

Coordination avec les intervenants dans une logique de parcours

Les professionnels libéraux/de ville

Les médecins traitants, médecins libéraux de la ville pour la plupart, sont le premier partenaire de travail du SSIAD. Ils délivrent les prescriptions indispensables à la prise en soins des patients selon leurs besoins.

Les IDE libéraux, conventionnés avec le SSIAD, sont en contact téléphonique régulier avec l'IDEC du SSIAD pour coordonner et transmettre les informations.

Les autres professionnels de santé qui interviennent auprès des personnes et avec qui le SSIAD peut être amené à échanger sont les kinésithérapeutes, les orthophonistes, les pédicures, etc.

Les établissements ou services sanitaires, sociaux et médico-sociaux

Résidences autonomie : Les Roses et Domitys,

SAAD implantés sur Lomme,

Établissements de santé : GHICL, CHR, Clinique de La Mitterie,

La maison des séniors de Lomme,

L'accueil de jour de Lomme.

Partenariats permettant de renforcer l'offre d'accompagnement :

HAD de la métropole lilloise :

Santély,

Synergie,

Hopidom.

Les dispositifs de coordination territoriale :

Maison des séniors,

CLIC,

DAC.

VII. Les principes d'intervention du SSIAD et l'amélioration continue

A. Démarche de promotion de la bientraitance et de prévention de la maltraitance

Le service promeut auprès de ses professionnels une démarche de bientraitance traduite par différents engagements en faveur du bien-être des personnes et de la personnalisation de leur accompagnement :
Ainsi, le SSIAD s'engage à :

- ✓ Respecter la personne, ses droits, son lieu et ses habitudes de vie, son autonomie, sa citoyenneté ;
- ✓ Conserver et développer les solidarités de proximité et les liens sociaux ;
- ✓ Prendre en soins la personne âgée dans sa globalité, son environnement familial et social ;
- ✓ Valoriser et soutenir les familles ;
- ✓ Lutter contre l'exclusion et l'isolement ;
- ✓ Développer des actions préventives.

En complément, le service met en œuvre des actions de prévention et de gestion des faits de maltraitance en référence à la définition posée par la loi du 7 février 2022 :


« La maltraitance au sens du présent code vise toute personne en situation de vulnérabilité lorsqu'un geste, une parole, une action ou un défaut d'action compromet ou porte atteinte à son développement, à ses droits, à ses besoins fondamentaux ou à sa santé et que cette atteinte intervient dans une relation de confiance, de dépendance, de soin ou d'accompagnement. Les situations de maltraitance peuvent être ponctuelles ou durables, intentionnelles ou non. Leur origine peut être individuelle, collective ou institutionnelle. Les violences et les négligences peuvent revêtir des formes multiples et associées au sein de ces situations. »

Les actions et modalités d'organisation mises en œuvre par le service en la matière sont diffusées par le biais d'une politique de promotion de la bientraitance et de prévention de la maltraitance (Annexe 3).

B. L'expression et la participation des personnes accompagnées

Plusieurs dispositifs contribuent à recueillir l'expression des usagers dans le sens de la Loi 2002-2.

- **Enquête de satisfaction annuelle :**
 - ✓ Appréciation qualité du service rendu + possibilité de proposition
 - ✓ Analyse pour plan d'action d'amélioration si nécessaire
 - ✓ Communication sur les résultats auprès des personnes accompagnées
- Modalités de **traitement des réclamations** et enregistrement dans registre à cet effet

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

C. La place de l'entourage des personnes accompagnées

Le SSIAD s'inscrivant dans le principe de maintien de l'autonomie autant que possible, il n'a pas vocation à se substituer au patient qu'il prend en soins.

Pour l'accompagnement d'une personne pour des soins d'hygiène et de confort, le SSIAD veille à associer l'entourage (l'aidant familial) autant que de possible en lui présentant et l'éduquant aux gestes qui seront les plus bénéfiques au confort du patient et à son propre confort.

Cette forme « d'éducation thérapeutique » permet à l'aidant d'apprendre à « bien faire », tout en étant accompagné par les professionnels, guidé pour l'utilisation des aides techniques qui peuvent être mises en place ou pour aborder une personne présentant des troubles cognitifs.

A ce titre c'est l'autonomie d'un foyer au complet qui est au cœur de la prise en soins du SSIAD.

D. Evaluation et démarche qualité

Le service s'engage à entretenir une culture de l'évaluation de la qualité de ses prestations et de son fonctionnement.

La démarche qualité déployée prendra notamment en référence les recueils d'exigences suivants :

- ✓ Référentiel d'évaluation de la qualité des ESSMS publié par la HAS en mars 2022
- ✓ Recommandations de bonnes pratiques professionnelles de la Haute Autorité de Santé

Différents moyens seront mis en œuvre afin d'alimenter la dynamique d'amélioration continue :

- ✓ Recueil annuel de la satisfaction de bénéficiaires avec un plan d'action associé
- ✓ Mise en place d'un suivi événements indésirables ainsi que des plaintes et réclamations des usagers
- ✓ Auto-évaluation du service sur la base du référentiel d'évaluation de la qualité de la Haute Autorité de Santé
- ✓ Evaluation de la qualité du service par un organisme certifié tous les 5 ans avec un plan d'action associé

VIII. LES OBJECTIFS D'EVOLUTION ET DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE

Principe d'action du service

La loi du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale, a rendu obligatoire l'élaboration d'un projet de service, afin de déterminer les objectifs d'amélioration de la qualité des prestations pour cinq ans. Dans le cadre des valeurs fondamentales, le choix de notre projet de service portera sur des axes prioritaires à travailler afin d'améliorer nos pratiques et de faire émerger les principes d'actions du service :

Trois axes prioritaires sont à travailler sous forme de **fiches actions**, comme suit :

A. Optimiser le parcours des patients du SSIAD

Cette démarche vise à adopter une approche globale et individualisée, en tenant compte des besoins spécifiques et des attentes du patient pour cela le SSIAD doit travailler sur :

- renforcer le plan de soins personnalisé
- renforcer la relation patients/soignants : sensibiliser les équipes à l'importance de l'écoute et de la communication
- former les soignants aux spécificités des pathologies
- soutien aux aidants/mettre en place des temps spécifique aidants

1 /Points existants :

- Le PPI est formalisé
- Notion de référent PPI
- Réunions PPI formalisées
- Notion de l'évaluation de la souffrance des aidants
- Des formations sur les maladies neurodégénératives ont été faites par certaines AS

2/Points à améliorer :

Revoir l'organisation des réunions, en effet les PPI qui se font durant le temps de transmissions (temps trop court ; voir pour formaliser un temps uniquement dédié pour les PPI une fois par semaine, minimum une heure.

Formaliser la grille de Zarit dans le PPI pour les aidants.

Refaire des formations sur maladie neurodégénératives/écoute et communication.

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

B. Accompagnement de la fin de vie à domicile

. Accompagner les personnes en fin de vie

La fin de vie est une période particulière dans la vie de toute personne. Elle mérite une attention soutenue de la part des professionnels. L'accompagnement des personnes en fin de vie repose sur un cadre réglementaire :

- La loi n°2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie et qui renforce les dispositions existantes ;
- La loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV) ;
- La loi n°2005-370 du 22 avril 2005 relatives aux droits des malades et des patients en fin de vie (Loi dite Léonetti) ;
- La loi n°2002-303 du 4 mars 2002 relatives aux droits des malades et à la qualité du système de santé ;
- La loi n°99-477 du 9 juin 1999 visant à garantir le droit d'accès aux soins palliatifs.

Ainsi la personne en fin de vie qui désire demeurer chez elle, peut bénéficier des soins palliatifs.

Ces soins visant à soulager la douleur, à apaiser la souffrance psychique, à sauvegarder la dignité de la personne et à soutenir son entourage, sont pratiqués en équipe interdisciplinaire.

1/ Points existants

- travail avec le réseau de soins palliatifs
- formation de certains aides-soignants
- soins de confort/nursing
- transmissions orales et écrites
- échange en équipe/réflexion


2/ Points à améliorer

- formation fin de vie pour l'ensemble de l'équipe du SSIAD
- mise en place d'un groupe d'analyse professionnelle
- soutien psychologique pour l'équipe avec intervention d'un psychologue pour les situations complexes
- améliorer la coordination avec les différents partenaires avec des temps d'échange formalisés pour les personnes en fin de vie

C. Inscrire le SSIAD dans les évolutions du territoire et de la société française

Cette démarche implique une adaptation continue pour répondre aux besoins croissants de la population française vieillissante, aux évolutions démographiques, sociales, territoriales et nationales. Pour cela le SSIAD doit :

- Renforcer les actions préventives et l'éducation à la santé pour favoriser le maintien à domicile et prévenir les complications et améliorer la qualité de vie des patients du SSIAD en identifiant les facteurs de risque.

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

1/

Points existants

Certains AS ont été formés à la prévention des chutes.

Intervention d'un ergothérapeute pour des action de prévention et d'éducation au domicile.

2/ Points à améliorer

Réactualiser les formations pour l'ensemble du personnel (chutes, escarres, dénutrition, maladies chroniques...).

Apprendre à mieux repérer les risques.

Former le personnel aux nouvelles pratiques.

-Prendre en compte l'évolution des politiques publiques avec la réforme à venir des services autonomie : s'engager dans la réforme des services autonomie.

1/ Points existants

Accompagnement par le cabinet Stratélys avec diagnostic et plan d'action.

Rencontres et échanges avec des SAD.

Rencontre avec le Président du CCAS et les élus.

2/ Points à améliorer

Formaliser une convention avec un SAD.

Recherche de partenaires.

Communication à l'équipe du SSIAD et implication de l'équipe.

 <p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	---


ANNEXES

ANNEXE 1 : schéma partenaires et réseaux

ANNEXE 2 : Trame de convention SSIAD/IDEL

ANNEXE 3 : Politique de promotion de la bientraitance et de prévention de la maltraitance

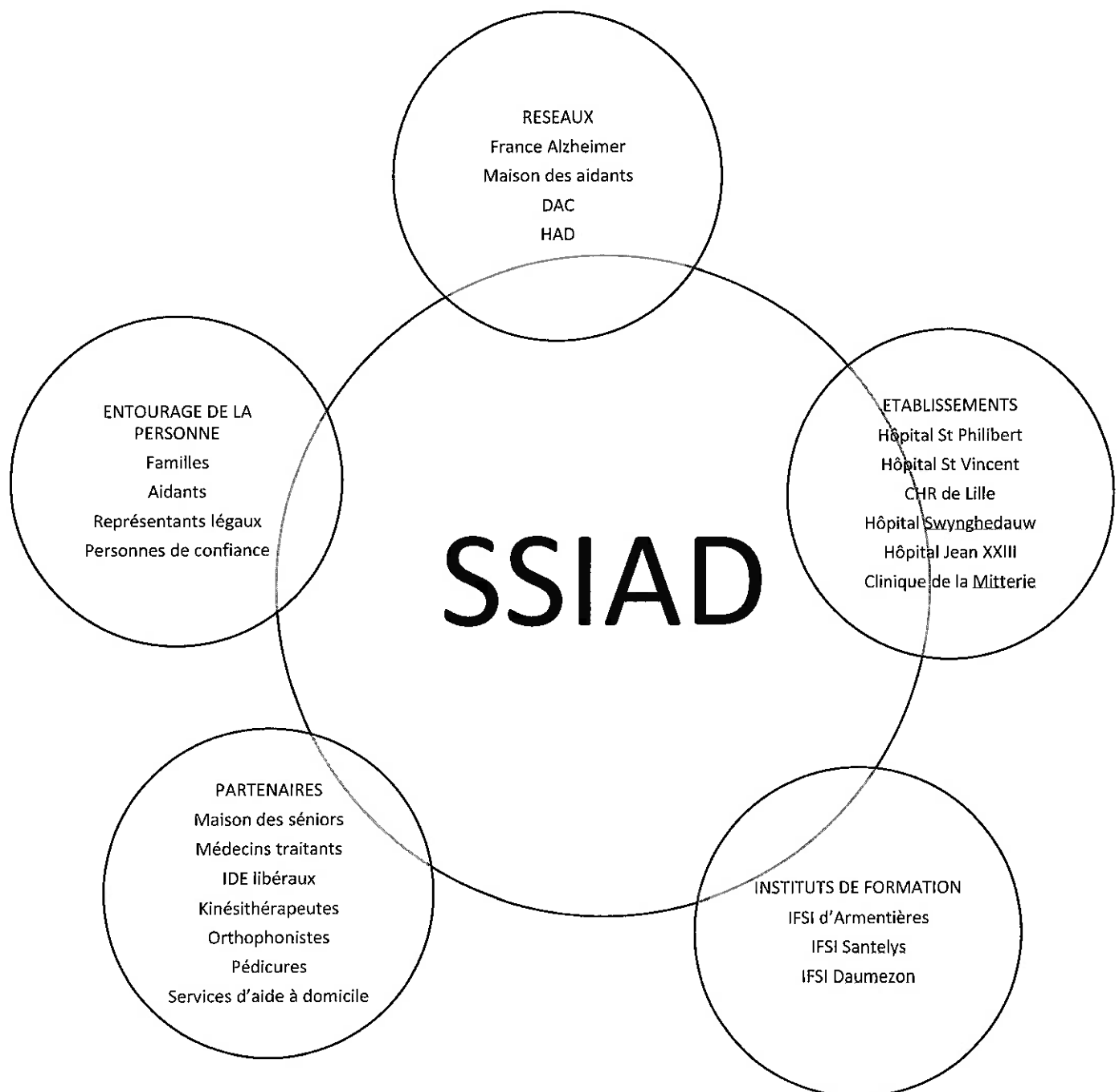
ANNEXE 4 : Fiches actions du Projet de service

<p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale</p>  <p>Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	---------------------------------	--

Annexe 1

Les partenaires et réseaux

Le SSIAD travaille en partenariat avec des réseaux et des structures selon le schéma suivant :



	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--


Annexe 2



Service de Soins à Domicile

12 rue Léon Jouhaux

59160 LOMME

 : 03.20.22.10.69

ssiad.lomme@orange.fr

CONVENTION

Entre :

D'UNE PART,

M

Adresse du cabinet :

Tel :


N° ADEL :

Adresse mail :

Infirmier(e) diplômé(e) d'état, agissant en son nom personnel,

D'AUTRE PART,

Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du Centre Communal d'Action Sociale,

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

Textes de référence :

- Loi 2002-2 du 2 janvier 2002, rénovant l'action sociale et médico-sociale.
- Code de la Santé Publique : articles R.4311-1 à R.4311-15 (actes et exercices de la profession d'infirmier) et R.4312-1 à R.4312-49 (règles déontologiques des infirmiers).
- Décret n°2004-613 du 25 juin 2004, relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services d'aide à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile.
- Circulaire DGAS/2 C n°2005-111 du 28 février 2005, relative aux conditions d'autorisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile.
- NGAP Nomenclature générale des actes professionnels en vigueur

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE


La présente convention a pour but de fixer les conditions dans lesquelles les deux parties collaborent aux soins dispensés aux bénéficiaires du Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) du Centre Communal d'Action Sociale de Lomme.

Les soins sont dispensés à des personnes âgées de 60 ans et plus, sur prescription médicale.

ARTICLE 1 – LIBRE CHOIX DU PATIENT

Pour tous les bénéficiaires pris en soins par le SSIAD du CCAS de Lomme, le service demande à l'intéressé(e), au moment de sa prise en soins, de choisir librement parmi les infirmiers libéraux signataires de la présente convention, celui ou celle qui lui dispensera les soins et sera identifié sur le dossier de prise en soins.

En cas de refus ou d'impossibilité d'exprimer un choix, le SSIAD peut faire appel à l'infirmier situé le plus près du domicile du demandeur.

 <p>CCAS Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	---

ARTICLE 2 – RESPONSABILITE DE L'INFIRMIER(E) CONCERNANT LES SOINS

L'infirmier libéral exerce son activité sous sa seule responsabilité et selon les seules directives du médecin prescripteur. Il ou elle utilise son propre matériel et son propre véhicule


L'infirmier ne sera en aucun cas responsable des actes des aides-soignants employés par le SSIAD

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE L'INFIRMIER

Par la présente convention, l'infirmier s'engage :

- à transmettre à l'infirmière coordinatrice du SSIAD et/ou au médecin traitant toutes les informations utiles (**changement de traitements, suspicion de maltraitance, maladies contagieuses, parasitoses...**) à une prise en soins satisfaisante de la personne accueillie par le service
- à **utiliser le dossier du SSIAD** (livret de liaison au domicile du patient), dans lequel il renseigne à minima les soins et transmissions ciblées
- à participer à des entretiens téléphoniques ou rencontres programmées de coordination du service, ayant pour objet l'évaluation de la situation du bénéficiaire concerné, et à l'établissement d'un plan de prise en soins (notamment pour la programmation des passages des aides-soignants)
- à respecter le règlement de fonctionnement et le projet de service du SSIAD

En cas de congés ou d'empêchement, l'infirmier s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires à son remplacement et à transmettre les coordonnées de son remplaçant. Ce dernier est alors investi de plein droit, des droits et obligations de l'infirmier remplacé.

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
--	---------------------------------	---

ARTICLE 4 – HONORAIRES

L'infirmier envoie le double de la prescription médicale et indique par écrit le nombre d'actes effectués auprès de chaque usager et leur cotation, selon la nomenclature des actes professionnels et frais accessoires y afférent. Il revêt ce relevé de sa signature

Les décomptes de prestation du mois sont à déposer sur le portail CHORUS au plus tard le 10 du mois suivant impérativement ainsi que le bordereau récapitulatif du mois. Les feuilles cerfa ne peuvent être utilisées pour des facturations hors de l'assurance maladie, donc les feuilles de facturation sont à éditer sur des feuilles blanches au nom et prénom du patient et avec les dates et les lettres clés et coefficients des actes de soins infirmiers selon la NGAP en vigueur.


Concernant les honoraires : en conformité avec les financements de l'ARS et par délibération du CA, le CCAS de LOMME a décidé la suspension du paiement des MCI. Les missions de coordination et de continuité des soins sont réalisées par l'IDEC du SSIAD.

Le CCAS s'engage, après réception des feuilles de soins et après contrôle, à procéder au règlement des honoraires dans les 45 jours

Les actes doivent être arrêtés au 31 décembre de chaque année. Le 30 janvier sera la date limite de réception par le SSIAD des relevés des actes pratiqués l'année précédente. Au-delà du 30 janvier, les relevés d'actes de soins non reçus au SSIAD ne seront pas rémunérés.

Afin d'éviter une double prise en charge et afin de favoriser la bonne gestion de la CPAM, le SSIAD s'engage à avertir immédiatement l'infirmier qu'un de ses patients est pris en soins par le service.

En contrepartie, l'infirmier s'engage à ne pas envoyer les honoraires de ce patient pour remboursement à l'organisme de sécurité sociale gestionnaire de cet assuré.

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

ARTICLE 5 – DUREE

La présente convention est conclue pour une année, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 6 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée, avec accusé de réception, par l'une ou l'autre des parties, dans le respect d'un préavis de trois mois.

Toutefois, la convention pourra être résiliée unilatéralement par la Commune en cas de non-respect par l'infirmier de ses engagements (cf. articles 2 et 3). La résiliation interviendra immédiatement après réception par l'infirmier d'une lettre recommandée avec accusé de réception, actant l'achèvement de la collaboration.

ARTICLE 7 – JURIDICTION DE REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention, la recherche d'une solution à l'amiable sera proposée avant de passer à une phase contentieuse, qui serait du ressort du Tribunal Administratif, situé 143 rue Jacquemarts Gielée à Lille.

Fait à LOMME, le

Nom et prénom de l'Infirmier (e).....

Signature :

Pour la commune de Lomme :

Olivier CAREMELLE

Président du CCAS

Signature :

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

Annexe 3

Politique de promotion de la bientraitance et de prévention de la maltraitance

S.S.I.A.D de Lomme
12 rue Léon Jouhaux
59160 Lomme
Tél : 03-20-22-10-69



La bientraitance est active, consciente, voulue, construite.

La bientraitance s'inscrit dans le cadre du projet de service et en lien avec les recommandations de l'ANESME dans une démarche qualité

La bientraitance est une culture du respect de la personne, de son entourage, de son environnement et de ses habitudes de vie. Le prendre soin fait sortir de son propre cadre pour entrer dans le cadre de l'autre par l'écoute, la parole, le toucher et le regard.

Le bien-être de la personne âgée est le bien-être de tous.

CHARTRE DE LA BIENTRAITANCE

1. Respecter la personne

- Vouvoyer la personne et l'appeler par son nom.
- Instaurer un lien de confiance.
- Remettre les choses à leur place.
- Respecter l'espace, les habitudes de vie, les lieux, la culture de la personne.

2. Développer un savoir-être.


- Se présenter par son nom et sa fonction.
- Signaler tout acte.
- Se mettre à la hauteur des personnes lorsque je lui parle.
- Avoir des gestes doux.
- Avoir un ton adapté.
- Sonner avant d'entrer.

3. Se rendre disponible à la personne.

- Etre à l'écoute de la personne.
- Adapter les horaires de passage selon les rendez-vous ou le passage d'autres intervenants et faire preuve de flexibilité.

4. Informer la personne.

- Offrir aux patients une prise en charge personnalisée adaptée à leur pathologie et leur expliquer.
- Proposer une information adaptée à leur souhait.

	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--------------------------	--

5.

Développer la communication verbale et non verbale avec la personne.

- Etablir la relation soignant-soigné équilibré.
- Créer un climat de confiance et de convivialité.
- Etre à l'écoute de la personne, attendre et comprendre les demandes.

6. Préserver l'intimité de la personne.

- Préserver la pudeur.
- Fermer la porte.
- Laisser les volets fermés – tirer les rideaux.
- Veillez au vis-à-vis des membres de la famille.
- Recouvrir les patients au fur et à mesure de la toilette.
- Ne pas banaliser la nudité.

7. Individualiser de prise en soins de la personne.

- Identifier les ressources de la personne pour améliorer la qualité des soins.
- Favoriser l'autonomie de la personne selon sa pathologie.
- Ne pas infantiliser le patient.

8. Assurer le confort et la sécurité de la personne.


- Recueillir et repérer les besoins des personnes prise en soins (la douleur, escarres, nutrition,...).
- Assurer de bonnes transmissions en équipe interdisciplinaire.
- Assurer l'hygiène et la sécurité des personnes prises en soins et de leur environnement.

9. Accompagner les proches.

- Soutenir l'aidant.
- Favoriser les liens et les échanges avec les proches et l'entourage du patient.

10. Accompagner le patient dans sa fin de vie.

- Agir contre la douleur (échelle de douleur).
- Effectuer les soins de confort.

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

Intitulé : Situation à risque de maltraitance Thème : Qualité	Date : 20/12/2024 N° Page : 1/4
--	--

1. Objet

Ce document a pour objet de décrire la conduite à tenir par le personnel soignant intervenant à domicile, auprès de la personne âgée ou de la personne handicapée, en cas de suspicion ou de constat d'une situation à risque.

2. Domaine d'application

Ce document s'applique à l'ensemble du personnel du Service de Soins Infirmiers A Domicile.

3. Description

3.1 Les différentes formes et typologies de maltraitance

- La maltraitance ainsi que les différentes catégories de maltraitance ont été définies en 1987 par le Conseil de l'Europe.
- La **maltraitance** est définie comme une « violence se caractérisant par tout acte ou omission commis par une personne, s'il porte atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle, psychique ou à la liberté d'une autre personne ou compromettant gravement le développement de sa personnalité et/ou nuit gravement à sa sécurité financière ».

On peut différencier :

- Les maltraitements par volonté délibérée de nuire.
- Les maltraitements par **omission** (*manque d'aide à la toilette, à la marche, au repas, privations de visites et non-respect de la vie privée*).
- La classification du Conseil de l'Europe identifie 7 catégories de maltraitance :
 1. **Les violences physiques** : coups, gifles, brûlures, contusions diverses, fractures, sévices sexuels, ...
 2. **Les violences psychologiques** : insultes, menaces de rejet ou de placement, chantage,
 3. **Les violences financières** : vol, extorsion de fonds, signature forcée, héritage anticipé, spoliations, ...
 4. **Les violences médicamenteuses** : abus de neuroleptiques, privation des médicaments nécessaires aux soins, ...
 5. **Les violences civiques** : privation des droits élémentaires de citoyen, privation des papiers d'identité.
 6. **Les négligences actives** : privation des aides indispensables à la vie quotidienne.
 7. **Les négligences passives** : manque d'égards, oubli, abandon, ...

Lorsqu'un de ces types de violence ou de négligence est constaté ou suspecté, on considère être face à une situation de maltraitance qui doit être signalée pour être traitée.

<p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale  Ville de Lomme</p>	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	--------------------------	---

Intitulé : Situation à risque de maltraitance Thème : Qualité	Date : 20/12/2024 N° Page : 2/4
--	--

3.2 Schéma de déroulement d'une prise en charge de repérage précoce de toute forme de maltraitance.

Etape 1 : Prise de contact.

- Souvent par téléphone, elle est effectuée par le patient lui-même, par l'assistante sociale, la famille, le médecin traitant, l'IDE libérale ou l'aide à domicile.
- Lors de ce premier contact, l'IDEC ou la secrétaire saisit sur informatique les données nécessaires à l'ouverture d'un dossier de pré-admission.
- Le dossier créé est placé sur liste d'attente.

Etape 2 : Visite de préadmission / étude de dossier de prise en charge


- L'IDEC se rend au domicile du patient pour une visite de pré-admission qui permettra une première approche relative aux besoins que nécessitera la prise en charge en matériel, en personnel et en fréquence.
- Durant cette visite :
 - Le degré d'autonomie est évalué (grille AGGIR remplie)
 - Évaluation de l'hygiène du patient et de ses conditions de vie, ainsi que de l'implication des aidants
 - Évaluation du matériel à prévoir (lève-malade, verticalisateur, lit médicalisé,)
- Suite à cette visite, le patient est pris en soins par le SSIAD ou non en fonction des places disponibles et de l'urgence de la situation.

☞ C'est lors de cette première visite que des situations à risque de maltraitance peuvent-être décelées.

Etape 3 : Prise en charge

- Les soins sont effectués par les aides-soignants du SSIAD
- Ces soins sont menés en parallèle avec la prise en soins réalisée par les autres intervenants à domicile (kinésithérapeute ; IDE libéraux ; aide à domicile ; ...)

☞ Pendant toute la durée de la prise en soins par les aides-soignants du SSIAD, des constats ou suspicions de faits de maltraitance peuvent se manifester.

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
---	---------------------------------	---

3.3 Que faire en cas de maltraitance ?

Les **articles 434-3 et 223-6 du Code Pénal** répriment le simple fait de connaître l'existence de faits de maltraitance, de les dissimuler, de ne pas les révéler ou encore s'abstenir de porter secours à la victime avant comme après la commission de tels actes.

Intitulé : Situation à risque de maltraitance
Thème : Qualité


Date : 20/12/2024
N° Page : 3/4

Faits de maltraitance avérés (chutes, traumatismes physiques, hématomes, aveux, ...)

- L'aide-soignant a connaissance d'actes de maltraitance
- En cas d'urgence vitale, alerter le SAMU
- Informer immédiatement l'IDEC, qui effectuera une traçabilité de cette alerte, à la fois dans le **tableau de suivi des alertes de maltraitance**, ainsi que dans les transmissions écrites.
- Compléter une fiche de **Remontée d'informations préoccupantes**, qui sera remise à l'IDEC dès que possible, afin qu'elle puisse compléter la troisième partie du formulaire et reporter les informations dans le **Tableau de suivi des alertes de maltraitance**
- Informer la famille, les proches et / ou les tuteurs de la situation de maltraitance constatée
- Alerter l'assistante sociale du réseau de soins gériatriques ou de l'assistante sociale du CCAS
- Echange avec les autres professionnels intervenant dans la prise en charge du patient.
- Signalement de l'événement à l'ARS par le directeur du pôle de gériatrie ou l'IDEC du SSIAD, utilisation d'une **Fiche de signalement à l'ARS**.

SIGNALEMENT A L'ARS

- Les informations relatives à un fait avéré de maltraitance doivent être adressées à l'ARS par le directeur du pôle de gériatrie ou l'IDEC, sous 48 heures (voire immédiatement pour les cas les plus graves) :
→ Numéro de téléphone : 03.62.72.77.77
→ Télécopie : 03.62.72.88.75
- En dehors des heures ouvrables, l'ARS peut être informée des situations exceptionnelles et dramatiques en appelant :
- du lundi au vendredi, de 18h à 08h30, le 06.82.63.85.81
- du vendredi au lundi, de 17h30 à 08h30, le 03.20.30.59.59
- Parallèlement à cette démarche d'information, contacter les interlocuteurs habituels au sein des services de l'ARS.
- De plus, une **Fiche de signalement à l'ARS** complétée doit être transmise par mail à l'ARS sous 48 heures à l'adresse électronique : ars-npdac-signal@ars.sante.fr

	PROJET DE SERVICE	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--------------------------	---

Rôle de l'assistante sociale :

L'assistante sociale est soit alertée par communication téléphonique, soit par courrier spécifique, avec accusé de réception.

L'assistante sociale saisie du signalement par le SSIAD évaluera la situation, puis établira un plan d'action spécifique au patient qui peut conduire jusqu'à une demande de protection judiciaire auprès du Juge, voire un signalement auprès du Procureur de la République.

Intitulé : Situation à risque de maltraitance
Thème : Qualité

Date : 20/12/2024

N° Page : 4/4

3.4 QUE FAIRE EN CAS DE SUSPICION DE MALTRAITANCE.


SUSPICION DE FAITS DE MALTRAITANCE (baisse de l'hygiène, repli sur soi, démences, ...)

- L'aide-soignant remarque l'apparition de signes qui l'amènent à suspecter une situation de maltraitance.
- Compléter une fiche de **Remontée d'informations préoccupantes**
- Informer le cadre de santé de l'IDEC ou au directeur du pôle gériatrique, et leur remettre dès que possible la fiche de remontée d'information préoccupantes remplie.
- Une traçabilité de cette alerte sera effectuée par l'IDEC du SSIAD, qui complètera la troisième partie du formulaire et reportera les informations dans le **Tableau de suivi des alertes de maltraitance**. De plus, une mention A SURVEILLER est notée dans les transmissions écrites.
- En cas d'apparition de nouveaux signes suspects, le cadre de santé prévient le médecin traitant et / ou le réseau de suivi de gériatrique et / ou l'IDEL
- Informer la famille, les proches, ou le tuteur des faits suspectés.
- Des actions de suivi comportant des objectifs peuvent être décidés et mises en place. Leur suivi sera réalisé dans le **Tableau de suivi des alertes de maltraitance**.

4. Documents liés

Remontée d'informations préoccupantes

Fiche de signalement à l'ARS

<p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale</p>  <p>Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--------------------------	--

Intitulé : Maltraitance par des professionnels
Thème : Qualité

Date : 23/05/2013
N° Page : 1/4

MALTRAITANCE PAR DES PROFESSIONNELS

Diffusion : à l'ensemble des professionnels du S.S.I.A.D, stagiaires aides-soignants, étudiants infirmiers.

Intitulé : Maltraitance par des professionnels
Thème : Qualité

Date : 23/05/2013
Code INSTQT002

Version : 01
N° Page : 2/2

SOMMAIRE :

- 1. Objet**
- 2. Domaine d'application**
- 3. Description de l'activité**
- 4. Documents**

1. Objet

Ce document a pour objectif de prévenir des situations à risques et de décrire la conduite à tenir par l'encadrement en cas de suspicion ou de constat d'une situation de maltraitance commise envers un patient par un professionnel intervenant à domicile.

2. Domaine d'application

Ce document s'applique à l'ensemble du personnel du Service de Soins Infirmiers A Domicile.

3. Description

3.1 Les différentes formes et typologies de maltraitance.

La maltraitance ainsi que les différentes catégories de maltraitance ont été définies en 1987 par le Conseil de l'Europe.

- La **maltraitance** est définie comme une « violence se caractérisant par tout acte ou omission commis par une personne, s'il porte atteinte à la vie, à l'intégrité corporelle, psychique ou à la liberté d'une autre personne ou compromettant gravement le développement de sa personnalité et/ou nuit gravement à sa sécurité financière ».

On peut différencier :

- les maltraitements par volonté délibérée de nuire.
- Les maltraitements par **omission** (*manque d'aide à la toilette, à la marche, au repas, privations de visites et non-respect de la vie privée*).

Les différentes pathologies de maltraitance selon ma nomenclature internationale sont exposées dans le document Situations à risque de maltraitance.

3.2 Indicateurs relatifs à un éventuel cas de maltraitance par un professionnel.

Certaines attitudes du professionnel peuvent évoquer une forme de maltraitance :

- Le professionnel semble fatigué ou stressé,
- Le professionnel semble trop intéressé ou pas assez.
- Le professionnel fait des reproches à la personne âgée pour des actes tels que l'incontinence.
- Le professionnel se montre agressif
- Le professionnel se montre agressif
- Le professionnel fait des reproches à la personne âgée comme un enfant ou de manière deshumanisante.
- Le professionnel ne veut pas que la personne âgée ait un entretien avec quiconque seule.
- Le professionnel est sur la défensive quand on l'interroge, il se montre hostile ou évasif.



Intitulé : **Maltraitance par des professionnels**

Date : **23/05/2013**

Version : **01**

Thème : **Qualité**

Code **INSTQT002**

N° Page : **3/4**

3.3 Que faire en cas de constat de maltraitance ?

- Les **articles 434-3 et 223-6 du Code Pénal** répriment le simple fait de connaître l'existence de faits de maltraitance, de les dissimuler, de ne pas les révéler ou encore de s'abstenir de porter secours à la victime avant comme après la commission de tels actes.
- Lorsque des faits pouvant conduire à des situations de maltraitance sont repérés, l'encadrement (Directeur de l'IDEC ou du S.S.I.A.D) effectue un rappel de la règle transgressée au professionnel concerné.

EN CAS DE MALTRAITANCE GRAVE, AVEREE OU SUPPOSEE

- Lorsqu'un fait de maltraitance est rapporté (directement par l'utilisateur lui-même), quatre principes de protection de l'utilisateur sont à mettre en place :
 - Eviter tout contact de la victime présumée avec le professionnel mis en cause.
 - En cas de maltraitance physique, les atteintes sont constatées immédiatement par un médecin.
 - Prévoir un temps de parole individuel avec l'utilisateur, voire un suivi psychologique de l'utilisateur.
 - Rassurer l'utilisateur dans ces droits et sensibiliser les autres professionnels accompagnant l'utilisateur à rétablir le lien de confiance dans les équipes.
- Les faits de maltraitance commis par les professionnels sont signalés par l'ARS et au Procureur de la République par le directeur du pôle gériatrique, ou l'IDEC du SSIAD.
- Une traçabilité des informations est effectuée dans le **Tableau de suivi des alertes de maltraitance.**
- De plus, si l'utilisateur fait l'objet d'une protection judiciaire, le magistrat concerné doit-être informé.

SIGNALEMENT A L'ARS

- Les informations relatives à un fait avéré de maltraitance doivent être adressées à l'ARS par le directeur du pôle gériatrique du SSIAD ou de l'IDEC, sous 48 heures (voire immédiatement pour les cas les plus graves) :
 - tel ARS
 - télécopie
- En dehors des heures ouvrables, l'ARS peut être informé des situations exceptionnelles et dramatiques en appelant :
 - du lundi au vendredi, de 18h à 08h30, le : 06.82.63.81
 - du vendredi au dimanche, de 17h30 à 08h30, le : 03.20.30.59.59
- Parallèlement à cette démarche d'information, contacter les interlocuteurs habituels au sein des services de l'ARS.
- De plus, une **Fiche de signalement à l'ARS** complétée doit être transmise par mail à l'ARS sous 48 heures à l'adresse : ars-npdc-signal@ars.sante.fr



Intitulé : Maltraitance par des professionnels

Date : 23/05/2013

Version : 01


Thème : Qualité

Code INSTQT002

N° Page : 4/4

3.4 Mise en place de mesures disciplinaires

- Les mesures disciplinaires qui seront prises doivent être proportionnelles à la gravité de l'acte, conformément aux règles juridiques en vigueur :
- Garantir la présomption d'innocence du professionnel mis en cause, devant les usagers et les autres professionnels
- Prévoir un entretien avec le professionnel concerné.
- Garder une trace écrite de l'action disciplinaire mise en œuvre pour un suivi disciplinaire potentiel.
- Veiller à éviter un renouvellement des faits en proposant un accompagnement spécifique au professionnel concerné.

<p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale</p>  <p>Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	--------------------------	--

Annexe 4

Accompagnement de fin de vie


Objectifs	Accompagner la personne et son entourage en respectant ses volontés
Pilote	Infirmière coordinatrice
Actions	<p>Mise en place de soins de confort</p> <p>Repérer la douleur (grille d'évaluation)</p> <p>Respecter les habitudes de vie, les choix de la personne</p> <p>Echanger avec la famille et son entourage</p> <p>Travailler avec le réseau de soins palliatifs</p> <p>Travailler en équipe pluridisciplinaire</p>
Moyens	<p>Favoriser les soins de confort</p> <p>Grille d'évaluation de la douleur</p> <p>Formation en soins palliatifs / fin de vie pour l'ensemble de l'équipe</p> <p>Echanges entre professionnels à formaliser</p> <p>Aide et supervision d'un psychologue pour l'équipe, qui peut être en souffrance et échanger sur les situations complexes de fin de vie</p> <p>Travail en binôme si besoin</p>
Echéancier	2025/2030 travail et réflexion en continu
Indicateurs	<p>Nombre de formations effectuées en soins palliatifs</p> <p>Partenariat avec les différents réseaux de soins palliatifs/HAD</p>

 <p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	---------------------------------	--

Annexe 4

Optimiser le parcours des patients du SSIAD

Objectifs	Adopter une approche globale et individualisée, en tenant compte des besoins spécifiques et des attentes du patient
Pilote	Infirmière coordinatrice
Actions	<p>Revoir organisation des réunion PPI et écriture des PPI</p> <p>Repérer l'épuisement de l'aidant avec différents outils comme la gille Zarit</p> <p>Apporter une information à l'aidant concernant les troubles du comportement qui contribuent à son épuisement et l'information sur le dispositif existant</p>
Moyens	<p>* Prévoir un temps spécifique pour les PPI présentation objectifs réajustement.</p> <p>Temps minimum d'une heure pour échanger en équipe</p> <p>Temps dédié pour les AS pour construction de PPI avec le patient à domicile et formaliser le document de façon informatisé</p> <p>Dans le projet personnalisé individuel, prendre en compte les difficultés de l'aidant et formaliser la grille de Zarit</p> <p>Recueillir les attentes et les besoins des patients et aussi des aidants</p> <p>Formation sur écoute communication et troubles cognitifs</p> <p>Travailler en partenariat avec les accueils de jour, les séjours de répit, la maison des aidants, France Alzheimer...</p> <p>Formations avec maison des aidants sur l'évaluation de la souffrance des aidants dans le maintien à domicile ou autre organisme</p> <p>Formation sur outils world pour les agents le nécessitant</p>
Echéancier	2025 – 2030 travail et réflexion en continu
Indicateurs	<p>Nombre de formations sur l'aide aux aidants</p> <p>Formation informatique</p> <p>Relevé des grilles d'évaluation sur l'épuisement des aidants</p> <p>Nombre de formation sur écoute communication troubles neurodégénératifs</p>


<p>C.C.A.S.</p> <p>Centre Communal d'Action Sociale</p> <p>Ville de Lomme</p> 	<p>PROJET DE SERVICE</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	---------------------------------	--

Annexe 4

Inscrire le ssiad dans les évolutions du territoire et de la société

Objectifs	<p>1/ Renforcer actions préventions et éducation à la santé</p> <p>2/S'engager dans la réforme des services autonomie</p>
Pilotes	<p>Infirmière coordinatrice</p> <p>Directeur CCAS</p>
Actions	<p>1/Réunion avec l'équipe pour déterminer les actions de prévention et d'éducation à prioriser dans les 5 ans</p> <p>Planning prévisionnel pour les formations actées en équipe</p> <p>2/ Poursuivre le travail avec organisme Stratéllys sur service autonomie</p> <p>Organiser des réunions avec Stratéllys le personnel du SSIAD</p> <p>Impliquer l'équipe dans la réforme et ces enjeux</p>
Moyens	<p>Formations autour de la chute de la dénutrition des escarres de l'isolement</p> <p>Formation sur les nouveaux actes des AS</p> <p>Accompagnement de l'organisme stratelys pour s'engager dans la réforme des services autonomie</p>
Echéancier	<p>2025/2030 travail et réflexion en continu avec directeur CCAS IDEC élus personnel de SSIAD</p> <p>Décembre 2025 Signature convention avec un SAD avec proposition d'un projet SAD mixte</p>
Indicateurs	<p>Nombre de formations effectuées sur prévention santé et éducation</p> <p>Formaliser service autonomie pour 2030</p>




 <p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
---	---	---

Règlement de Fonctionnement du Service de Soins Infirmiers à Domicile SSIAD de Lomme

Validé par le Conseil d'Administration le :

Durée de validité : 2025 - 2030

 <p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
---	---	---

Préambule


En vertu de l'article L 311-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) et du décret n°2004-613 du 21 octobre 2004, le présent règlement a pour objectif de définir les droits et devoirs des personnes accueillies et les modalités de fonctionnement du service.

Ces dispositions, qui visent à favoriser la qualité de la prise en soin seront mises en œuvre dans le respect des termes de la charte des droits et libertés de la personne accueillie.

 <p>C.C.A.S. Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
---	---	--

Sommaire

I. Présentation du service	p. 6
1. Statuts	
2. Horaires et situation	
3. Modalités d'admission et d'intervention	
4. Organisation du service	
II. Respect des textes règlementaires	p. 11
III. Admission au sein du service	p. 13
1. Documents à fournir	
2. Modalités administratives de la prise en soin	
3. Documents remis lors de l'admission	
IV. Déroulement et modalités de prise en soin	p. 15
1. Le Document Individuel de Prise en Charge (DIPC)	
2. Intervenants et prestations	
3. Suivi de l'accompagnement	
4. Règles d'hygiène, de sécurité et de confort	
5. Mesures en cas d'urgence et situations exceptionnelles	
V. Transmission des informations	p. 18
VI. Suspension ou fin de prise en soin.....	p.19
1. Suspension ou reprise	
2. Fin de la prise en soin	
VII. Modalités d'expression	p. 21
1. Evaluation de la qualité du service et de la satisfaction	
2. Contestations et réclamations	
VIII. Loi Léonetti	p. 22
IX. Prévention de la maltraitance	p. 23
X. Mesures en cas de non-respect du règlement de fonctionnement	p.24

	REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--	---

I. Présentation du service

1. Statuts

Le Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) de Lomme est géré par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la ville de Lomme, dont le Président est Mr Olivier CAREMELLE.

Le service a été autorisé par arrêté préfectoral, en date du 29 août 1991, pour délivrer, sur prescription médicale, des soins infirmiers au domicile des personnes âgées de plus de 60 ans, malades ou en perte d'autonomie.

2. Horaires et situation

Les bureaux du SSIAD sont ouverts du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h30. Ils sont situés au 30 rue Anne Delavaux, dans le Village des Aînés.

En dehors de ces horaires d'ouverture, un répondeur est à disposition pour laisser un message (tel : 03.20.22.10.69). Après avoir pris connaissance des informations ou demandes spécifiques, l'infirmière coordinatrice gèrera les événements en fonction des priorités.

En cas d'urgence médicale, l'usager est amené à appeler son médecin traitant et à suivre ses conseils. En cas d'urgence vitale, contacter le 15 (SAMU).

3. Modalités d'admission et d'intervention

A. Rôle et missions de la structure

Le SSIAD a pour mission d'assurer à domicile ou dans les établissements non médicalisés, sur prescription médicale, des soins infirmiers sous la forme de soins techniques ou de soins de base et relationnels.

Il favorise le maintien ou le retour à domicile, en préservant ou en améliorant l'autonomie de la personne.

Les valeurs du SSIAD sont principalement la cohésion de l'équipe ainsi que le respect de la dignité et du bien-être de l'usager.

Un parcours de soins individualisé : afin de permettre à l'usager de continuer à vivre chez lui en toute sérénité, le service met à disposition un ensemble de soins adaptés qui s'articulent autour de soins techniques infirmiers, d'hygiène et de confort. Ces soins sont dispensés par des aides-soignants diplômés salariés du SSIAD et par des infirmiers libéraux conventionnés avec le SSIAD.

B. Conditions d'admission

La demande de prise en soins peut être effectuée par le patient lui-même, la famille, le médecin, un centre hospitalier...

	<p align="center">REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--	--

Plusieurs conditions sont requises pour être admis dans le service :

- Résider sur la commune de Lomme
- Avoir une prescription médicale de demande de soins relevant de la compétence d'un SSIAD, les soins techniques étant assurés par un infirmier libéral
- Être âgé de plus de 60 ans, malade ou dépendant

Si le SSIAD a atteint le nombre de places autorisées ou que le niveau de dépendance des patients est très élevé (accompagnement en binôme des aides-soignants sur plusieurs tournées), la personne remplissant toutes les conditions peut être inscrite sur une liste d'attente.

C. Les interventions

Elles sont décidées par l'infirmière coordinatrice, après la visite d'évaluation, en fonction :

- du degré de dépendance de la personne prise en soin (GIR)
- des prescriptions médicales
- des besoins spécifiques du patient
- des possibilités du service

L'infirmière coordinatrice se réserve le droit de modifier le nombre, la durée et le contenu des interventions en fonction de l'évolution de l'état de santé du patient et peut imposer, dans l'intérêt de celui-ci la mise en place d'aides techniques (lit médicalisé, lève malade...).

Les interventions du soir, week-end et jours fériés sont réservées aux personnes dépendantes nécessitant des soins plus importants (Gir 1, 2 ou 3).


Les horaires du week-end peuvent être différents de ceux de la semaine.

Compte tenu des contraintes imposées par les déplacements à domicile et des priorités ponctuelles, il est impossible de respecter systématiquement les mêmes horaires de passage chaque jour.

Le service étant organisé par roulements, les horaires de passage et les aides-soignants peuvent varier. Les aides-soignants changent chaque semaine de tournée. A ce titre, aucune exigence exprimée par l'usager dans ces domaines ne pourra être retenue : l'équipe est composée de personnel féminin et masculin, qui sera susceptible d'intervenir à votre domicile. Vous êtes tenu(e) d'accueillir le personnel du service sans discrimination de sexe, d'âge ou d'origine.

Si le service doit utiliser des clés pour effectuer sa mission au domicile, il sera demandé la remise d'un trousseau, afin de permettre les interventions ou la mise en place d'un boîtier à l'entrée du domicile permet de faciliter l'intervention des différents intervenants.

Toute modification des coordonnées de la famille et des personnes à joindre doit être signalée au SSIAD.

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
--	---	---

Le personnel du SSIAD est tenu de respecter la dignité et l'intimité, la confidentialité des informations relatives aux patients ainsi que leurs convictions philosophiques, politiques et religieuses. Le personnel est soumis au secret professionnel et au devoir de discrétion. Les usagers du service sont tenus de respecter le personnel. Tout acte de violence ou de mise en danger sur un membre du personnel peut entraîner l'interruption de la prise en soin.

Les éventuelles réclamations des usagers doivent être adressées par courrier à l'infirmière coordinatrice.

Il est formellement interdit au personnel d'accepter des pourboires, gratifications, donations ou legs.

D/ les aides techniques

En cas de besoin d'aide technique spécifique (lit médicalisé, lève malade, chaise percée, téléalarme adaptation salle de bain pour les douches...), **le bénéficiaire ou son représentant s'engage à accepter cet équipement et son utilisation, nécessaire à la sécurité de la personne prise en charge et à celle du personnel du SSIAD.**

La décision d'aménagement de l'espace sera prise en concertation avec le patient, l'entourage et le service, et ce afin de sécuriser l'intervention et faciliter l'accompagnement à domicile.

Le service peut demander à l'ergothérapeute de faire une évaluation pour le bien-être et la sécurité de la personne et du personnel soignant

En cas de refus l'IDEC responsable du SSIAD pourra limiter voire suspendre la prise en charge du patient

4. Modalités d'admission et d'intervention

A. Une équipe pluridisciplinaire à votre service


L'équipe du SSIAD est composée de :

- . 1 infirmière coordinatrice
- . 1 secrétaire
- . 13 aides-soignants dont 1 aide-soignante principale

Des infirmiers libéraux, conventionnés avec le service, interviennent également au domicile de certains patients. Ces derniers gardent le libre choix de leur infirmier libéral, dans la mesure où celui-ci a signé une convention avec le SSIAD.

Afin de garantir la compétence et la technicité de notre équipe, les professionnels effectuent régulièrement des formations.

Des étudiants aides-soignants et infirmiers sont fréquemment accueillis au sein du service et sont encadrés par les aides-soignants.

	<p align="center">REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--	--

Rôle de l'infirmière coordinatrice :

- Évaluer les besoins du patient (dossier médical confidentiel)
- Effectuer une visite de préadmission
- Établir le Document Individuel de Prise en Charge (DIPEC) et le plan de soins en fonction des besoins des patients et en assurer le suivi
- Prononcer l'admission dans le service en collaboration avec le médecin traitant et selon la disponibilité des places
- Suivre les prises en soins
- Assurer la coordination du SSIAD avec les autres intervenants tels que les médecins, infirmiers libéraux, kinésithérapeutes, aides à domicile...
- Assurer la gestion du SSIAD
- Encadrer les aides-soignants
- Superviser l'encadrement des étudiants
- Garantir la sécurité du patient et du personnel

Rôle de l'aide-soignant :

L'aide-soignant, titulaire d'un diplôme d'état,

- Contribue à une prise en soins globale des patients, en liaison avec les autres intervenants au sein d'une équipe pluridisciplinaire, en collaboration et sous la responsabilité de l'infirmière coordinatrice, les soins visant à répondre aux besoins d'entretien et de continuité de la vie de la personne âgée et à compenser partiellement un manque ou une diminution d'autonomie de la personne (les aides-soignantes ne font pas de tâches ménagères au domicile de la personne)
- Encadre les stagiaires infirmiers et aides-soignants
- Assure les transmissions écrites dans le classeur de liaison, et orales si urgence, directement à la famille, au médecin traitant ou à l'infirmier libéral

Suivant la réglementation professionnelle, les aides-soignants ne doivent en aucun cas appliquer de pommades, collyres, ou effectuer des distillations auriculaires, ainsi que donner des médicaments sans avoir, dans le classeur de liaison, la prescription du médecin traitant ou l'accord de l'infirmière coordinatrice du service.

Les lavements et extractions de fécalomes relèvent du rôle infirmier, ainsi que les mesures de glycémie sur sang capillaire, les pansements stériles la pose de bande de contention les ECBU et coproculture

Rôle de la secrétaire :

- Assister l'infirmière coordinatrice dans la gestion administrative et budgétaire du SSIAD
- Accueillir et renseigner les patients et leurs familles

 <p>Centre Communal d'Action Sociale Ville de Lomme</p>	<p>REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX</p>
--	---	---

B. La prise en charge financière

Le financement du SSIAD est effectué par la caisse régionale d'assurance maladie, qui assure une prise en charge à 100 % de chaque patient, sans avance de frais de la part des bénéficiaires du service.

II. Respect des textes réglementaires

Le service s'engage à respecter les textes en vigueur et notamment :

Art. L. 311-3 du CASF

L'exercice des droits et libertés individuels est garanti à toute personne prise en charge par des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, lui sont assurés :

- 1- Le respect de sa dignité, de son intégrité, de sa vie privée, de son intimité et de sa sécurité
- 2- Sous réserve des pouvoirs reconnus à l'autorité judiciaire et des nécessités liées à la protection des mineurs en danger et des majeurs protégés, le libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à domicile, soit dans le cadre d'une admission au sein d'un établissement de santé
- 3- Une prise en charge et un accompagnement individualisé de qualité favorisant son développement, son autonomie et son insertion, adaptés à son âge et à ses besoins, respectant son consentement éclairé, qui doit systématiquement être recherché lorsque la personne est apte à exprimer sa volonté et à participer à la décision. A défaut, le consentement de son représentant légal doit être recherché
- 4- La confidentialité des informations la concernant
- 5- L'accès à toute information ou document relatif à sa prise en charge, sauf dispositions législatives contraires
- 6- Une information sur ses droits fondamentaux et les protections particulières légales et contractuelles dont elle bénéficie, ainsi que sur les voies de recours à sa disposition
- 7- La participation directe ou avec l'aide de son représentant légal à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne

NB : des réunions de synthèse sont réalisées dans le cadre des Projets Personnels Individualisés (PPI) en sollicitant le patient et sa famille, afin d'assurer une continuité des soins optimale.

Ces PPI définissent les objectifs et la nature de l'accompagnement dans le respect des principes déontologiques et éthiques et des recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'Agence Nationale de l'Evaluation et de la qualité des Etablissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (ANESM).

L'ensemble des professionnels est disponible et attentif aux situations individuelles de chaque usager. Un professionnel est désigné comme référent de la personne prise en soin pour la mise en œuvre du projet.

	REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--	---

Art. L. 311-4 du CASF

Afin de garantir l'exercice effectif des droits mentionnés à l'article L.311-3 et notamment de prévenir tout risque de maltraitance, lors de son accueil dans un établissement ou dans un service social ou médico-social, il est remis à la personne ou à son représentant légal un livret d'accueil auquel sont annexés :

- Une charte des droits et libertés de la personne accueillie (arrêté du 8/09/2003, article L311-4 du code de l'action sociale et des familles)
- Le règlement de fonctionnement défini à l'article L. 311-7

Un document individuel de prise en charge est élaboré avec la participation de la personne accueillie ou de son représentant légal. Ce document définit les objectifs et la nature de la prise en charge ou de l'accompagnement dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles et du projet de service. Il détaille la liste et la nature des prestations.

III. Admission au sein du service

1. Documents à fournir

Afin d'assurer la prise en soin, les documents et informations à fournir sont les suivants :

- La prescription médicale délivrée par le médecin traitant
- L'attestation de droits
- Les coordonnées des membres de la famille et de l'entourage à prévenir en cas de nécessité. Une personne référente de l'usager, désignée par ce dernier, est souhaitable
- Les coordonnées du médecin traitant
- Le traitement en cours

La personne prise en soin ou son entourage s'engage à actualiser les documents et à informer par écrit le service en cas de modifications des informations communiquées

2. Modalités administratives de la prise en soin

Le SSIAD est financé par dotation globale fixée annuellement par l'Agence Régionale de Santé et versée par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

La prise en soin est réalisée sur prescription médicale.

Les prestations sont intégralement financées par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie.

Les soins prodigués par les infirmiers libéraux conventionnés (obligatoirement) avec le service sont pris en charge par le SSIAD.

Les IDE envoient leurs factures au SSIAD avec les prescriptions médicales.

Les autres honoraires médicaux et paramédicaux, les examens de laboratoire, les frais pharmaceutiques, le matériel et les fournitures médicalisés sont à la charge du bénéficiaire.

	REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--	---

L'admission est également subordonnée à la constitution d'un dossier administratif et d'un dossier de soins.

Le dossier de soins consigne toutes les informations utiles à l'élaboration du PAP et à son évolution dans le temps.

Les données d'ordre médical sont protégées par le secret médical. Les autres données sont soumises au secret professionnel auquel est tenu l'ensemble du personnel.

Toute personne accueillie peut, par l'intermédiaire des autorités ou personnes habilitées (médecin, infirmière coordinatrice), exercer son droit d'accès, d'opposition et de rectification des informations la concernant.

3. Les documents remis lors de l'admission

Lors de l'admission au sein du SSIAD, chaque nouvelle personne prise en soin ou son représentant reçoit en mains propres :

- Le livret d'accueil
- Le règlement de fonctionnement
- La charte des droits et libertés de la personne accueillie
- Le Document Individuel de Prise en Charge (DIPC)

IV. Déroulement et modalités de prise en soin

1. Le Document Individuel de Prise en Charge (DIPC)

Ce document est établi par l'infirmière coordinatrice, avec la participation du bénéficiaire (ou son représentant légal), lors de l'admission. Il est remis le premier jour de la prise en soin.

Il définit les objectifs et la nature de prise en soin dans le respect des principes déontologiques et éthiques ainsi que des recommandations des bonnes pratiques professionnelles.

Le DIPC est signé par l'infirmière coordinatrice et par le bénéficiaire (ou son représentant).

2. Intervenants et prestations

Le SSIAD assure, sur prescription médicale, des prestations de soins infirmiers sous la forme de soins techniques ou de soins de base et relationnels.

Les soins infirmiers techniques ne peuvent être effectués que par des infirmiers libéraux ayant passé une convention avec le SSIAD.

	REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--	---

Les soins de base sont définis comme les soins d'entretien et de continuité de la vie, c'est-à-dire l'ensemble des « interventions qui visent à compenser partiellement ou totalement les incapacités fonctionnelles, afin de maintenir ses fonctions vitales et de lui permettre de recouvrer de l'autonomie ». Ces soins tiennent compte des habitudes de vie, des coutumes et valeurs du bénéficiaire.

Le SSIAD effectue également un travail de coordination des soins, notamment avec les médecins traitants et les autres professionnels de santé et contribue à l'éducation et à la prévention en matière de santé.

Dès que le médecin traitant prescrit des actes de soins infirmiers techniques (injections, pansements, prélèvements...), l'utilisateur, son représentant ou l'infirmier libéral doivent prévenir le SSIAD immédiatement.

3. Suivi de l'accompagnement

Une visite annuelle à domicile est réalisée par l'infirmière coordinatrice.

D'autres visites sont effectuées selon vos besoins en cas d'évolution de votre situation, qui pourrait nécessiter une modification de l'accompagnement ou en cas de réclamation.

Un classeur de liaison est mis à disposition au domicile de l'utilisateur afin de favoriser la coordination entre tous les intervenants (aides-soignants, infirmiers libéraux, médecins, kinésithérapeutes, aide-ménagères...). Toute personne amenée à le consulter s'engage à la confidentialité de son contenu.


4. Règles d'hygiène, de sécurité et de confort

Le respect des droits et libertés de chacun implique une attitude réciproque de politesse et de courtoisie tant de la part de l'intervenant que de l'utilisateur et de son entourage. Les prestations doivent se dérouler dans un climat de confiance mutuelle.

Le personnel diplômé du SSIAD se présentera dans une tenue correcte, respectant les recommandations professionnelles relatives aux règles d'hygiène des soins à domicile.

Les intervenants et les personnes soignées doivent, les uns et les autres, tout mettre en œuvre pour assurer la sécurité de chacun lors des interventions et des déplacements.

Tout animal, potentiellement dangereux, doit être tenu à l'écart, afin de permettre l'intervention du service. Si tel n'est pas le cas, le salarié est autorisé par la direction à ne pas intervenir jusqu'à la régularisation de la situation.

	REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--	---

Le bénéficiaire s'engage à satisfaire les demandes du service de mise en place d'aides techniques, pour que celui-ci puisse continuer d'intervenir dans des conditions garantissant sa sécurité et celle du professionnel. (Lit médicalisé, lève malade, verticalisateur, barres d'appui rampes aménagement de la douche...). Concernant les contentions à domicile, celles-ci relèvent d'une prescription médicale signée par le médecin notifiant le type de contention et la durée.

Il est tenu de mettre à disposition des intervenants le matériel nécessaire à l'intervention.

En cas de difficultés de mobilité ou d'accessibilité, le bénéficiaire ou son représentant a la possibilité de remettre le double de ses clés au service ou un boîtier à l'entrée de son domicile, contre décharge

5. Vidéosurveillance

Dans le cadre du respect de :

- La vie privée des usagers
- La confidentialité
- Du droit à l'image du personnel soignant

Le personnel du SSIAD peut refuser d'assurer les soins lorsqu'un système de vidéosurveillance installé au domicile de l'usager est actif sans en avoir été averti Dans ce cadre, l'équipe demandera à l'usager d'éteindre le dispositif ou de le couvrir pendant les soins.

Cette décision est appuyée par les textes de références suivants :

- article 9 du Code Civil, relatif à la protection de la vie privée,
- article 226-1 du Code Pénal, relatif à l'enregistrement de l'image d'une personne à son insu dans un lieu privé.


6. Mesures en cas d'urgence et situations exceptionnelles

Le bénéficiaire ou son représentant autorise le personnel du SSIAD à appeler le médecin traitant (ou le médecin de garde) ou le SAMU en cas d'urgence. Dans tous les cas, le service s'engage à prévenir, dans les meilleurs délais, la famille ou l'entourage de la personne.

En cas d'urgence ou d'obligation médicale, le service pourra être amené à transmettre des informations concernant le bénéficiaire à d'autres organismes médicaux.

En cas de forte chaleur, le SSIAD applique les consignes du plan canicule mises en place par l'ARS.

En cas de maladies infectieuses, d'effets de l'environnement sur la santé, de risques d'origine professionnelle, de maladies chroniques, de traumatismes, et de risques internationaux et tropicaux, le SSIAD applique les consignes promulguées par l'Institut de Veille Sanitaire (InVS).

	<p align="center">REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--	--

V. Transmission des informations

La gestion des dossiers patients est assurée par un logiciel informatique : Microsoins.

Un classeur de liaison est disponible au domicile du patient et peut être utilisé par les différents intervenants à domicile et par la famille.

Il est à noter que le bénéficiaire peut demander à accéder à tout ou partie de son dossier. La demande doit être faite par écrit, accompagnée de toute pièce justificative de l'identité du demandeur (copie de la carte d'identité, passeport).

La communication peut s'effectuer sur place ou par envoi de la copie des pièces du dossier en fonction du choix du demandeur. Pour la consultation sur place, le demandeur sera accompagné par l'infirmière coordinatrice.

VI. Suspension ou fin de prise en soin

1. Suspension ou reprise

En cas d'hospitalisation inférieure ou égale à 30 jours de la personne prise en soin, sa place au SSIAD est conservée. Si suite à cette hospitalisation, le traitement est modifié, le service doit impérativement être destinataire de la nouvelle prescription détaillée.

En cas d'hospitalisation supérieure à 30 jours, la sortie définitive du SSIAD est prononcée. La reprise des prestations se fera en fonction des places disponibles et nécessitera une nouvelle demande d'admission, ainsi qu'une évaluation des besoins de la personne.


En cas d'absence pour convenances personnelles de plus de 30 jours, la reprise des prestations se fera en fonction des places disponibles.

Dans ce cas, et pour faciliter l'organisation, l'infirmière coordinatrice devra être informé de la date prévisionnelle de retour à domicile. A cette occasion, il sera vérifié si l'état de la personne est compatible avec les moyens humains et organisationnels d'intervention dont dispose le service.

2. Fin de la prise en soin

Le service n'a pas de limite dans le temps. Cependant, la fin de prise en soin peut être définie par :

- . Le médecin traitant
- . Le médecin conseil du régime d'assurance maladie
- . Le patient et sa famille
- . L'infirmière coordinatrice peut interrompre la prise en charge sous condition d'un préavis de 15 jours (sauf cas de force majeure) pour les raisons suivantes :
 - . Non-respect du règlement de fonctionnement
 - . Retour à l'autonomie du patient ou amélioration de l'état de santé, relevant alors d'un relais auxiliaire de vie et non d'une aide-soignante
 - . Aggravation de l'état de santé du patient, nécessitant des soins techniques et complexes, dépassant les capacités financières du SSIAD.

	REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
---	--	---

- . Refus du patient ou de la famille de transmettre les informations demandées pour le suivi des soins
- . Refus de la mise en place de matériel nécessaire demandé ou recommandé par IDEC ou ergothérapeute pour la réalisation des soins dans des conditions de confort et de sécurité pour le patient et le soignant
- . Refus d'éloigner les animaux lors des soins à la demande du soignant
- . Inaccessibilité au logement
- . Dégradation significative de la relation entre le personnel, le patient et son entourage, avec un manque de respect incompatible pour une prise en soin efficace
- . Refus de s'abstenir de fumer lors de la réalisation des soins (loi Evin du 10/01/91).

VII. Modalités d'expression

1. Evaluation de la qualité du service et de la satisfaction

Le service est engagé dans une démarche d'évaluation des soins qu'il délivre.

La thématique de l'expression et de la participation des usagers répond à l'une des priorités de la loi 2002-2, rénovant l'action sociale et médico-sociale.


Afin d'associer les bénéficiaires au fonctionnement du service, des enquêtes de satisfaction annuelles sont réalisées. Cela permet de recueillir l'avis et les suggestions sur les relations avec le service et sur la qualité des interventions des soignants.

2. Contestations et réclamations

Les éventuelles réclamations des usagers doivent être adressées à l'infirmière coordinatrice oralement et par écrit.

Tout incident, énoncé d'une plainte ou conflit, fera l'objet d'un enregistrement, sera traité attentivement, et donnera lieu à une réponse. Des actions d'amélioration seront envisagées.

Un cahier d'évènements indésirables est à disposition du personnel au sein du SSIAD et peut être rempli par les aides-soignants en cas de violence, d'harcèlement ou d'un quelconque autre incident provenant de la part des personnes prises en soin. Tout évènement indésirable constaté par le personnel, par la personne prise en soin ou son représentant, sera consigné dans ce cahier. L'infirmière coordinatrice prendra les mesures nécessaires, selon le degré de gravité de l'évènement.

	<p align="center">REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--	--

VIII. Loi Léonetti

Les 5 principes fondamentaux de la loi :

La loi maintient l'interdit fondamental de donner délibérément la mort à autrui.

En revanche, elle énonce l'interdiction de l'obstination déraisonnable (L. 110-5 CSP alinéa 2). Est considéré comme déraisonnable l'administration d'actes « inutiles, disproportionnés ou n'ayant d'autre effet que le seul maintien artificiel de la vie ».

Le respect de la volonté des patients : l'appréciation du caractère « déraisonnable » est le fait du patient, s'il est en état d'exprimer sa volonté. Sinon, c'est le médecin qui prend la décision, après avoir recherché quelle pouvait être la volonté du patient (existence de directives anticipées, consultation de la personne de confiance, de la famille) et après avoir respecté une procédure collégiale.

La préservation de la dignité des patients dans l'obligation de leur dispenser des soins palliatifs : lorsque les traitements, considérés comme de l'obstination déraisonnable, sont arrêtés ou limités, la loi fait obligation au médecin de soulager la douleur, de respecter la dignité du patient et d'accompagner ses proches.

La protection des différents acteurs est assurée par la traçabilité des procédures suivies.

L'usager détient la possibilité de faire une déclaration écrite appelée « directives anticipées », afin de préciser ses souhaits quant à la fin de vie, prévoyant ainsi le cas où il ne serait plus, à ce moment-là, en capacité d'exprimer sa volonté.

Ce document permet aux médecins de prendre leurs décisions médicales en respectant les choix du patient.


Ces directives anticipées seront confiées à la personne choisie, désignée librement par l'usager. Cette dernière peut être votre personne de confiance, c'est-à-dire que, selon l'Article L1111-6 du code de santé publique, « toute personne majeure peut désigner une personne de confiance qui peut être un parent, un proche ou le médecin traitant, et qui sera consultée au cas où elle-même serait hors d'état d'exprimer sa volonté et de recevoir l'information nécessaire à cette fin. Cette désignation est faite par écrit. Elle est révocable à tout moment. Si le malade le souhaite, la personne de confiance l'accompagne dans ses démarches et assiste aux entretiens médicaux afin de l'aider dans ses décisions ».

IX. Prévention de la maltraitance

Afin de garantir l'exercice effectif des droits du patient et notamment de prévenir tout risque de maltraitance, il lui est remis (où à son représentant légal) un livret d'accueil auquel est annexé la charte des droits et libertés de la personne accueillie et le présent règlement de fonctionnement.

Tout acte de violence sur un patient, qu'il soit le fait d'un professionnel du service ou d'un proche de celui-ci, est passible de condamnations pénales.

Le service veillera à prévenir et à être vigilant quant à la survenance de tels actes commis par ses salariés. Il assurera à cet égard un suivi des interventions et prendra les sanctions adéquates.

	<p align="center">REGLEMENT DE FONCTIONNEMENT SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
---	--	--

En cas de situation de maltraitance d'un patient par son entourage, les intervenants ou l'infirmière coordinatrice du service peuvent, dans le cadre de la législation en vigueur, être amenés à saisir les autorités publiques. Le service s'engage à soutenir ces démarches quand elles sont justifiées et à accompagner les professionnels concernés.

L'infirmière coordinatrice du service donnera les suites appropriées à tout acte éventuel de maltraitance physique, psychique ou morale, matérielle ou financière, ou tout acte de négligence active ou passive dont elle pourrait avoir connaissance.

Toute l'équipe du SSIAD est sensibilisé à la maltraitance et a suivi une formation humanitude. Le service s'engage à favoriser l'accès de ses professionnels à des formations.

X. Mesures en cas de non-respect du règlement de fonctionnement

En cas de non-respect des obligations et devoirs découlant du présent règlement de fonctionnement, des mesures peuvent être prises. Elles peuvent aller du courrier d'avertissement à l'exclusion du service.

Ce document est revu périodiquement et dans un délai maximum de 5 ans.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Livret d'accueil SSIAD de Lomme

Validé par le Conseil d'Administration le :

Durée de validité : 2025-2030

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Bienvenue

Madame, Monsieur,

Vous avez choisi notre service pour vous aider et vous accompagner dans la réalisation de soins d'hygiène et de confort à domicile.

Ce livret d'accueil est destiné à vous informer sur les missions, l'organisation et le fonctionnement du service.

Mr Caremelle, Président du CCAS de Lomme et l'équipe du SSIAD, s'engagent à vous apporter un accompagnement personnalisé et de qualité pour répondre au mieux à vos besoins.

Nous vous remercions de votre confiance.

M. Olivier CAREMELLE,
Président du CCAS de Lomme,
Maire Lomme

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

I. HISTORIQUE

Le service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) de Lomme a été créé en 1991 pour accompagner 40 patients. Progressivement, le SSIAD a augmenté sa capacité, il peut aujourd'hui répondre à la demande de prise en soin de 60 personnes, habitant sur la commune de Lomme, situé au 30 rue Anne Delavaux.

Ce service est géré par le Centre Communal d'Action Sociale, dont le Président est Monsieur Caremelle Olivier

II. PUBLIC ACCUEILLI ET OBJECTIFS DE LA PRISE EN SOIN

Le SSIAD est sous tutelle de l'ARS :

Agence Régionale de Santé Hauts de France, 556 avenue Willy Brandt, 59777 Euralille (tel : 0809 402 032).

Il a pour vocation :

- de contribuer au maintien à domicile
- d'éviter l'hospitalisation lors de la phase aiguë d'une affection pouvant être traitée à domicile
- de faciliter le retour au domicile à la suite d'une hospitalisation
- de prévenir ou retarder l'aggravation de l'état des personnes et leur admission dans les services de long séjour ou dans les établissements d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes.

Décret n°2004/613 du 25 juin 2004

Relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des services de soins infirmiers à domicile, des services d'aide et d'accompagnement à domicile et des services polyvalents d'aide et de soins à domicile.

Le décret 2004/613 du 25 juin 2004 met à jour la typologie des personnes susceptibles d'être prises en soins par le SSIAD :

- a. Les personnes âgées de soixante et plus, malades ou dépendantes,
- b. Les personnes adultes de moins de soixante ans présentant un handicap,
- c. Les personnes adultes de moins de soixante ans atteintes de pathologie chronique, mentionnées au 7° du 1 de l'article L.312-1 du code de l'action

sociale et des familles ou représentant une affection mentionnée aux 3° et 4° de l'article L.322-3 du code de la sécurité sociale.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

NB :

Le SSIAD de Lomme n'est agréé que pour les personnes relevant de l'article « a », c'est-à-dire les personnes âgées de soixante ans et plus, malades ou dépendantes.

Engagement Qualité du SSIAD

Le service de soins s'engage :

- à mettre en œuvre une action commune et harmonisée de soutien dans le respect des personnes admises
- à garantir à la personne âgée l'accès à des soins de qualité par un personnel qualifié
- à développer une politique de qualité de vie et à favoriser l'intervention de tous les partenaires sociaux et les familles, pour optimiser le maintien au domicile dans le respect de la dignité de la personne prise en soin
- à respecter la Charte des Droits et Libertés de la personne âgée dépendante (annexe 1)
- à mettre en place un questionnaire de satisfaction

Adaptation aux besoins

Le SSIAD s'engage à apporter des réponses évolutives aux besoins des personnes âgées en fonction de leur état de santé, afin de préserver au maximum leur autonomie.

L'implication de l'entourage est fondamentale dans la réussite et un maintien à domicile de qualité.

Le séjour

Principales prestations et conditions de facturation

Prestations proposées par le SSIAD

Les aides-soignantes du service dispensent, sur prescription médicale des soins d'hygiène et de confort ainsi qu'un accompagnement aux actes essentiels de la vie.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Prestations extérieures

Ce sont les soins paramédicaux assurés par les infirmiers libéraux.

Le patient garde le libre choix des infirmiers libéraux dans la limite où ceux-ci ont signé une convention avec le SSIAD. Les modalités de fonctionnement de ces prestations figurent dans le règlement de fonctionnement et sont reprises dans le document individuel de prise en charge. Les prestations ont pour objectif d'être les plus adaptées possibles à vos besoins et d'être évolutives.

Conditions de facturation des prestations

Le forfait soins est intégralement pris en charge par la caisse primaire d'assurance maladie et recouvre les soins dispensés par les aides-soignant(e)s du service ainsi que les soins dispensés par les infirmiers libéraux, après accord du SSIAD ; le forfait ne comprend pas l'équipement et le matériel nécessaire aux soins

Partenariat

Le SSIAD travaille en collaboration avec :

- le CCAS de Lomme
- la Maison des Séniors
- les médecins, les professionnels médicaux et paramédicaux
- les services d'aide à domicile
- le DAC
- HAD

Modalités de prise en soin

1. Qui fait la demande ?

- la personne âgée elle-même ou sa famille
- un infirmier libéral
- les assistantes sociales des différents hôpitaux
- le médecin traitant
- le CCAS, le CLIC...

Cette demande est généralement effectuée par téléphone. Lors de cet appel téléphonique, un rendez-vous à votre domicile est fixé par l'infirmière coordinatrice ou la secrétaire, en fonction des places disponibles (visite de pré-admission).

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

2. Quelles sont les conditions ?

Vous devez :

- être âgé de 60 ans ou plus
- résider sur la ville de Lomme

La prise en soins devient effective :

- en fonction des places disponibles au SSIAD.
- après la visite d'évaluation de vos besoins et de votre état de dépendance, défini par la grille AGGIR, réalisée à votre domicile par l'infirmière coordinatrice afin de formaliser les modalités d'intervention après consentement de votre part (ou celui de votre représentant légal).
- à la transmission des pièces administratives (prescription médicale et attestation d'ouverture des droits à la Sécurité Sociale.

Sur la base de ces critères, ne seront pas admis au SSIAD :

- les patients présentant une perte légère d'autonomie ne nécessitant que l'intervention d'une aide à domicile et non d'un soignant
- les patients dont l'état de santé relève d'une HAD (Hospitalisation A Domicile)
- les patients résidant en dehors de la zone d'intervention du SSIAD.

III. MODALITES DE PRISE EN SOIN

• Visite de pré-admission

Votre admission sera précédée obligatoirement d'une visite de pré-admission réalisée à votre domicile par l'infirmière coordinatrice, accompagnée d'un(e) aide-soignant(e), et en présence de votre famille.

L'infirmière coordinatrice évalue vos besoins et votre état de dépendance défini par la grille AGGIR. Elle établit le projet de soins individualisé en lien avec vous-même, votre entourage et votre médecin traitant.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

- **Où intervenons-nous ?**

Le SSIAD intervient au domicile du patient ou au substitut du domicile (résidence autonomie) et ce uniquement sur la commune de Lomme.

- **Quand intervenons-nous ?**

Lorsque la visite de pré-admission a été effectuée et que vous avez remis au service le document de prise en charge (formulaire CPAM) complété et signé par votre médecin traitant et votre attestation de sécurité sociale

Le passage à votre domicile pourra alors être programmé :

- Au minimum, 3 fois par semaine le matin, excepté les jours fériés
- Au maximum, 14 fois par semaine : 7/7j, matin et soir, y compris les dimanches et jours fériés

Le rythme de passage défini à l'admission pourra être augmenté ou diminué sur avis de votre médecin traitant et de l'infirmière coordinatrice en fonction de l'évolution de votre état de santé.

Les tournées des aides-soignants sont élaborées à la semaine et réajustées quotidiennement en fonction de vos besoins et des mouvements (entrées, hospitalisation...). De ce fait, les aides-soignants n'ont pas de tournée attitrée.

Dans le cadre de la prise en soins d'une personne présentant une pathologie lourde ou lors d'une situation difficile, l'aide-soignant peut être amené à travailler en binôme et en coordination avec les intervenants libéraux (infirmiers) ou service d'aide à domicile (auxiliaires de vie).

- **Prévention**

Le service s'engage à mettre en place des actions de prévention et à apporter une information au patient ainsi qu'à son entourage sur les gestes à adopter ou sur le matériel nécessaire pour réaliser cette prévention.

Les aides-soignants réalisent une éducation du patient et de son entourage. L'intervention de l'Infirmière Coordinatrice se fera à chaque fois que cela est nécessaire.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

IV. PRESENTATION DU SERVICE ET ORGANIGRAMME

Le service de soins infirmiers à domicile est rattaché au Centre Communal d'Action Sociale de la ville de Lomme, et n'intervient que sur la commune. La capacité du SSIAD est de 60 places. Son équipe est composée :

- D'une infirmière coordinatrice
- De 13 aides-soignants(e)s
- D'une secrétaire
-

Nos bureaux sont situés au 30 rue Anne Delavaux à Lomme.

1. Horaires d'ouverture des bureaux :

Du lundi au vendredi

De 8h30 à 12h30,

De 13h15 à 17h15

L'accueil téléphonique est assuré durant ces périodes.

En dehors de celles-ci, un répondeur téléphonique est à votre disposition pour d'éventuels messages.

2. Horaires des soins :

Les soins sont assurés par les aides-soignants du SSIAD du lundi au dimanche, y compris les jours fériés :

- **Le matin de 7h à 12h**
- **L'après-midi de 13h00 à 17h30 ou 14h à 17h30**

Aucun horaire précis ne peut être garanti.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

3. Organigramme :

- Président du CCAS de Lomme,
Maire de la ville de Lomme : Mr CAREMELLE Olivier
- Directeur du CCAS de Lomme : Mr Ndiaye Birame
- Infirmière Coordinatrice : Mme SIX Laurence
- Secrétaire : Mme CHARROUTI Coralie
- Aide-soignante principale : Mme DACY Sandra
- Aides-Soignants : 13 aides-soignants

V. CONDITIONS D'ARRET OU D'INTERRUPTION DE VOTRE PRISE EN SOIN

Votre prise en soins peut être suspendue en cas :

- D'absence à votre domicile (exemple : vacances)
- D'hospitalisation (plus d'un mois d'hospitalisation)

Lors du retour à votre domicile, vous ou votre famille **devez prévenir le SSIAD** dans les meilleurs délais afin de pouvoir organiser votre reprise en soins.

La fin de votre prise en soins est organisée en lien avec vous-même, votre médecin traitant et votre famille. Elle peut survenir :

- À votre demande
- En cas d'hospitalisation de plus d'un mois
- En cas d'un retour à l'autonomie
- En cas d'aggravation de votre état de santé nécessitant des **soins techniques dépassant les possibilités du service**
- En cas de refus de soins de votre part

En cas de non-respect des conditions nécessaires à votre hygiène et votre sécurité. Par exemple en ce qui concerne l'équipement, l'accessibilité au logement nécessaire à l'équipe soignante.

En cas de refus de mettre à disposition le matériel médical adéquat préconisé par l'IDEC ou l'ergothérapeute pour la prise en soins de la personne.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

- Le refus d'attacher votre animal, malgré les actions de conseils et d'informations conduites par le SSIAD, pour prodiguer des soins répondant aux critères de qualités, de confort et de sécurité auxquels il s'est engagé.

Vous êtes alors orienté vers le circuit de soins approprié à votre situation.

VI. CONFIDENTIALITE ET ACCES A L'INFORMATION

Les données concernant la personne font l'objet d'un traitement automatisé dans les conditions fixées par la loi n°78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (modifiée par la loi relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnelle du 06 août 2004).

Les données sont protégées par le secret professionnel auquel est tenu l'ensemble du personnel soignant ainsi que le personnel administratif du service des soins à domicile.

Le droit d'accès et de rectification des données s'exerce auprès ou par l'intermédiaire du médecin habituel pour les données protégées par le secret médical.

VII. PERSONNE QUALIFIEE

En cas d'insatisfaction sur les modalités d'instruction des réclamations, litiges ou conflits, les usagers peuvent faire appel à une « personne qualifiée » figurant sur la liste établie conjointement par le directeur général de l'Agence Régionale de Santé et le président du Conseil Départemental du Nord (annexe 2).

La personne qualifiée est susceptible d'intervenir en tant que médiateur dans le traitement des litiges et contentieux.

VIII. PREVENTION DE LA VIOLENCE ET DE LA MALTRAITANCE

Tout acte de violence sur un patient, qu'il soit le fait d'un professionnel du service ou d'un proche de celui-ci, est passible de condamnations pénales.

L'Infirmière Coordinatrice de la structure donnera les suites appropriées à tout acte éventuel de maltraitance psychique ou morale, matérielle et financière, de négligence active ou passive dont elle pourrait avoir connaissance.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Les personnels ont l'obligation de dénoncer les faits de maltraitance dont ils sont témoins dans l'exercice de leurs fonctions. Ils sont alors protégés conformément à la législation en vigueur.

Allo maltraitance : 02.98.43.68.07 ou 3977 (numéro national de lutte contre la maltraitance).

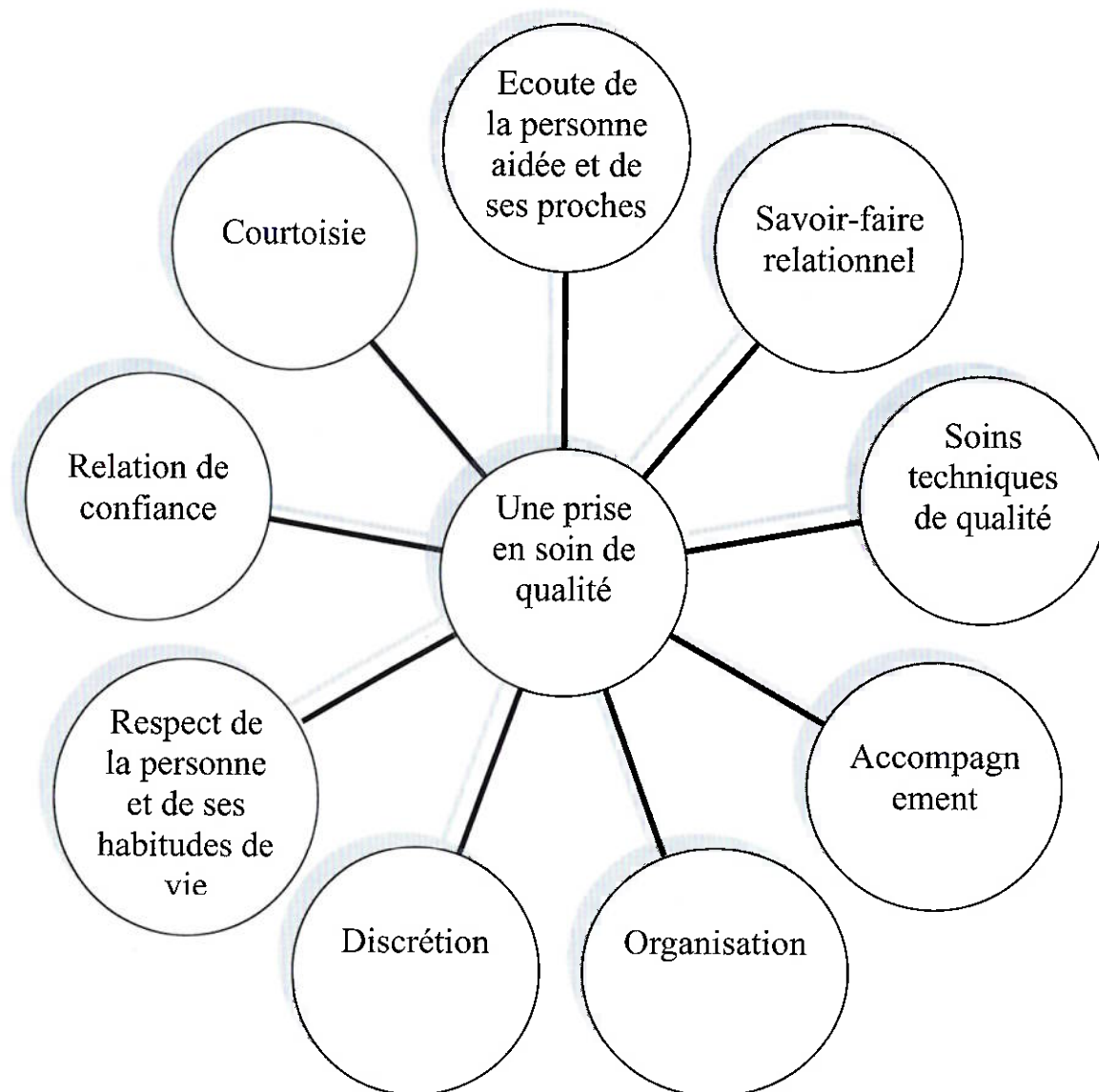
Concernant les actions de prévention des actes de maltraitance au SSIAD :

- L'équipe du SSIAD a suivi une formation bientraitance Humanitude (méthodologie Gineste Marescotti), ainsi qu'une formation pour repérer l'épuisement des aidants, dans le cadre d'un accompagnement au répit.
- À la demande des professionnels, des groupes de paroles peuvent être mis en place dans le but d'éviter l'épuisement professionnel.
- L'équipe de soignants a pris connaissance des 26 recommandations de bonnes pratiques professionnelles de l'ANESM sur la bientraitance¹.
- L'équipe ainsi que les usagers sont informés sur les dispositifs mis en place pour lutter contre la maltraitance des personnes âgées, notamment **l'existence d'un numéro vert dédié au signalement de cas de maltraitance, le 3977.**

¹ - Se référer au site de la Haute Autorité de Santé : https://www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/2018-03/anesm_synthese-bientraitance.pdf

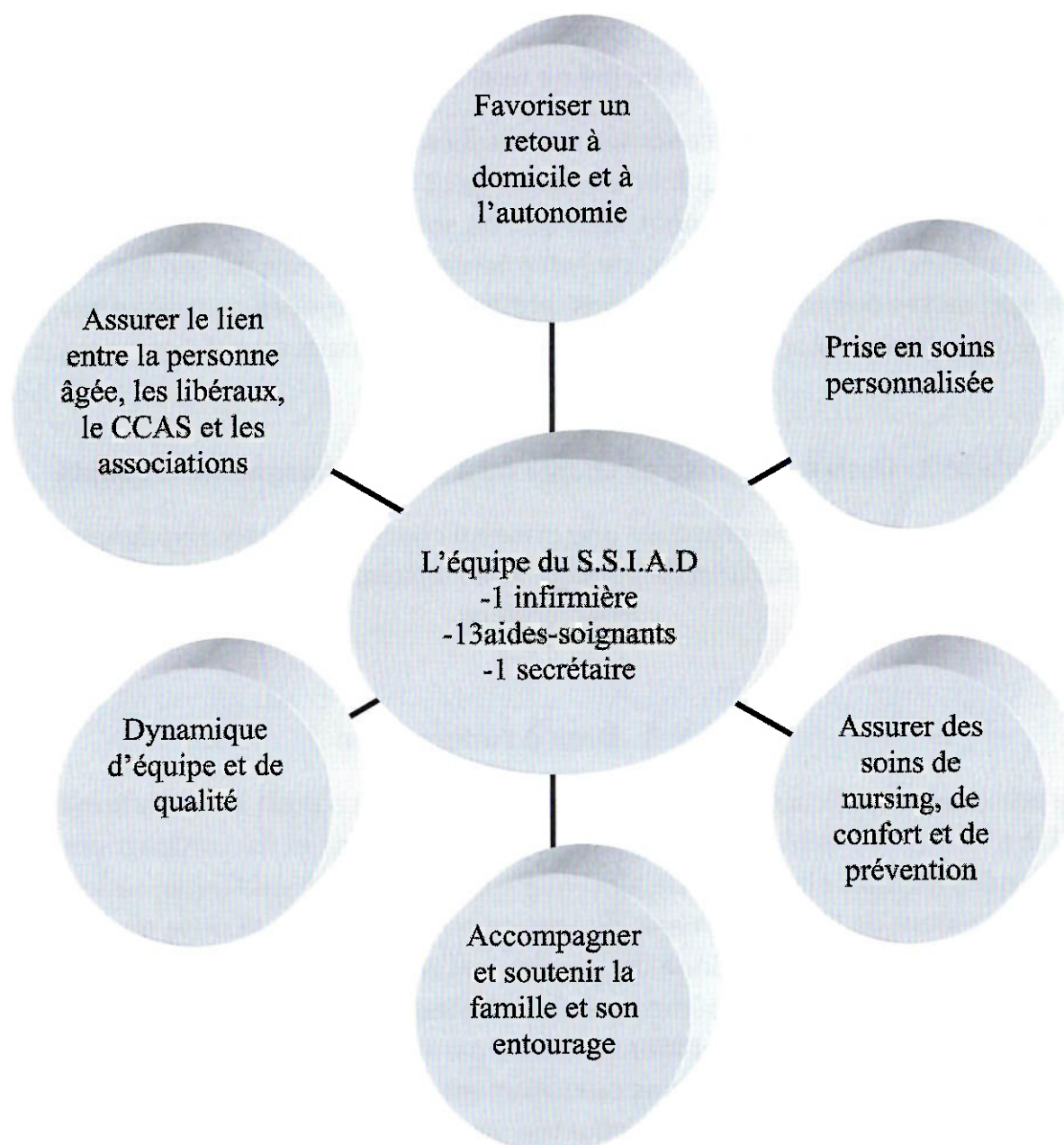
	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

**SCHEMA REPRESENTANT LES VALEURS DU SERVICE POUR LES SOINS A
DIMENSION HUMAINE**



	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

L'équipe du SSIAD : une équipe dynamique à votre écoute, disponible pour vous soigner et accompagner votre famille et votre entourage



	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

ANNEXE 1

CHARTRE DES DROITS ET LIBERTES DE LA PERSONNE ACCUEILLIE (arrêté du 8 septembre 2003 relatif à la charte des droits et libertés de la personne accueillie mentionnée à l'article L.311-4 du code de l'action sociale et des familles)

Article 1- **Principe de non-discrimination**

Dans le respect des conditions particulières de prise en charge et d'accompagnement, prévues par la loi, nul ne peut faire l'objet d'une discrimination à raison de son origine, notamment ethnique ou sociale, de son apparence physique, de ses caractéristiques génétiques, de son orientation sexuelle, de son handicap, de son âge, de ses opinions et convictions, notamment politiques ou religieuses, lors d'une prise en charge ou d'un accompagnement, social ou médico-social.

Article 2 - **Droit à une prise en charge ou à un accompagnement adapté**

La personne doit se voir proposer une prise en charge ou un accompagnement, individualisé et le plus adapté possible à ses besoins, dans la continuité des interventions.

Article 3 - **Droit à l'information**

La personne bénéficiaire de prestations ou de services a droit à une information claire, compréhensible et adaptée sur la prise en charge et l'accompagnement demandés ou dont elle bénéficie ainsi que sur ses droits et sur l'organisation et le fonctionnement de l'établissement, du service ou de la forme de prise en charge ou d'accompagnement. La personne doit également être informée sur les associations d'usagers œuvrant dans le même domaine. La personne a accès aux informations la concernant dans les conditions prévues par la loi ou la réglementation. La communication de ces informations ou documents par les personnes habilitées à les communiquer en vertu de la loi s'effectue avec un accompagnement adapté de nature psychologique, médicale, thérapeutique ou socio-éducative.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Article 4 - Principe du libre choix, du consentement éclairé et de la participation de la personne

Dans le respect des dispositions légales, des décisions de justice ou des mesures de protection judiciaire ainsi que des décisions d'orientation :

- 1) La personne dispose du libre choix entre les prestations adaptées qui lui sont offertes soit dans le cadre d'un service à son domicile, soit dans le cadre de son admission dans un établissement ou service, soit dans le cadre de tout mode d'accompagnement ou de prise en charge ;
- 2) Le consentement éclairé de la personne doit être recherché en l'informant, par tous les moyens adaptés à sa situation, des conditions et conséquences de la prise en charge et de l'accompagnement et en veillant à sa compréhension.
- 3) Le droit à la participation directe, ou avec l'aide de son représentant légal, à la conception et à la mise en œuvre du projet d'accueil et d'accompagnement qui la concerne lui est garanti.

Lorsque l'expression par la personne d'un choix ou d'un consentement éclairé n'est pas possible en raison de son jeune âge, ce choix ou ce consentement est exercé par la famille ou le représentant légal auprès de l'établissement, du service ou dans le cadre des autres formes de prise en charge et d'accompagnement. Ce choix ou ce consentement est également effectué par le représentant légal lorsque l'état de la personne ne lui permet pas de l'exercer directement. Pour ce qui concerne les prestations de soins délivrées par les établissements ou services médico-sociaux, la personne bénéficie des conditions d'expression et de représentation qui figurent au code de la santé publique.

La personne peut être accompagnée de la personne de son choix lors des démarches nécessitées par la prise en charge ou l'accompagnement

Article 5 - Droit à la renonciation

La personne peut à tout moment renoncer par écrit aux prestations dont elle bénéficie ou en demander le changement dans les conditions de capacités, d'écoute et d'expression ainsi que de communication prévues par la présente charte, dans le respect des décisions de justice ou mesures de protection judiciaire, des décisions d'orientation et des procédures de révision existantes en ces domaines.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Article 6 - **Droit au respect des liens familiaux**

La prise en charge ou l'accompagnement doit favoriser le maintien des liens familiaux et tendre à éviter la séparation des familles ou des fratries prises en charge, dans le respect des souhaits de la personne, de la nature de la prestation dont elle bénéficie et des décisions de justice. En particulier, les établissements et les services assurant l'accueil et la prise en charge ou l'accompagnement des mineurs, des jeunes majeurs ou des personnes et familles en difficultés ou en situation de détresse prennent, en relation avec les autorités publiques compétentes et les autres intervenants, toute mesure utile à cette fin.

Dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et du souhait de la personne, la participation de la famille aux activités de la vie quotidienne est favorisée.

Article 7 - **Droit à la protection**

Il est garanti à la personne comme à ses représentants légaux et à sa famille, par l'ensemble des personnels ou personnes réalisant une prise en charge ou un accompagnement, le respect de la confidentialité des informations la concernant dans le cadre des lois existantes.

Il lui est également garanti le droit à la protection, le droit à la sécurité, y compris sanitaire et alimentaire, le droit à la santé et aux soins, le droit à un suivi médical adapté.

Article 8 - **Droit à l'autonomie**

Dans les limites définies dans le cadre de la réalisation de sa prise en charge ou de son accompagnement et sous réserve des décisions de justice, des obligations contractuelles ou liées à la prestation dont elle bénéficie et des mesures de tutelle ou de curatelle renforcée, il est garanti à la personne la possibilité de circuler librement. A cet égard, les relations avec la société, les visites dans l'institution, à l'extérieur de celle-ci, sont favorisées.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Dans les mêmes limites et sous les mêmes réserves, la personne résidente peut, pendant la durée de son séjour, conserver des biens, effets et objets personnels et, lorsqu'elle est majeure, disposer de son patrimoine et de ses revenus.

Article 9 - Principe de prévention et de soutien

Les conséquences affectives et sociales qui peuvent résulter de la prise en charge ou de l'accompagnement doivent être prises en considération. Il doit en être tenu compte dans les objectifs individuels de prise en charge et d'accompagnement.

Le rôle des familles, des représentants légaux ou des proches qui entourent de leurs soins la personne accueillie doit être facilité avec son accord par l'institution, dans le respect du projet d'accueil et d'accompagnement individualisé et des décisions de justice.

Les moments de fin de vie doivent faire l'objet de soins, d'assistance et de soutien adaptés dans le respect des pratiques religieuses ou confessionnelles et convictions tant de la personne que de ses proches ou représentants.

Article 10 - Droit à l'exercice des droits civiques attribués à la personne accueillie

L'exercice effectif de la totalité des droits civiques attribués aux personnes accueillies et des libertés individuelles est facilité par l'institution, qui prend à cet effet toutes mesures utiles dans le respect, si nécessaire, des décisions de justice.

Article 11 - Droit à la pratique religieuse

Les conditions de la pratique religieuse, y compris la visite de représentants des différentes confessions, doivent être facilitées, sans que celles-ci puissent faire obstacle aux missions des établissements ou services. Les personnels et les bénéficiaires s'obligent à un respect mutuel des croyances, convictions et opinions. Ce droit à la pratique religieuse s'exerce dans le respect de la liberté d'autrui et sous réserve que son exercice ne trouble pas le fonctionnement normal des établissements et services.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Article 12 - Respect de la dignité de la personne et de son intimité

Le respect de la dignité et de l'intégrité de la personne est garanti. Hors la nécessité exclusive et objective de la réalisation de la prise en charge ou de l'accompagnement, le droit à l'intimité doit être préservé.

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Annexe 2



**LA DIRECTRICE GENERALE
DE L'AGENCE REGIONALE
DE SANTE HAUTS- DE-
FRANCE**



**LA DIRECTRICE
DEPARTEMENTALE DE LA
COHESION SOCIALE NORD**



**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DU NORD**

Arrêté conjoint portant désignation des personnes qualifiées pour le respect des droits des personnes prises en charge dans un établissement ou service social ou médico-social

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.311-5, R.311-1 et R.311-2 ;

Vu la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 modifiée portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi n°2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale ;

Vu le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

SUR PROPOSITION de la Directrice de l'Offre Médico-Sociale de l'Agence Régionale de Santé Nord - Pas-de-Calais, de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et du Président du Conseil Départemental du Nord ;

ARRESENT

Article 1 : Sont nommés en qualité de personnes qualifiées au titre de l'article L.311-5 du Code de l'action sociale et des familles, dans le département :

Pour le territoire de l'Avesnois :

Mr Denis VANLANCKER
06.88.61.86.92
vanlancker.denis@gmail.com

Pour le territoire du Cambrésis :

Mme Marie-Pierre SORIAUX
06.80.57.13.48
Mariepierre.soriaux@yahoo.fr

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Pour le territoire du Douaisis :

Mr Jacques DEROEUX
06.09.62.67.69
jacques.deroeux@gmail.com

Mr Robert HIDOCQ
06.61.54.22.72
robert.hidocq@gmail.fr

Pour le territoire du Dunkerquois :

Mr Michel DERAËVE
06.78.59.35.05
03.28.49.17.69
Michelderaeve59@orange.fr

Pour le territoire de Flandre Intérieure :

Mr Jean-Pierre GUFFROY
06.65.74.44.98
jpguffroy@free.fr

Pour le territoire de Lille

Mr Jean-Pierre GUFFROY
06.65.74.44.98
jpguffroy@free.fr

Mr Jean-Luc DUBUCQ
03.20.04.54.19
jdubucq@aliceadsl.fr

Mr Bernard PRUVOST
06.12.99.77.34
pruvost.bernard@orange.fr

Pour le territoire de Roubaix-Tourcoing :

Mme Laurence TAVERNIEZ
06.75.61.32.37
lotaverniez@gmail.com

Mr Robert Hidocq
06 61 54 22 72
robert.hidocq@gmail.com

Pour le territoire du Valenciennois :

Mr Denis VANLANCKER
06.88.61.86.92
vanlancker.denis@gmail.com

	LIVRET D'ACCUEIL SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	-----------------------------------	---

Article 2 : Tout usager d'un établissement ou service social ou médico-social, ou pour son représentant légal, a la possibilité de faire appel à une personne qualifiée en vue de l'aider à faire valoir ses droits.

Article 3 : Les personnes qualifiées s'engagent à respecter le cahier des charges communiqué lors du précédent appel à candidature.

Article 4 : Les frais de déplacement engagés par les personnes qualifiées pour l'exercice de leurs missions sont pris en charge par l'autorité ayant délivré l'autorisation de fonctionnement de la structure.

Article 5 : Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec demande d' accusé réception aux personnes identifiées à l'article 1 du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord ainsi qu'au recueil des actes administratifs du Département du Nord

Article 7 : Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Directrice générale de l'ARS Hauts-de-France, de la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et du Président du Conseil Départemental du Nord, ou d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé des solidarités et de la Santé dans un délai de 2 mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans le même délai.

Article 8 : Le présent arrêté est valable 3 ans, à compter de sa notification aux personnes concernées.

Article 9 : La Directrice générale de l'ARS Hauts-de-France, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et le Président du Conseil Départemental du Nord sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**LA DIRECTRICE GENERALE
DE L'AGENCE REGIONALE
DE SANTE HAUTS- DE-
FRANCE**

Pour la Directrice Générale et par délégation
La Directrice de l'Unité Médico-Sociale

Françoise VAN RECHEM
Monique RICOMES

**LA DIRECTRICE DEPARTE-
MENTALE DE LA COHESION
SOCIALE NORD**


Annick PORTES

**LE PRESIDENT DU CONSEIL
DEPARTEMENTAL DU NORD**


Jean-René LECERF

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Document individuel de prise en charge SSIAD de Lomme

Validé par le Conseil d'Administration le :

Durée de validité : 2025/2030

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Préambule

Ce contrat est établi en conformité avec les dispositions légales et réglementaires suivantes :

- La loi 2002-2 du 02 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et des familles (CASF)
- Les articles D.311-0-1 et D.311-0-2 du CASF relatifs aux documents individuels de prise en charge
- Les articles D.312-1 à D.312-5-1 du CASF relatifs aux conditions de fonctionnement des SSIAD

L'objectif du SSIAD est de permettre le maintien à domicile des personnes âgées de plus de 60 ans lorsque les conditions médicales et sociales le permettent.

Cette prise en soins se déroule dans le respect de la Charte des droits et des libertés de la personne accueillie, en garantissant un accompagnement des personnes qui ont besoin d'aide pour les actes essentiels de la vie, en respectant leur niveau de dépendance et en accompagnant l'évolution de leur autonomie.

Une coordination avec d'autres services intervenant à domicile est assurée pour une prise en soins continue et un maintien à domicile dans les meilleures conditions, en proposant un projet personnalisé de soins (PPI), mis en œuvre avec la personne soignée et la famille, en tenant compte des autres intervenants à domicile.

Pour une prise en soins de qualité, un outil de travail commun à tous les acteurs de soins, sous forme de classeur, est laissé au domicile (dossier de liaison).

Ce dossier est remis à la personne prise en soins par l'infirmière coordinatrice lors de la visite de préadmission afin d'assurer les transmissions et la continuité des soins entre l'équipe du SSIAD et les différents intervenants (médecins traitants, infirmiers, kinésithérapeutes, pédicures, aides à domicile...).

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Sommaire

I.	Modalités d'élaboration et de conclusion du contrat	p. 6
II.	Règles d'admission	p. 7
III.	Prestations délivrées par le SSIAD	p. 7
IV.	Coût de la prise en soins	p. 9
V.	Modalités de révision du contrat	p. 9
VI.	Suspension du contrat	p. 9
VII.	Durée et modalités de rupture du contrat	p. 10
	Annexe 1	p. 11
	Annexe 2	p. 13
	Annexe 3	p. 16
	Annexe 4	p. 17

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

I. Modalités d'élaboration et conclusion du contrat

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions générales d'intervention du SSIAD au domicile de la personne et ce, afin de personnaliser la prise en soin.

Ce contrat est établi lors de l'admission entre :

D'une part,

Le Service de Soins Infirmiers A Domicile du CCAS de Lomme, représenté par le Président du CCAS, Monsieur Caremelle Olivier

Et d'autre part,

Madame, Monsieur,

Ci-dessus désigné(e) comme bénéficiaire et, le cas échéant, en présence de son représentant légal :

Madame, Monsieur

Fait à, le

Le contrat prend effet à partir du

Signature du bénéficiaire ou de son représentant légal Faire précéder de la mention « lu et approuvé »	Signature de l'Infirmière Coordinatrice

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

II. Règles d'admission

La prescription médicale indispensable pour la prise en soins de la personne âgée est rédigée par le médecin traitant sur le formulaire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie remis par le service, et sera rendue à l'infirmière coordinatrice.

Une copie de l'attestation d'ouverture de droits au régime de Sécurité Sociale vous sera également demandée, afin d'établir le dossier d'admission.

Tout acte effectué par l'infirmier(ère) libéral(e) doit être signalé au service de soins à domicile qui en assure le financement, joindre la prescription médicale délivrée par le médecin traitant.

Toute personne admise peut désigner une personne de confiance qui peut être un parent, un proche ou le médecin traitant. Cette désignation doit être obligatoirement écrite (document fourni en annexe 3).

III. Prestations délivrées par le SSIAD

Les modalités de fonctionnement du service sont définies dans le document « Règlement de fonctionnement », remis avec le présent contrat.

Les aides-soignants du SSIAD participent à des soins d'hygiène et de confort, sous la responsabilité de l'infirmière coordinatrice, visant à répondre aux besoins de continuité de la vie et à compenser totalement ou partiellement un manque ou une diminution de l'autonomie de la personne.

Les aides-soignants(es) du SSIAD ne peuvent réaliser des soins techniques IDE (bandes de contention, pédicurie, pansements complexes, coproculture...)

Les soins techniques (pansements, injections,) sont réalisés par les infirmiers libéraux choisis par le patient, et ayant obligatoirement passé une convention avec le SSIAD (annexe3)

Le service étant organisé par roulements, **les horaires de passage et les aides-soignants peuvent varier. Les aides-soignants changent chaque semaine de tournée. A ce titre, aucune exigence exprimée par l'utilisateur dans ces domaines ne pourra être retenue :**

	<p align="center">DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD</p>	<p>Validité : 2025-2030</p> <p>IDEC : Laurence SIX</p>
--	---	--

L'équipe est composée de personnel féminin et masculin, qui sera susceptible d'intervenir à votre domicile. Vous êtes tenu(e) d'accueillir le personnel soignant du service sans discrimination de sexe, d'âge ou d'origine.

La personne prise en soins et/ou sa famille **s'engage à mettre à disposition le matériel et les produits nécessaires à l'accomplissement des soins d'hygiène et de confort, tel que : gants de toilette, savon, shampoing, serviettes, bassine, protections en cas d'incontinence, peigne, brosse, rasoirs, alèses...**

Il est également demandé de mettre à disposition, après la visite d'évaluation par l'infirmière coordinatrice ou l'ergothérapeute les matériels médicaux suivant, en cas de nécessité : lit médicalisé, lève-personne, verticalisateur, coussin et matelas anti-escarres...**Un refus de mise en place de matériel peut engendrer une suspension des soins**

En fonction de l'évaluation réalisée lors de la visite de préadmission, le service déterminera les interventions en fonction du degré d'autonomie de la personne (GIR)

L'infirmière coordinatrice déterminera avec la personne et/ou avec sa famille les soins qui sont à réaliser par l'équipe du SSIAD (annexe 1).

Pour information le SSIAD ne peut garantir aucun horaire fixe pour le passage

L'équipe soignante est sensibilisée à la méthodologie Gineste Marescotti (Humanitude, voir annexe 2) et établie votre projet d'accompagnement personnalisé est une obligation issue de la loi n° 2002-2, rénovant l'action sociale et médico-sociale. (Annexe4)

IV. Coût de la prise en soins

Les soins dispensés par le SSIAD sont pris en charge par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie sous forme d'une dotation globale.

Aucune participation financière ne sera demandée.

Le SSIAD assure le financement des soins dispensés par les infirmiers libéraux, à conditions que ceux-ci aient passé une convention avec le SSIAD, à défaut, le service ne pourra pas intervenir.

Le SSIAD ne prend pas en charge les soins kinésithérapie.

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

V. Modalités de révision du contrat

Les objectifs et les prestations sont réactualisés annuellement, ou après une hospitalisation, en fonction des besoins spécifiques de la personne prise en soins. Les changements des termes initiaux du contrat font l'objet d'un avenant ou de l'élaboration d'un nouveau contrat de soins.

VI. Suspension du contrat

Ce contrat est suspendu en cas d'interruption de la prise en soins pour absence de l'utilisateur ou son hospitalisation. **L'interruption ne peut être supérieure à un mois, sinon la sortie définitive est prononcée.**

VII. Motif et modalités de rupture du contrat

Ce contrat s'applique durant toute la durée de l'accompagnement de la personne prise en soin.

Celui-ci prend fin au moment de l'interruption définitive de la prise en soins.

Cette fin de prise en soin peut être faite soit par la personne (ou son représentant légal), soit à l'initiative du SSIAD si l'infirmière coordinatrice, après évaluation, considère que les termes du contrat ne sont pas respectés, où :

- . En cas de retour à l'autonomie de la personne prise en soins.
- . En cas d'hospitalisation de plus d'un mois
- . En cas d'aggravation de l'état de santé de la personne, nécessitant des soins techniques dépassant les possibilités financières du service.
- . Si la personne prise en soin présente une pathologie contagieuse constatée par le médecin traitant, et ce jusqu'à la guérison. Ceci afin de ne pas contaminer le personnel et pouvoir garder la capacité d'intervention du SSIAD en protégeant les autres personnes prises en soin.
- . En cas de présence de parasites (puces, punaises,) ou de muridés (petits rongeurs) jusqu'à désinfection. Ceci pour ne pas contaminer le personnel et les autres personnes prises en soin par le SSIAD.
- . En cas de refus d'attacher votre animal, malgré les actions de conseils et d'informations conduites par le SSIAD, pour prodiguer des soins répondant aux critères de qualité, de confort et de sécurité auxquels il s'est engagé.
- . En cas de refus de mettre à disposition le matériel médical adéquat préconisé par l'IDEC ou l'ergothérapeute pour la prise en soins de la personne.

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

. En cas de refus de s'abstenir de fumer lors des soins, conformément à la Loi anti-tabac (Loi Evin du 10 janvier 1991 relative à tous les lieux fermés et couverts qui constituent des lieux de travail).

. Dès lors que l'attitude du patient ou de sa famille ou de son représentant légal serait devenue incompatible dans la continuité de sa prise en charge par l'équipe soignante et plus précisément pour non-respect de du règlement de fonctionnement annexé au présent contrat, notamment en cas de violences à l'égard des personnels, sous réserve d'un préavis de 8 jours pendant lequel le cadre coordonnateur aidera à la recherche d'une solution adaptée.

La fin de votre prise en soins est organisée en lien avec vous-même, votre médecin traitant et votre famille.

Vous êtes alors orienté vers le circuit de soins approprié à votre situation.

Avant toute décision, le service s'engage à conseiller, informer ou inciter la personne prise en soin et ses proches à prendre toutes les mesures afin que les soins se déroulent conformément aux besoins en respectant les règles d'hygiène et de confort nécessaires à une prise en soin adaptée et de qualité.

Dans tous les cas précités, l'infirmière coordinatrice informe tous les acteurs (personne prise en soin, famille, médecin traitant, services sociaux compétents).

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

SOINS A REALISER

Aide totale ☐ Aide partielle ☐

Nombre de passages par jour : 1 ☐ 2 ☐

Jours de passage :			
Lundi <input type="checkbox"/>	mardi <input type="checkbox"/>	mercredi <input type="checkbox"/>	jeudi <input type="checkbox"/>
Vendredi <input type="checkbox"/>	samedi <input type="checkbox"/>	dimanche <input type="checkbox"/>	

Nombre de soignants : 1 ☐ 2 ☐

Lieu où se déroule la toilette : _____

Lieu où trouver le linge : _____

Traitement à donner : oui ☐ non ☐
 Matin ☐ après-midi ☐

. Douche / bain : oui ☐ non ☐

 Jour(s) : _____

. Effleurages : _____

. Pédiluve : _____

. Capiluve : jour(s) : _____

. Rasage / épilation : jour(s) : _____

. Soins des ongles (pour les personnes non diabétiques) :

Fréquence : _____

. Protections : oui ☐ non ☐

. Bas / chaussettes de contention : oui ☐ non ☐

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

. Appareillages : oui ☐ non ☐
Appareils auditifs ☐ lunettes ☐ appareil dentaire ☐

. Accueil de jour : oui ☐ non ☐
Jour(s) : _____

Commentaires : _____

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

« LES REGLES DE L'ART DE L'HUMANITE
AU SSIAD DE LOMME »

Un soignant professionnel commence tout acte de soin par des préliminaires. Il ne dit plus « je viens faire votre toilette », mais « je viens vous aider ».

Un soignant professionnel travaille toujours au niveau requis : améliorer ? Maintenir ? Applique les descriptions infirmières (toilette évaluative).

Un soignant professionnel fait toujours les soins avec l'accord explicite ou implicite de la personne qu'il aide. Fin du soin de force. Réflexion en équipe avec l'infirmière (voir avec le médecin) quand problème.

Un soignant professionnel respecte le rythme du patient.

Un soignant professionnel prend toujours en considération les capacités du patient, il lui laisse faire les gestes qu'il sait faire. Il travaille en équipe, tous de la même façon.

Un soignant professionnel sait qu'un être humain doit être verticalisé au moins 20 minutes par jour pour rester en bonne santé, il sait en expliquer les raisons aux familles.

Un soignant professionnel connaît les règles concernant la contention, et il sait que toute contention doit être compensée par une verticalisation de 20 minutes par jour.

Un soignant professionnel annonce chaque acte (geste) avant de l'effectuer en regardant la personne (sauf quand il utilise la diversion pour faire le soin) : quand un patient est tendu, s'accroche, a peur, vérifier que cette règle est appliquée par tous. Règle à appliquer avant de déplacer une personne au fauteuil.

Un soignant professionnel est capable de faire de l'auto feed-back : décrire ce que la main fait, annoncer le schéma corporel. Il apprend à parler à tous les patients, quel que soit leur état.

Un soignant professionnel a un toucher de qualité : touché vaste, sans pinces (mains en berceau), main relationnelle, prise des potes.

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Un soignant professionnel utilise un drap pour faire les manutentions (drap plat).

Un soignant professionnel ne « fait » pas monsieur ou madame X, il l'aide. Il prend en soin, aide et ne prend plus en charge. Il utilise le « vous » « on va faire ensemble ». Il connaît et sait utiliser le nom et le prénom. Jamais de tutoiement.

Un soignant professionnel sait faire une capture sensorielle, un rebouclage sensoriel et en fin de soin : une consolidation émotionnelle.

Quand un soignant professionnel se sent mal en faisant un soin, c'est que le patient est en souffrance : il NOTE sans appréhension et sans culpabilité à chaque fois dans les transmissions ce qu'il observe.

Un soignant professionnel doit passer la main à son collègue lorsqu'il se sent en difficulté.

Un soignant professionnel connaît la différence entre autonomie et indépendance.

Un soignant professionnel est capable d'expliquer la raison de ses gestes et de leur donner un sens.

Un soignant professionnel sait qu'il communique aussi par le regard et la tonalité de sa voix (viser le grave, les personnes âgées perdent l'audition des sons aigus), il ne maternelise pas, ce sont des adultes vieux (égaux à nous-même).

Un soignant professionnel connaît les 4 piliers de l'Humanité :

- REGARD (mettre lunettes avant le soin)
- PAROLE (attention à la tonalité, continuité)
- TOUCHER
- VERTICALITE

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Remise des clés au service

La personne ou son représentant légal a remis, pour des raisons de sécurité et de commodités, un trousseau de clés :

Oui ☐ non ☐

Date :

Signature :

Remise des documents à la personne prise en soins

Je soussigné(e), madame, monsieur _____
certifie avoir reçu les documents suivants :

- ☐ Document Individuel de prise en charge
- ☐ Livret d'accueil
- ☐ Règlement de fonctionnement
- ☐ Désignation de la personne de confiance

Signature :

	DOCUMENT INDIVIDUEL DE PRISE EN CHARGE SSIAD	Validité : 2025-2030 IDEC : Laurence SIX
--	---	---

Accord pour la formalisation du Projet Personnalisé Individuel (PPI)

Etablir votre projet d'accompagnement personnalisé est une obligation issue de la loi n° 2002-2, rénovant l'action sociale et médico-sociale.

Afin d'assurer un accompagnement optimal, celui-ci sera formalisé. Cela permettra en effet d'effectuer plus facilement votre suivi et de réaliser de façon plus pertinente les ajustements lors des actualisations ayant lieu une fois par an au minimum.

Par cet avenant, je soussigné(e), madame, monsieur _____ ,
ou son représentant légal, madame, monsieur _____ ,
Donne mon accord au SSIAD de Lomme pour formaliser mon projet
d'accompagnement personnalisé.

Nom : _____

Date et lieu : _____

Signature :

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS.

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/09 : Modification du tableau des effectifs.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2313-1, R2313-3, R2313-8,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L313-1,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu le code de l'Action Sociale et des Familles dans ses articles L-123 et suivants 1,

Vu la délibération 2022/50 du 8 juillet 2022 de la modification du tableau des effectifs,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 23 janvier 2025.

Considérant ce qui suit :

Les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par leur organe délibérant. Il leur appartient donc de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services dans le respect des dispositions de la loi précitée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Également, il est indispensable de mettre à jour ce tableau des effectifs en cas de modification de création, de suppression ou de modification de la durée hebdomadaire d'un poste.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions légales énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, d'établir et de modifier le tableau des effectifs de sa collectivité ou de son établissement.

Au 1er janvier 2022 les établissements EHPAD, Résidence autonomie ont été cédés, à l'AFEJI.

Au 1er janvier 2024, un équipement de proximité a vu le jour au sein du CCAS, il s'agit de l'Espace de vie Sociale agréé par la Caisse d'Allocations Familiales intégré dans les maisons de solidarités Marais et Mitterie.

Au mois d'octobre 2024, dans le cadre du Plan pour la justice sociale et la promotion des solidarités une nouvelle mission est née au sein du CCAS avec un poste de chargé de mission dédié.

L'ensemble de ces éléments nécessite une adaptation à la situation nouvelle avec une proposition d'un tableau des effectifs adapté.

Il est demandé au Conseil d'Administration de,

♦ **DECIDER :**

- La création des postes suivants :

Filière administrative :

- 1 Poste d'Attaché Principal à temps complet.
- 1 Poste de rédacteur à temps complet.
- 1 Poste d'adjoint administratif principal de 1-ère classe à temps complet.

Filière technique :

- 1 Poste de technicien principal de 1-ère classe à temps complet.
- 1 Poste d'agent de maîtrise à temps complet.

Filière Sociale :

- 1 Poste d'Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle.
- 1 Poste d'Agent social à temps non complet.

Filière Médico-Sociale :

- 2 Postes d'Auxiliaires de soins principaux de 2-ème classe à temps complet.

Filière Animation :

- 1 Poste d'Adjoint d'Animation principal de 1-ère classe à temps complet.
- 2 Postes d'Adjoint d'Animation principaux de 2-ème classe à temps complet.

- La suppression des postes suivants :

Filière Technique :

4 Postes d'adjoints techniques principaux de 2-ème classe à temps complet.
8 Postes adjoints techniques à temps complet.

Filière Sociale :

1 Poste d'Assistant socio-éducatif.
1 Poste d'agent social principal de 2-ème classe Filière Sociale.
1 Poste d'Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle.
1 Poste d'agent social à temps non complet.
5 Postes d'agents sociaux à temps complet.

Filière Médico-Sociale :

1 Poste d'aide-soignant à temps complet.
1 Poste d'aide-soignant à temps non complet.

- **La reconduction tacite de ces dispositions chaque année, sauf disposition expresse** de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent.
- ♦ **ETABLIR** le tableau des effectifs tel qu'il est présenté en annexe.
- ♦ **INSCRIRE** les crédits correspondants au budget principal du CCAS, chapitre 012.
- ♦ **AUTORISER** le Président à signer tout acte y afférent.
- ♦ **CHARGER** l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération à effet immédiat.
- ♦ **ABROGER** la délibération 2022/50 du 08 juillet 2022, du tableau des effectifs.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



Olivier CAREMELLE

**Maire de LOMME
Président du C.C.A.S.**

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

Année 2024
CCAS de Lomme
données au 31/10/2024

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES
-------------------	------------

FILIERE ADMINISTRATIVE (b)	
----------------------------	--

Cadre d'emplois des Attaché-e-s territoriaux-aes	
Directeur-trice territorial-e	A
Attaché-e hors classe	A
Attaché-e principal-e	A
Attaché-e	A

Cadre d'emplois des Rédacteurs-trices territoriaux-aes	
Rédacteur-trice principal-e de 1ère classe	B
Rédacteur-trice principal-e de 2ème classe	B
Rédacteur-trice	B

Cadre d'emplois des Adjoint-e-s administratifs-ives territoriaux-aes	
Adjoint-e administratif-ive principal-e de 1ère classe	C
Adjoint-e administratif-ive principal-e de 2ème classe	C
Adjoint-e administratif-ive	C

FILIERE TECHNIQUE (c)	
-----------------------	--

EMPLOIS BUDGETAIRES dernière délibération		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires

20	0	20,00
----	---	-------

4	0	4,00
1	0	1,00
0	0	0,00
1	0	1,00
2	0	2,00

4	0	4,00
1	0	1,00
1	0	1,00
2	0	2,00

12	0	12,00
4	0	4,00
4	0	4,00
4	0	4,00
18	3	21,00

EFFECTIFS POURVUS en ETPT CCAS LOMME au 31/10/2024			
Titulaires en ETPT	Non Titulaires (CDI, contractuels) en ETPT	TOTAL effectifs pourvus tit + non tit en ETPT	Non titulaires temporaires (remplacements, vacances de postes)

13,00	0,00	13,00	2,00
-------	------	-------	------

2,00	0,00	2,00	1,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	1,00

2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00

9,00	0,00	9,00	1,00
4,00	0,00	4,00	0,00
4,00	0,00	4,00	0,00
1,00	0,00	1,00	1,00
7,80	0,00	7,80	0,64

PROPOSITION		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires

20	0	20,00
----	---	-------

3	0	3,00
0	0	0,00
0	0	0,00
2	0	2,00
1	0	1,00

4	0	4,00
1	0	1,00
0	0	0,00
3	0	3,00

13	0	13,00
5	0	5,00
4	0	4,00
4	0	4,00
9	3	12,00

données au 31/10/2024

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES
-------------------	------------

Cadre d'emplois des Ingénieur-e-s territoriaux-aies	
Ingénieur-e principal-e	A
Ingénieur-e	A

Cadre d'emplois des Technicien-ne-s territoriaux-aies	
Technicien-ne principal-e de 1ère classe	B
Technicien-ne principal-e de 2ème classe	B
Technicien-ne	B

Cadre d'emplois des Agent-e-s de maîtrise territoriaux-aies	
Agent-e de maîtrise principal-e	C
Agent-e de maîtrise	C

Cadre d'emplois des Adjoint-e-s techniques territoriaux-aies	
Adjoint-e technique principal-e de 1ère classe	C
Adjoint-e technique principal-e de 2ème classe	C
Adjoint-e technique	C

EMPLOIS BUDGETAIRES dernière délibération		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

1	0	1,00
0	0	0,00
1	0	1,00
0	0	0,00

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

17	3	20,00
1	1	2,00
6	1	7,00
10	1	11,00

EFFECTIFS POURVUS en ETPT CCAS LOMME au 31/10/2024			
Titulaires en ETPT	Non Titulaires (CDI, contractuels) en ETPT	TOTAL effectifs pourvus tit + non tit en ETPT	Non titulaires temporaires (remplacements, vacances de postes)

0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

1,00	0,00	1,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
1,00	0,00	1,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00

4,80	0,00	4,80	0,64
0,00	0,00	0,00	0,00
2,80	0,00	2,80	0,00
2,00	0,00	2,00	0,64

PROPOSITION		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

2	0	2,00
1	0	1,00
1	0	1,00
0	0	0,00

2	0	2,00
0	0	0,00
2	0	2,00

5	3	8,00
1	1	2,00
2	1	3,00
2	1	3,00

données au 31/10/2024

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES
FILIERE SOCIALE (d)	

Cadre d'emplois des Conseiller-ère-s socio-éducatif-ive-s	A
Conseiller-ère supérieur-e socio-éducatif-ive	A
Conseiller-ère socio-éducatif-ive	A

Cadre d'emplois des Assistant-e-s socio-éducatif-ive-s	
Assistant-e socio-éducatif-ive de classe exceptionnelle	A
Assistant-e socio-éducatif-ive	A

Cadre d'emplois des Agent-e-s sociaux-ales territoriaux-ales	
Agent-e social-e principal-e de 1ère classe	C
Agent-e social-e principal-e de 2ème classe	C
Agent-e social-e	C

FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)

Cadre d'emplois des Médecins territoriaux	
Médecin hors classe	A
Médecin de 1ère classe	A
Médecin de 2ème classe	A

Cadre d'emplois des Psychologues territoriaux	
Psychologue hors classe	A
Psychologue de classe normale	A

Cadre d'emplois des Cadres territoriaux-ales de santé paramédicaux	
cadre supérieur-e de santé	A
cadre de santé 1ère classe	A
Infirmier-ère-s cadres de santé	A

EMPLOIS BUDGETAIRES dernière délibération		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires
23	1,00	24,00

2	0	2,00
1	0	1,00
1	0	1,00

10	0	10,00
3	0	0,00
7	0	7,00

11	1,00	12,00
0	0	0,00
3	1	4,00
8	0,00	8,00

27	6	33,00
----	---	-------

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

EFFECTIFS POURVUS en ETPT CCAS LOMME au 31/10/2024			
Titulaires en ETPT	Non Titulaires (CDI, contractuels) en ETPT	TOTAL effectifs pourvus tit + non tit en ETPT	Non titulaires temporaires (remplacements, vacances de postes)
10,00	0,00	10,00	0,00

0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

8,00	0,00	8,00	0,00
4,00	0,00	4,00	0,00
4,00	0,00	4,00	0,00

2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
1,00	0,00	1,00	0,00
1,00	0,00	1,00	0,00

18,50	0,00	18,50	0,00
-------	------	-------	------

0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

PROPOSITION		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires
17	1,00	18,00

2	0	2,00
1	0	1,00
1	0	1,00

10	0	10,00
4	0	0,00
6	0	6,00

5	1,00	6,00
0	0	0,00
2	0	2,00
3	1	4,00

28	5	33,00
----	---	-------

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

EMPLOIS BUDGETAIRES dernière délibération		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires
0	0	0
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
4	0	4,00
2	0	2,00
1	0	1,00
1	0	1,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

EFFECTIFS POURVUS en ETPT CCAS LOMME au 31/10/2024			
Titulaires en ETPT	Non Titulaires (CDI, contractuels) en ETPT	TOTAL effectifs pourvus tit + non tit en ETPT	Non titulaires temporaires (remplacements, vacances de postes)
0	0	0	0
0	0	0	0
0	0	0	0
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
1,00	0,00	1,00	0,00
1,00	0,00	1,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00

PROPOSITION		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires
0	0	0
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
4	0	4,00
2	0	2,00
1	0	1,00
1	0	1,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00

données au 31/10/2024

GRADES OU EMPLOIS	CATEGORIES
Cadre d'emplois des Aides soignants territoriaux	
Aide soignant de classe supérieure	B
Aide soignant de classe normale	B
Cadre d'emplois des Auxiliaires de puériculture	
Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	B
Auxiliaire de puériculture de classe normale	B
Cadre d'emplois des Auxiliaires de soins	
Auxiliaire de soins principal de 1ère classe	B
Auxiliaire de soins principal de 2ème classe	B
FILIERE ANIMATION (i)	
Cadre d'emplois des Animateur-trice-s territoriaux-ales	
Animateur-trice principal-e de 1ère classe	B
Animateur-trice principal-e de 2ème classe	B
Animateur-trice	B
Cadre d'emplois des Adjoint-e-s d'animation	
Adjoint-e d'animation principal-e de 1ère classe	C
Adjoint-e d'animation principal-e de 2ème classe	C
Adjoint-e d'animation	C
TOTAL GÉNÉRAL	

EMPLOIS BUDGETAIRES dernière délibération		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires
23	6	29,00
15	3	18,00
8	3	11,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
1	0	1,00
1	0	1,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
1	0	1,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
89	10	99,00

EFFECTIFS POURVUS en ETPT CCAS LOMME au 31/10/2024			
Titulaires en ETPT	Non Titulaires (CDI, contractuels) en ETPT	TOTAL effectifs pourvus tit + non tit en ETPT	Non titulaires temporaires (remplacements, vacances de postes)
14,50	0,00	14,50	3,80
11,00	0,00	11,00	0,00
3,50	0,00	3,50	3,80
1,00	0,00	1,00	0,00
1,00	0,00	1,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
2,00	0,00	2,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
51,30	0	51,30	6,44

PROPOSITION		
EMPLOIS PERMANENTS A TEMPS COMPLET en Nombre	EMPLOIS PERMANENTS à TNC	TOTAL Emplois Budgétaires
22	5	27,00
15	3	18,00
7	2	9,00
0	0	0,00
0	0	0,00
0	0	0,00
2	0	2,00
0	0	0,00
2	0	2,00
4	0	4,00
1	0	1,00
0	0	0,00
0	0	0,00
1	0	1,00
3	0	3,00
1	0	1,00
2	0	2,00
0	0	0,00
78	9	87,00

**DEPARTEMENT
du NORD
ARRONDISSEMENT
de LILLE**

**VILLE DE LILLE
COMMUNE ASSOCIEE DE LOMME**

**COMMISSION ADMINISTRATIVE
DE LA SECTION LOMMOISE
DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**

**SEANCE
Du 07 mars 2025**

L'an deux-mille-vingt-cinq, le 7 mars à 15h30, la Commission Administrative de la Section Lommoise du Centre d'Action Sociale s'est réunie sous la Présidence de Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme,

Etaient présents : Monsieur Olivier CAREMELLE, Président du C.C.A.S de Lomme, Mme Claudie LEFEBVRE, M. Alain GRILLET, M. Jacques SURRANS, M. Jean-Pierre STAELENS

Etaient excusés : M. Arnaud MARCHAND, Mme Marie-Christine STANIEC-WAVRANT, M. Arnaud DESLANDES, Mme Khadidiatou VENIAT.

2025/10 : Création du service des Maisons de Solidarités dans l'organigramme du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale de Lomme,

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L.123-4 et suivants, relatifs aux compétences des CCAS,

Vu la délibération 2024- 53 du plan de justice sociale et des solidarités,

Vu la délibération 2024-54 créant le poste de chargé de mission pour le plan de justice sociale et des solidarités,

Vu la délibération 2023/39 demande d'Agrément d'un Espace de Vie Sociale, portant création des Maisons des Solidarités Mitterie et Marais en tant qu'Espaces de Vie Sociale (EVS),

Vu l'avis favorable émis par le Comité Social Territorial (CST) en date du 23 janvier 2025 concernant l'Intégration des Maisons des solidarités (MDS) au sein du CCAS et la création du poste de chargé de mission pour le plan de justice sociale,

Considérant la volonté de renforcer les actions sociales de proximité et d'améliorer la coordination des services en faveur des habitants des quartiers du Marais et de la Mitterie,

Considérant que le 1er janvier 2024, la CAF a habilité les Maisons des Solidarités des quartiers Marais et Mitterie en Espace de Vie Sociale (EVS).

Cet EVS a une vocation sociale affirmée comprenant 4 grands objectifs :

- Promouvoir une économie solidaire et durable à l'échelle des quartiers,
- Garantir un accompagnement auprès des citoyens et un accès aux droits pour tous,
- Porter des actions de prévention santé et bien-être pour tous les publics,
- Renforcer la mixité sociale, l'inclusion et les liens intergénérationnels.

Considérant que les Maisons de Solidarités partagent des objectifs communs avec le CCAS, notamment en matière de soutien aux familles, d'accès aux droits et de développement des solidarités locales,

Considérant que le CCAS est en charge des politiques sociales, médico-sociales et socioculturelles de la commune de Lomme et qu'en 2024, la commune a délibéré son Plan de Justice Sociale et des Solidarités en faveur des habitants les plus démunis ou en difficulté.

Il est demandé au Conseil d'Administration de bien vouloir :

♦ **DECIDER :**

1. **De créer le service des Maisons des solidarités (MDS) au sein du CCAS et dans son organigramme :** Les Maisons des Solidarités, actuellement rattachées à la Ville de Lomme, sont intégrées à un service, au sein du CCAS à compter du 7 mars 2025 Cette intégration vise à renforcer la cohérence des actions sociales menées sur le territoire et à optimiser les ressources disponibles.
2. **Modification de l'organigramme :** L'organigramme du CCAS est modifié pour inclure les Maisons des Solidarités, dans un service, sous la responsabilité de la Direction du CCAS, ainsi que le poste de Chargé de Mission pour le plan de justice Sociale, conformément aux documents annexés.

- ♦ **CHARGER** l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération à effet immédiat.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lille dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré, les jours, mois et an ci-dessus



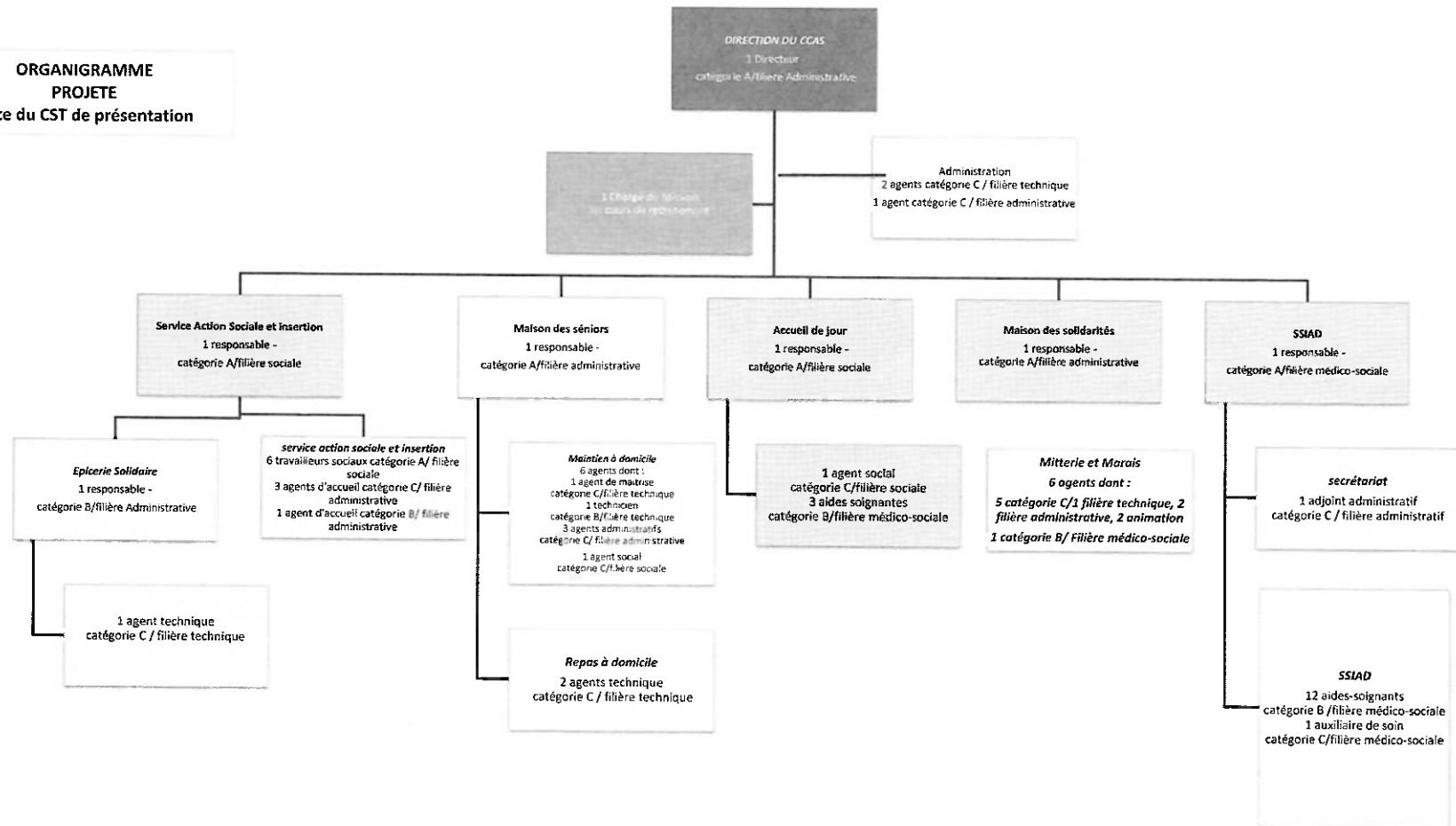
Olivier CAREMELLE

Maire de LOMME
Président du C.C.A.S.

Conseiller Départemental du Nord

Publié le **17 MARS 2025**
Réception en Préfecture le

**ORGANIGRAMME
PROJETE**
Date du CST de présentation



**ORGANIGRAMME
ACTUEL
(issu du dernier CTP/CST s'il y a lieu)**

